

XXe Congrès de l'Internationale Socialiste, New York
09-11 septembre 1996

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

DE BERLIN A NEW YORK

Quatre années ont passé depuis le dernier Congrès de l'Internationale Socialiste qui s'est tenu à Berlin. Nous nous sommes rencontrés là dans une ville qui avait été divisée pendant des dizaines d'années et dont les habitants avaient été séparés par un énorme mur hideux. Nous nous sommes réjouis de voir que ce mur n'existait plus, que le règne du parti unique était balayé et qu'une Europe nouvelle était en train de naître.

Le Congrès de Berlin restera intimement lié dans nos esprits au souvenir de Willy Brandt qui a été pendant 16 ans Président de l'Internationale Socialiste. Par une triste journée, peu de temps après le Congrès, nous nous sommes retrouvés nombreux à Berlin pour dire un dernier adieu à ce grand homme d'Etat, le 17 octobre 1992, et saluer sa vie entière consacrée aux idéaux de notre Internationale. Comme nous l'avons dit au Congrès, où Pierre Mauroy a été élu nouveau Président de l'Internationale Socialiste, le nom de Willy Brandt restera toujours lié à l'histoire de notre organisation.

Aujourd'hui, notre XXe Congrès se déroule au siège de l'Organisation des Nations unies, lieu symbolique de notre engagement à la coopération internationale pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme. Notre foi dans ces principes, notre engagement à atteindre ces objectifs et notre fierté des résultats obtenus sont autant de raisons pour justifier que notre Congrès se tienne ici.

Notre famille de partis et d'organisations s'est agrandie du point de vue de l'aire géographique et du point de vue de l'influence politique dans toutes les régions du monde. La social-démocratie est un dénominateur commun pour tous ceux qui aspirent au progrès, à l'égalité, à la solidarité et à l'affirmation du droit des personnes tout autant que celui des communautés. Nos travaux tiennent compte des profonds changements de ces dernières années, non seulement de la vague de démocratisation des années 90, mais aussi de la mondialisation de l'économie, de la stagnation du développement dans les pays les plus pauvres, de la révolution en matière de technologie et de communications, de la fin de la bipolarisation et du développement de l'intégration régionale.

Aujourd'hui, le socialisme démocratique inspire et façonne la vie politique sur tous les continents. L'Internationale est une force puissante en Europe où elle est née et où les mouvements sociaux-démocrates ont pris une grande part dans la formation des normes et des idéaux. Elle est aussi depuis longtemps une force puissante en Amérique latine où, ces vingt dernières années, nos partis ont joué un rôle vital dans les progrès de la démocratie. Elle a continué à jouer un rôle important dans la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient. L'accroissement des échanges et de la coopération entre les pays de la Méditerranée a également été une priorité.

En Europe centrale et orientale, après une période longue et douloureuse de silence, les partis social-démocrates sont maintenant actifs dans tous les pays, développant leur influence, présentant des solutions politiques nouvelles vigoureuses et, dans certains pays, accédant au pouvoir. Dans le même temps, tant en Afrique qu'en Asie et au Pacifique, nos partis membres bien établis ont été rejoints par des forces politiques nombreuses et très influentes, soit nouvellement actives, soit nouvellement créées, et relevant de la mouvance sociale-démocrate.

Dans ce contexte, l'Internationale a multiplié ses efforts. En plus de nos comités régionaux et thématiques existant depuis longtemps, nous avons créé, pendant cette période, des Comités de l'IS pour l'Europe centrale et orientale, l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et la Méditerranée, ainsi qu'un Comité des Elus locaux et régionaux. Nous avons pour la première fois organisé des réunions du Conseil de l'IS au Japon, en Hongrie et en Afrique du Sud. Nous avons également continué à envoyer des missions d'information et d'observation des élections dans chaque continent.

Grâce à ces activités nombreuses dans le monde entier, nous approfondissons et renforçons les échanges entre les partis membres, tout en cherchant à établir une plate-forme commune et à porter le message social-démocrate dans d'autres lieux. Nous sommes convaincus que le seul moyen de résoudre effectivement un certain nombre de problèmes aujourd'hui est de les aborder sur le plan international. Les travaux de notre Internationale en prennent une importance nouvelle, car ses fondateurs étaient inspirés de la vision d'une société mondiale et des idéaux de la solidarité internationale.

J'ai maintenant le plaisir de vous présenter ce rapport qui décrit d'une manière succincte les principales activités de notre Internationale au cours de la période qui a suivi notre dernier Congrès.

AFRIQUE

En Afrique, le but de l'Internationale Socialiste est de rassembler tous ceux qui recherchent la démocratie, la paix et le développement et pour lesquels développement économique et démocratie sont étroitement liés. L'influence de l'Internationale s'accroît rapidement sur ce continent grâce aux contacts et échanges nombreux qu'elle établit.

Peu de temps avant notre dernier Congrès en 1992, nous avons tenu une réunion de travail importante à Dakar (Sénégal). En plus des partis membres africains, nous avons invité des représentants de plus de 30 partis et organisations africains. Avec certains de ceux-ci, nous étions déjà depuis longtemps en contact, mais d'autres avaient vu le jour récemment dans le climat d'évolution vers la démocratie que l'Afrique a connu au cours des deux ou trois dernières années. Cette réunion a été un succès et elle a créé une dynamique qui a amené nombre des partis qui y avaient assisté à participer au XIXe Congrès de l'Internationale Socialiste à Berlin et, depuis cette date, l'Internationale a développé sa présence et son influence en Afrique.

Il y a maintenant dans environ 40 pays africains des partis d'inspiration démocratique sociale, tant au gouvernement que dans l'opposition, parfois dans un climat de progrès politique et social, parfois dans un climat d'oppression, d'épreuve ou de conflit. Certains sont à la tête de gouvernements, comme au Sénégal ou en Tunisie, au Mali ou au Mozambique; d'autres sont minoritaires dans des coalitions gouvernementales, comme au Malawi; enfin, d'autres constituent le principal parti de l'opposition, comme en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, au Burkina Faso et au Botswana; certains luttent pour maintenir une activité politique dans une situation extrêmement difficile, comme en Guinée équatoriale; enfin, il y a ceux qui reprennent courageusement le flambeau après les massacres et les catastrophes, comme au Rwanda.

La plupart de ces partis participent régulièrement aux réunions du Comité Afrique de l'IS qui a été créé par le Conseil de l'IS à sa réunion d'Athènes, au début de 1993, et dont la présidence a été confiée au Président Abdou Diouf du Sénégal, Président du Parti socialiste sénégalais, et à António Guterres, Président du Parti socialiste portugais. Le Comité a tenu sa première réunion en

octobre 1993 à Lisbonne, la veille de notre réunion du Conseil, qui se tenait aussi dans cette ville, et il est devenu rapidement une composante importante et active de l'Internationale.

Elections en Angola

Les activités de l'IS en Afrique n'ont cependant pas été limitées à des réunions de notre Comité. En septembre 1992, immédiatement après notre dernier Congrès, nous avons organisé une mission en vue d'observer les élections présidentielles et parlementaires en Angola. Nos observateurs ont estimé que le scrutin avait été libre et équitable et qu'il s'était correctement déroulé, en dépit de certains problèmes d'organisation. Ils ont félicité le Président José Eduardo dos Santos, candidat du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola, qui était au pouvoir, pour sa réélection et le MPLA pour son succès dans l'élection parlementaire. De l'avis de nos observateurs, les irrégularités signalées par la suite n'étaient pas fondées.

L'Internationale a cependant suivi avec préoccupation l'évolution de la situation en Angola, à laquelle une large place a été faite aux réunions de notre Conseil et de notre Comité Afrique auxquelles ont souvent participé des dirigeants du MPLA. Nous avons déploré la reprise du conflit qui a suivi les élections et le refus de l'UNITA d'accepter les résultats. Nous avons recherché un appui pour les négociations de paix qui se sont tenues à Abidjan et ensuite à Lusaka, ainsi qu'une augmentation de l'aide humanitaire au peuple angolais. La signature des accords de paix à Lusaka à la fin de 1994 a permis à nouveau de croire à une possibilité de réconciliation nationale. En dépit de nombreuses difficultés, l'Internationale a réitéré son engagement à oeuvrer pour une paix durable. Nous continuerons à offrir notre solidarité et notre appui à tous ceux qui oeuvrent pour un avenir pacifique et démocratique en Angola.

Mission en Somalie

Dans un climat d'inquiétude internationale profonde provoquée par le conflit violent et la famine qui a suivi en Somalie et qui avait entraîné la présence des Nations unies dans ce pays, une délégation de l'IS est allée à Mogadiscio en février 1993. Elle était conduite par António Guterres, Vice-président de l'IS et Leader du Parti Socialiste portugais. Nous avons organisé cette visite en collaboration avec le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Somalie, que la délégation de l'IS avait rencontré. Cette délégation avait également rencontré des représentants de la Force d'assistance provisoire de l'ONU et du Programme des Nations unies pour le développement et a pu se rendre de Mogadiscio à un camp de secours abritant 3 000 civils, tenu par l'UNICEF et la Croix-Rouge et protégé par des forces armées des États-Unis.

António Guterres a fait un rapport sur sa visite au Conseil de l'IS lors de sa réunion d'Athènes, quelques jours plus tard. Dans une résolution, notre Conseil s'est félicité de l'opération de l'ONU en Somalie, mais a reconnu que la fin du conflit et le relèvement du pays ne seraient possibles qu'après le désarmement effectif de toutes les factions et avec une assistance financière et technique de la communauté internationale allant largement au-delà de l'aide humanitaire temporaire. Malheureusement, en dépit de l'engagement international, la situation en Somalie continue à être très préoccupante, trois ans après.

Elections au Senegal

Le Parti Socialiste du Sénégal qui est au pouvoir dans ce pays est le plus ancien membre africain de l'Internationale Socialiste et il joue un rôle prédominant dans les travaux de notre organisation. En février 1993, le Parti a invité l'Internationale à envoyer des observateurs pour les élections présidentielles sénégalaises, les premières à être organisées avec une loi électorale différente. Une délégation représentant plusieurs partis membres africains et européens a observé le scrutin à Dakar, à Saint-Louis et dans d'autres villes. Leur rapport a fait état d'un déroulement calme et ordonné, en dépit de quelques problèmes pratiques. Le Président Diouf a été réélu. La présence d'observateurs internationaux s'est révélée utile dans le contexte de l'application de la nouvelle loi électorale qui a été réexaminée, avec l'appui de tous les partis, avant les élections législatives qui se sont tenues plus tard cette année-là.

Elections en République centrafricaine

Des observateurs internationaux, notamment Guy Labertit du Parti Socialiste français, représentant l'Internationale Socialiste, étaient présents en République centrafricaine au cours des élections présidentielles et parlementaires d'octobre 1993. Abel Goumba, le Président de notre parti membre, le Front Patriotique pour le Progrès, était candidat à la présidence et il a été battu de peu par Ange-Félix Patassé. Depuis ce scrutin, la situation politique et sociale en République centrafricaine, où un système multipartis a été établi en 1991, ne s'est pas améliorée. Le FPP a dénoncé de nombreux abus du gouvernement et du Mouvement pour la Libération du Peuple Centrafricain au pouvoir. Au début de l'année, des mutineries de l'armée ont entraîné une intervention des forces françaises et une invitation a été lancée par M. Patassé aux partis d'opposition pour former un gouvernement d'union nationale. Le FPP et les autres partis ont refusé cette offre en l'absence d'un engagement à procéder à une réforme constitutionnelle. La situation est préoccupante et l'Internationale maintient des contacts étroits avec son parti membre.

Nelson Mandela accueilli chaleureusement a Lisbonne par le Conseil

Le tableau politique africain a été modifié par l'instauration de la liberté et de la démocratie en Afrique du Sud. En octobre 1993, nous avons accueilli Nelson Mandela comme hôte d'honneur à la réunion du Conseil de l'IS à Lisbonne. Quelques jours auparavant, il avait demandé à l'Organisation des Nations unies de lever les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud une fois que des négociations entre toutes les parties eussent mis fermement le pays sur la voie d'élections démocratiques et non raciales. Nelson Mandela a exprimé sa satisfaction du rôle joué par la solidarité internationale dans la lutte pour la démocratie et a souligné que le système démocratique encore fragile de son pays aurait besoin d'aide pour le développement et d'investissements pour contrer le terrible héritage de l'apartheid.

Notre Conseil a tout mis en oeuvre pour consolider le processus de démocratisation et a maintenu des contacts très étroits avec nos amis et camarades d'Afrique du Sud au cours des mois qui ont suivi. Le Président de l'IS, Pierre Mauroy, et le Vice-président, António Guterres, se sont rendus en Afrique du Sud en décembre pour rassembler des informations et réaffirmer l'appui de l'Internationale Socialiste au processus de démocratisation. Ils ont tenu des réunions avec Nelson Mandela et d'autres leaders du Congrès National Africain (ANC), avec le Président De Klerk ainsi qu'avec des représentants des syndicats, des églises et des milieux d'affaires.

Le Comité Afrique à Johannesburg

Peu après, je me rendis moi-même à Johannesburg pour prendre des dispositions en vue d'une réunion dans cette ville de notre Comité Afrique. Cette réunion historique a eu lieu en mars 1993. Elle fut présidée conjointement par Mamadou Faye, du Parti Socialiste du Sénégal, et António Guterres, du Parti Socialiste du Portugal, et elle a été la première réunion jamais tenue par notre Internationale en Afrique du Sud. La délégation du Congrès National Africain était dirigée par Thabo Mbeki et Walter Sisulu. Notre réunion a constitué une expression concrète d'appui à la démocratie en Afrique du Sud. Elle a également permis de souligner l'importance de cette évolution positive de l'Afrique du Sud pour l'ensemble du continent et a donné aux responsables politiques sud-africains la possibilité de procéder à un échange de vues avec ceux d'autres pays africains en vue de la poursuite du combat pour la paix et la démocratie. Le Comité a affirmé les objectifs communs des forces démocratiques en Afrique, en particulier le pluralisme politique, la liberté des médias, la promotion de la femme et la défense des droits de l'homme, et il s'est mis d'accord sur un programme d'activités très large.

Elections en Afrique du Sud

Un mois plus tard, je me suis rendu en Afrique du Sud avec une délégation de l'Internationale Socialiste. Nous nous sommes retrouvés au milieu de nombreux observateurs de ces élections historiques qui ont eu lieu du 26 au 29 avril 1994. Les observateurs de l'IS se trouvaient dans des bureaux de vote de Johannesburg et des townships environnantes, à Pretoria, dans des régions rurales du Transvaal, au Cap et aux alentours du Western Cape. Nous avons rencontré de nombreux responsables et militants de l'ANC. Il y avait également en Afrique du Sud de nombreux représentants des partis membres de l'IS chargés de divers rôles d'observation et d'assistance. Ce fut pour nous tous une expérience réconfortante d'observer le calme et l'efficacité qui ont régné au cours de ces élections qui se sont terminées par une grande victoire de l'ANC et de ses partisans dans le monde entier.

Lorsque le Président Mandela a pris ses fonctions le 10 mai 1994, le Conseil de l'IS, qui se réunissait ce jour-là à Tokyo, a rendu hommage aux responsables et au peuple sud-africains au moment où ils entraient dans une ère nouvelle et a envoyé au Président une lettre qui contenait ces mots : *"Nous espérons que l'Afrique du Sud nouvelle augmentera les chances du continent tout entier - en particulier celles de l'Afrique australe - de progresser vers le développement économique et social et de renforcer la coopération régionale dans tous les domaines. Nous nous engageons à appuyer le nouveau Gouvernement sud-africain et à accroître la coopération financière de la communauté internationale de façon à aider la grande majorité de la population à satisfaire leurs aspirations à une amélioration de leur niveau de vie."*

Elections au Mozambique

Alors que les efforts déployés pour la paix en Angola et en Somalie n'avaient pas donné tous les résultats que nous aurions souhaités, d'autres opérations ont été couronnées de succès, par exemple au Mozambique où une guerre civile qui durait depuis de nombreuses années a finalement cessé. En octobre 1994, j'ai dirigé une délégation de l'IS pour observer les élections présidentielles et parlementaires très attendues. Celles-ci marquaient le point culminant du processus de paix engagé par l'ONU et que nous avons appuyé de toutes nos forces. Nous avons constaté une très large

participation électorale et un déroulement très ordonné. Nous avons rencontré le nouveau Président et Leader du Parti Frelimo, Joaquim Chissano, ainsi que d'autres responsables de parti et du gouvernement. Le Président Chissano a été réélu facilement et le Frelimo disposait d'une large majorité au nouveau parlement. Nous continuons à appuyer le Président Chissano dans sa tâche difficile de construire un avenir meilleur après de longues années de guerre et à maintenir des relations étroites avec le Frelimo dont les représentants participent régulièrement aux réunions du Conseil de l'IS et du Comité Afrique.

Le Comité Afrique en Côte d'Ivoire

En novembre 1994, le Comité Afrique de l'IS s'est réuni à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, sur invitation de notre parti membre, le Front Populaire Ivoirien (FPI), et de son leader, Laurent Gbagbo.

A notre réunion qui s'est tenue à Abidjan et à laquelle ont participé des représentants des partis membres de l'IS et des invités de toutes les régions d'Afrique, nos débats ont continué à porter essentiellement sur le processus de démocratisation et sur le rôle de la démocratie sociale en Afrique ainsi que sur l'évolution économique récente et la question de l'intégration en Afrique. Figuraient également à l'ordre du jour les questions cruciales de la solution des conflits et de l'action humanitaire. Dans une résolution sur l'intégration africaine, le Comité Afrique de l'IS a souligné que la coopération régionale et l'intégration étaient indispensables si l'on voulait que le continent africain joue le rôle qui lui revenait dans le commerce international et l'économie mondiale.

Le Comité a été informé du fait que, en Côte d'Ivoire aussi bien que dans d'autres pays africains, la transition vers la démocratie n'était pas encore achevée. Laurent Gbagbo a souligné les autres réformes qui devaient accompagner l'organisation d'élections multipartis : l'adoption d'une loi électorale moderne et impartiale, la liberté d'action et d'expression pour les partis d'opposition ainsi que pour la presse. Les élections présidentielles et parlementaires devaient se tenir en Côte d'Ivoire un an plus tard et celles-ci ont malheureusement confirmé les craintes exprimées au cours de notre réunion. Les partis d'opposition ont retiré leur candidat pour l'élection présidentielle d'octobre 1995 en raison d'une loi électorale inéquitable et d'irrégularités constatées au cours de la campagne. Ils ont par la suite pris part aux élections parlementaires, mais celles-ci ont été suspendues dans la circonscription électorale de Gbagbo et d'autres responsables de l'opposition, ce qui a considérablement inquiété notre Internationale. L'Internationale Socialiste a accordé son plein appui au FPI et aux autres partis travaillant dans de telles conditions. Nous croyons que la solidarité manifestée par des manifestations comme notre réunion à Abidjan favorisera la démocratie.

Le Comité Afrique au Cap-Vert

Praia, la capitale du Cap-Vert, a été le siège de la réunion suivante de notre Comité Afrique, qui s'est tenue en mai 1995 sur invitation du Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert, notre parti membre dans ce pays. Nous avons poursuivi l'élaboration de stratégies politiques communes, lesquelles sont déjà bien avancées. Nous disposons de documents de travail détaillés sur les éléments essentiels du débat : les conditions de la démocratie; le développement économique; les conflits et l'établissement de la paix. Lors de sa réunion qui s'est tenue peu après au Cap, notre Conseil a présenté les conclusions du Comité, ce qui a permis de faire connaître à l'ensemble de l'Internationale Socialiste les voies et les priorités des partis africains.

Notre réunion s'est tenue au parlement national de Praia et elle s'est ouverte en présence des membres des divers partis politiques et d'autres personnalités du pays. Nos débats ont porté essentiellement sur le rôle de la démocratie sociale dans le processus de démocratisation et sur la lutte contre la pauvreté ainsi que sur l'élaboration de politiques où le bien-être social et le progrès ne seraient pas sacrifiés à la discipline fiscale. Nous avons également recherché des stratégies pour le maintien et l'établissement de la paix en Afrique et adopté des résolutions sur les crises qui perdurent dans plusieurs pays africains où la paix et la démocratie n'ont pas encore pu être établies.

Le Conseil au Cap

Avec l'accord de l'ANC et du premier gouvernement démocratique de l'Afrique du Sud, le Conseil de l'IS s'est réuni en juillet 1995 au Cap - une autre première historique. Les responsables de l'ANC, y compris le Président Mandela et le Vice-président Thabo Mbeki, ont participé aux débats. Ce fut une réunion importante et une occasion particulièrement heureuse et mémorable pour tous ceux de nos délégués qui avaient milité dans le mouvement international contre l'apartheid. Le thème principal de nos débats était "Démocratie, développement et paix en Afrique - instauration de la démocratie, poursuite du développement économique, promotion de la justice sociale". Parmi les personnes qui ont pris part aux débats, on peut citer Ibrahim Boubacar Keita, Premier Ministre du Mali et Président de l'ADEMA-PASJ; Pedro Pires, Président de notre parti membre, le PAICV du Cap-Vert; Joseph Ki-Zerbo, Président du Parti pour la Démocratie et le Progrès du Burkina Faso; Plácido Micó, Secrétaire général de la Convergence pour la Démocratie Sociale de la Guinée équatoriale, et Feliciano Gundana, qui était alors Secrétaire général du Parti Frelimo au Mozambique, ainsi que d'autres représentants de nombreux partis africains.

L'une des principales résolutions adoptées par le Conseil au Cap concernait les conditions de la démocratisation. Nous avons exprimé notre appui sans réserve pour toutes les forces démocratiques africaines qui s'identifiaient avec le pluralisme politique et syndical, une presse libre et indépendante, la promotion de la femme, des jeunes et des enfants, et la défense des droits de l'homme, en particulier les droits d'association et d'expression. Enfin, nous avons engagé l'Internationale à promouvoir les programmes de formation en vue de mettre en place une culture démocratique, de promouvoir le travail communautaire et l'échange d'expériences.

Une autre résolution du Conseil traitait du développement social et économique en Afrique, et énonçait l'engagement de l'Internationale en ce qui concernait les politiques de justice sociale et de développement équitable. Nous avons souligné la nécessité de combattre la pauvreté croissante en Afrique et de promouvoir l'intégration et la participation régionales dans une économie mondiale allant vers la globalisation, d'une manière qui puisse apporter un avantage réel aux petites gens, ainsi que l'obligation pour la communauté internationale d'honorer ses engagements en matière d'aide et de coopération. Comme je le mentionnerai plus tard dans le présent rapport, la situation dans de nombreux pays africains constituait également un sujet de préoccupation.

Elections à Maurice

En décembre 1995, j'ai eu le privilège d'observer les élections générales à Maurice, sur invitation de notre parti membre, le Parti Travailleiste de l'Ile Maurice. Le Parti Travailleiste et son partenaire dans la coalition, le Mouvement Militant Mauricien, ont remporté une victoire décisive, et le Leader du Parti Travailleiste, Navin Ramgoolam, est devenu Premier Ministre.

Le Comité Afrique au Burkina Faso

La dernière réunion de notre Comité Afrique s'est tenue en février de cette année à Ouagadougou, au Burkina Faso, sur invitation de notre parti membre, le Parti pour la Démocratie et le Progrès, le plus grand parti d'opposition qui s'était récemment unifié avec un certain nombre d'autres groupes de gauche. Pierre Mauroy, Président de l'IS, était avec nous à Ouagadougou et, comme d'habitude, les délégués des partis membres de l'IS de la région et d'Europe ont été rejoints par de nombreux invités d'autres partis africains. Nos discussions ont continué à porter essentiellement sur le renforcement du processus démocratique et de la paix ainsi que sur la réconciliation en Afrique, en particulier en ce qui concernait les événements graves qui s'étaient récemment déroulés au Rwanda et la menace d'événements semblables au Burundi. Le Comité a réaffirmé l'engagement de l'Internationale Socialiste à oeuvrer pour le renforcement de la culture démocratique, en particulier en surveillant les élections et en appuyant les mouvements socialistes et social-démocrates. Ce dernier facteur était peut-être encore plus important, compte tenu de revers récents et du déroulement désastreux des élections dans certains pays.

Un autre thème sur lequel a porté l'attention était la prochaine Conférence intergouvernementale de l'Union européenne. Le Comité Afrique a adopté une résolution dans laquelle il prie instamment l'Union de prendre dûment compte, lors des préparatifs de la Conférence intergouvernementale, des relations avec les pays en développement et, en particulier, avec les pays africains et elle a instamment prié les partis membres de l'Internationale appartenant à l'Union européenne de veiller à ce que cette question devienne prioritaire.

Comme lors des réunions précédentes de notre Comité, la réunion de Ouagadougou a permis un intéressant échange de vues par les partis de tout le continent. En fournissant une telle tribune, le Comité joue un rôle important dans la promotion de l'idée sociale démocratique en Afrique. Nos débats ont permis d'élaborer des plans et des engagements précis. Un projet, qui doit être organisé en coordination avec les responsables du PAICV du Cap-Vert, consiste à développer le travail en commun des parlementaires social-démocrates. Les parlementaires des démocraties nouvelles en Afrique doivent être invités à y participer. Une autre priorité consiste à promouvoir l'éducation et la formation politiques, et le PDP du Burkina Faso coordonne les préparatifs en vue de la tenue d'une série d'ateliers sur ce sujet à l'intention de partis africains.

Oeuvrer pour la paix...

En de nombreuses occasions, lors des réunions du Conseil de l'IS et du Comité Afrique, nous avons abordé les questions urgentes de la paix, des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique.

Le problème le plus grave et le plus choquant de tous a peut-être été la guerre civile sauvage qui s'est déroulée au Rwanda et a provoqué des centaines de milliers de victimes. L'Internationale Socialiste s'est félicitée de l'action internationale et de l'instauration d'un gouvernement pluraliste dirigé par le Premier Ministre qui avait été désigné en 1993 en application des Accords d'Arusha, lesquels avaient été un échec. Nous avons appuyé sans réserve les démocrates rwandais, en particulier le Parti Social-Démocrate, qui est membre du gouvernement, pour relever le défi de la réconciliation et de la reconstruction nationales.

À plusieurs reprises depuis 1994, le Conseil de l'IS et le Comité Afrique ont rappelé avec émotion les événements épouvantables qui ont marqué cette guerre civile et ont appelé la communauté internationale à faire tout ce qui était en son pouvoir pour aider le gouvernement dans son oeuvre

de reconstruction tout en condamnant l'impunité dont continuaient à bénéficier les responsables du génocide. L'enchaînement de représailles qui a continué dans certaines régions du pays est un sujet de grave préoccupation et empêche encore le retour des réfugiés hutu au Rwanda. Nous continuons à observer de très près la situation et nous sommes en contact permanent avec le Parti Social-Démocrate dont les représentants participent aux réunions de notre Conseil et du Comité Afrique.

L'Internationale socialiste est également extrêmement préoccupée par la dégradation de la situation au Burundi, où existent des tensions tout aussi explosives entre les diverses communautés ethniques et où de nombreuses personnes ont déjà été victimes de mort violente. Nous appuyons toutes les initiatives internationales en vue de la prévention des conflits, y compris celle qui est menée par Julius Nyerere au nom de l'Organisation de l'unité africaine, et nous sommes consternés par le récent coup d'Etat au Burundi et le refus apparent de ses responsables de coopérer avec la communauté internationale.

...et la démocratie

La Convergence pour la Démocratie Sociale de Guinée équatoriale a contribué activement à nos réunions au cours des dernières années, alors que nous observions avec préoccupation l'évolution de la situation dans ce pays. Dans ses résolutions, le Conseil de l'IS a déploré la politique du gouvernement du Président Teodoro Obiang et la répression qui a frappé l'opposition politique. Au cours des élections municipales de 1995, des irrégularités ont été constatées et l'absence de conditions permettant une élection libre et équitable a amené l'opposition à boycotter le scrutin présidentiel de cette année.

Des contacts solides ont été établis avec l'Alliance Démocratique du Malawi, dont le Leader Chakufwa Chihana a assisté aux réunions de notre Conseil et du Comité Afrique. Après les premières élections démocratiques du pays, en 1993, l'Alliance Démocratique est entrée dans un gouvernement de coalition. Je peux également mentionner, entre autres, le Front Social-Démocrate, principal mouvement d'opposition au Cameroun.

Au cours de nombreuses réunions de l'Internationale, des préoccupations ont été exprimées au sujet de la situation du Togo, où le processus de démocratisation commencé en 1991 a tourné court; du Niger, où le gouvernement démocratiquement élu a été renversé cette année par un coup d'Etat militaire; et du Zaïre, où le chaos et la violence continuent à régner. L'absence de progrès vers la démocratisation au Gabon, en Mauritanie et au Kenya a également été une cause de préoccupations. Nous maintenons des contacts étroits avec les mouvements démocratiques de tous ces pays.

Le Conseil de l'IS a exprimé à maintes reprises son indignation à l'égard des événements qui se produisent au Nigéria, où Massood Abiola, Président du Parti Social-Démocrate, est emprisonné depuis quelques mois après les élections de 1993. Nous avons demandé le boycott international du régime militaire du Nigéria. L'exécution l'année dernière de Ken Saro-Wiwa et d'autres militants pour les droits des minorités a été condamnée en termes vigoureux par le Conseil de l'Internationale Socialiste qui s'est réuni en décembre dernier à Bruxelles.

Nous avons une pensée particulière pour les socialistes démocratiques qui travaillent dans des conditions difficiles et dangereuses dans de nombreux pays africains et qui doivent être assurés de la pleine solidarité de l'Internationale Socialiste. Il y a dans l'Afrique d'aujourd'hui des causes de préoccupation, mais également des raisons d'espoir. Dans ce contexte, l'engagement pris par

L'Internationale Socialiste à l'égard de ce continent prend une importance particulière. Nous pouvons être persuadés que les membres de notre Comité Afrique, après trois années de travail intensif, feront en sorte que les résolutions de notre XXe Congrès reflètent pleinement cet engagement.

ASIE ET PACIFIQUE

Compte tenu de la croissance économique rapide et du poids économique et politique croissant de l'Asie et du Pacifique, le renforcement de nos activités dans cette région du monde a été particulièrement important ces dernières années. L'Internationale se préoccupe d'assurer que le développement économique va de pair avec la démocratisation, la sécurité sociale et la défense des droits civils et des droits de l'homme. Dans de nombreux pays d'Asie et du Pacifique, ces défis sont relevés par les partis membres de l'IS et d'autres mouvements politiques avec lesquels nous sommes étroitement en liaison.

En 1993, nous avons créé un Comité Asie-Pacifique de l'Internationale Socialiste. Avec une réunion de notre Conseil à Tokyo et d'autres manifestations dans la région, cette création a donné naissance à une activité considérable. Nous avons comme priorités de faciliter le renforcement du développement démocratique des pays où il est déjà en cours, d'assurer de notre solidarité ceux qui luttent encore pour les libertés démocratiques fondamentales et d'appuyer les mouvements social-démocrates, en particulier les partis nouveaux. Notre présence a été bien accueillie, et nos partis membres et nos vieux amis de la région ont été rejoints aux réunions de l'IS par de nombreux représentants de partis redevenus actifs ou et relevant de la mouvance sociale-démocrate.

Elections au Cambodge

Dans le cadre de notre appui au processus de paix et à l'opération de l'Organisation des Nations unies, l'Internationale Socialiste a envoyé une délégation pour observer les élections générales qui se sont tenues au Cambodge en mai 1993. Cette mission était organisée en collaboration avec l'Autorité provisoire de l'Organisation des Nations unies au Cambodge (APRONUC). Nos observateurs ont suivi le déroulement du scrutin dans la capitale, Phnom Penh, ainsi que dans plusieurs provinces, et ils ont rencontré des représentants des partis politiques et les membres de la mission de l'ONU, notamment le Représentant spécial, Yasushi Akashi. Ils ont conclu, en accord avec les représentants de l'Organisation des Nations unies et les autres observateurs internationaux, qu'en dépit de certaines limitations techniques et de certaines restrictions imposées aux médias et en dépit de la menace de violences qui avait continué à l'approche des élections, celles-ci avaient été libres et équitables. Nos observateurs ont été particulièrement heureux de voir une très large participation électorale qui démontrait l'engagement démocratique ferme du peuple cambodgien. Nous continuons à suivre la situation dans ce pays où, à côté d'événements positifs, la menace de la violence et d'autres difficultés persistent. Des contacts avec les principaux partis politiques qui ont ensuite formé un gouvernement de coalition ont été maintenus et nous accueillons régulièrement des invités du Cambodge aux réunions de l'IS.

Le Comité Asie-Pacifique a Katmandou

Une date particulièrement importante a été celle de la première réunion du Comité Asie-Pacifique de l'IS, qui s'est tenue à Katmandou (Népal) en décembre 1993. Cette réunion était organisée par notre parti membre, le Parti du Congrès Népalais, qui est le parti du gouvernement, et le Premier Ministre, G. P. Koirala, qui est actuellement Président du Parti du Congrès, a pris la parole. Cette réunion a permis de célébrer le succès des forces démocratiques au Népal et la participation du Parti du Congrès au gouvernement et de réaffirmer notre solidarité avec les collègues népalais dans leur tâche visant à guider le progrès social, politique et économique dans un pays dont la pauvreté et le sous-développement extrêmes sont l'héritage d'un régime autoritaire. Les années qui ont suivi n'ont pas été faciles pour nos membres du Népal, mais le parti est à nouveau au gouvernement, sous la direction du nouveau Premier Ministre, Sher Bahadur Deuba. Le Parti du Congrès Népalais est un mouvement important pour la démocratie sociale dans la région de l'Asie et du Pacifique et il participe activement à nos travaux.

Les participants à notre réunion de Katmandou, parmi lesquels il y avait de nombreux invités ainsi que les partis membres de l'IS de la région et d'ailleurs, se sont chaudement félicités de la création de notre Comité et ont manifesté leur intention de participer activement à ses travaux. À notre ordre du jour figuraient les questions de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme en Asie et au Pacifique ainsi que de la mise en place d'une plate-forme social-démocrate commune dans la région. Le nouveau Comité a affirmé son engagement à transmettre le message du socialisme démocratique aux pays où des régimes communistes sont encore au pouvoir. Il a souligné que les droits de la personne seraient une préoccupation majeure, en particulier les droits de la femme. Parmi ses autres priorités figureraient les questions économiques et la poursuite du développement d'une perspective démocrate-socialiste dans la région de l'Asie et du Pacifique soulignant l'interdépendance du progrès économique et social.

Le Conseil et le Comité Asie-Pacifique à Tokyo

Après la séance inaugurale couronnée de succès de notre Comité Asie-Pacifique, il a été décidé, sur invitation de nos partis membres au Japon, de tenir la prochaine réunion du Conseil de l'IS, en mai 1994, à Tokyo. Dans ce pays, à la suite des élections qui avaient eu lieu dans l'année, aussi bien le Parti Social-Démocrate que le Parti Socialiste Démocratique, après une cinquantaine d'années dans l'opposition, avaient participé à un gouvernement de coalition.

À Tokyo, l'Internationale a satisfait un désir de longue date en tenant une réunion de son Conseil en Asie. C'était là une chance importante de renforcer les activités et les contacts dans la région. Un nombre encore jamais atteint de partis et d'organisations asiatiques ont participé aux travaux du Conseil et à la réunion de notre Comité Asie-Pacifique qui l'a précédé. Dans ses remarques liminaires, Pierre Mauroy, Président de l'Internationale Socialiste, a déclaré : *"Nous pensons que le modèle social-démocrate n'est pas seulement un modèle européen. Il a pris racine dans d'autres continents et il y prospère. Nous estimons qu'il peut offrir aux gouvernements asiatiques une perspective sociale et politique qui correspond à un degré élevé de développement."*

Parmi les responsables des partis membres qui ont participé aux débats, on peut citer le Vice-président de l'IS Makoto Tanabe, du Parti Social-Démocrate du Japon, ainsi que le Président du Parti, Tomiichi Murayama; Keigo Ouchi, Président du Parti Socialiste Démocratique du Japon; Helen Clark, Présidente du Parti Travailleuse de Nouvelle-Zélande; Norberto Gonzales, Président du Parti Socialiste Démocratique des Philippines; et Radnaasumberel Gonchigdorj, Président du Parti Social-Démocrate

Mongolien, ainsi que des représentants du Parti Travailleiste Australien, du Parti Travailleiste de Fidji, du Parti d'Action Démocratique de Malaisie et du Parti du Congrès Népalais. Parmi les hôtes marquants figuraient également Sheikh Hasina, Président de la Ligue Awami du Bangladesh, qui a été élu Premier Ministre depuis; le deuxième Premier Ministre du Cambodge, Hun Sen; le Président de la Ligue Nationale pour la Démocratie de Birmanie, Win Khet; ainsi que des délégués de l'Inde, du Laos et de l'Azerbaïdjan.

Les discussions ont porté essentiellement sur la démocratie et le développement social et économique de la région de l'Asie et du Pacifique ainsi que sur la sécurité régionale. Dans ses résolutions, notre Conseil s'est félicité du renforcement de la démocratisation en Asie, mais s'est montré fortement préoccupé par le maintien de régimes répressifs et la suppression des droits de la personne dans un certain nombre de pays. Il a demandé que la croissance économique dans la région soit accompagnée de politiques qui favorisent l'emploi ainsi qu'une répartition plus équitable de la richesse. Enfin, il a souligné la nécessité de structures nouvelles pour la coopération en matière de sécurité et d'économie.

Le Comité Asie-Pacifique à Manille

Au cours de la dernière réunion du Comité Asie-Pacifique de l'IS, qui s'est tenue en février 1995 à Manille sur invitation de notre parti membre de ce pays, le Parti Socialiste Démocratique des Philippines, Makoto Tanabe, du Parti Social-Démocrate du Japon, a été élu Président du Comité. Nous avons aussi élu deux Vice-Présidents, Maryan Street, alors Présidente du Parti Travailleiste de Nouvelle-Zélande, et le sénateur Kamal Azfar, du Parti du Peuple du Pakistan. Il s'agissait de notre première réunion aux Philippines, mais l'Internationale Socialiste n'était pas inconnue dans le pays, car elle avait appuyé les aspirations du peuple philippin à la démocratie pendant de nombreuses années et avait été présente lors des premières élections démocratiques, avant d'accueillir le PDSP comme membre en 1992.

Le Comité a axé ses travaux sur les progrès de la démocratie, sur le renforcement de la démocratie sociale et sur les priorités pour nos activités futures dans la région de l'Asie et du Pacifique. Tout en soulignant les progrès de la démocratie dans la région, nous avons appelé l'attention sur le déficit démocratique de certains pays ainsi que les liens entre le développement économique, social et démocratique. Nous avons réaffirmé notre engagement à la notion des droits de l'homme en tant que principe universel et indivisible ainsi qu'à la notion du règlement pacifique des conflits internationaux et nous avons accueilli avec satisfaction les efforts de coopération et de compréhension inter-régionales dans des tribunes comme l'ANASE et l'APEC.

Figuraient également à notre ordre du jour les questions importantes des relations avec les pays encore sous un régime communiste et le partage d'informations et de données d'expérience sur les campagnes électorales. Un groupe de travail spécial du Comité a été créé pour chacune de ces questions.

Le nouveau Président de notre Comité Asie-Pacifique a énoncé quelques-unes des priorités pour les activités du Comité : *"Il y a des domaines où nous devons poursuivre nos efforts pour construire la paix. C'est notre devoir de persévérer dans cette tâche. Nous avons des amis qui sont engagés dans un long combat pour la démocratie. Nous devons promouvoir la notion d'importance de la démocratie, même dans des pays dotés d'institutions vieillottes qui négligent les droits de la personne. La différence entre les niveaux de vie au sein d'économies en développement va à l'encontre des aspirations de ces pays à la modernisation. La paix, la démocratie et le progrès doivent aller de pair."*

Appui pour la démocratie en Birmanie

Depuis 1990, année où la Ligue Nationale pour la Démocratie s'est vu refuser le droit de gouverner après sa victoire électorale écrasante, l'Internationale Socialiste est restée étroitement en contact avec les représentants de cette Ligue dont plusieurs ont été emprisonnés ou exilés, alors que leur Présidente, Aung San Suu Kyi, a souffert six années d'assignation à domicile à Rangoon. Lors de notre réunion de Manille, nous avons à nouveau entendu nos camarades de Birmanie parler avec émotion de la répression dure dans leur pays et lancer un appel pour un maximum de solidarité.

À sa réunion qui a eu lieu à Tokyo en 1994, le Conseil de l'IS a condamné le refus du State Law and Order Restoration Council (SLORC) de rendre le pouvoir aux représentants élus de la Ligue Nationale pour la Démocratie, l'utilisation systématique de la torture, des exécutions sommaires et du travail forcé en Birmanie, ainsi que les atteintes portées aux libertés fondamentales d'expression et d'association. Il a demandé à la communauté internationale de cesser son aide au développement de la Birmanie et d'imposer des sanctions commerciales et financières tant que cette situation continuerait. A Manille, notre Comité Asie-Pacifique a réitéré ses souhaits et a décidé d'envoyer une mission de haut niveau de l'IS à Rangoon. Malheureusement, les membres de notre délégation, qui avaient prévu de se rendre à Rangoon en juin 1995, n'ont pu obtenir de visa. L'Internationale Socialiste proteste vigoureusement contre cette décision du SLORC et reste déterminée à envoyer une délégation officielle en Birmanie.

Lorsque le Conseil de l'IS s'est réuni au Cap en juillet 1995, nous avons entendu la bonne nouvelle de la libération d'Aung San Suu Kyi. L'Internationale Socialiste se réjouit avec ses amis birmans qu'elle ne soit plus assignée à résidence, mais elle déplore l'absence d'autres événements positifs en Birmanie. Lors de sa dernière réunion qui s'est tenue à la fin de 1995 à Bruxelles, notre Conseil a noté que le SLORC n'a satisfait aucune des demandes présentées par l'Internationale Socialiste. Il a réitéré son appui à Aung San Suu Kyi et à la Ligue Nationale pour la Démocratie et a instamment demandé au SLORC d'engager un dialogue positif avec Aung San Suu Kyi et a lancé à la communauté internationale et aux institutions du système des Nations unies ainsi qu'aux sociétés étrangères un appel pour qu'elles s'abstiennent de coopérer avec la Birmanie et il a demandé un boycott du tourisme en Birmanie.

Réunion régionale sur les essais nucléaires

Le Comité Asie-Pacifique de l'IS a tenu une réunion extraordinaire en septembre 1995 à Sidney pour exprimer le grave souci que causait à notre Internationale l'annonce par le gouvernement conservateur français de la reprise de ses essais nucléaires au Pacifique Sud. Cette réunion était organisée par le Parti Travailleuse Australien, et Gareth Evans, Ministre des affaires étrangères, et John Faulkner, Ministre de l'environnement, ont pris part aux travaux ainsi que l'ancien Premier Ministre, Gough Whitlam, et de nombreux membres du bureau du Parti Travailleuse Australien. Des représentants de haut niveau de presque tous nos partis dans la région ont participé à cette réunion ainsi que des représentants de partis européens. Le Comité a entendu des rapports sur l'opposition et les protestations mondiales contre ces essais dont beaucoup émanaient de nos partis membres de la région et une résolution a été adoptée dans laquelle il était demandé à la France, à la Chine et aux autres Etats dotés d'armes nucléaires de renoncer à tout nouvel essai nucléaire pour respecter la décision de prolonger indéfiniment le Traité de non-prolifération nucléaire et de participer pleinement aux négociations préalables à un traité d'interdiction complète des essais. Malheureusement, les essais à l'atoll de Mururoa se sont poursuivis. L'opposition qui s'est manifestée dans le monde entier a cependant contribué à l'arrêt prématuré du programme et à la

décision prise par la suite par le Gouvernement français d'accepter le principe d'un Pacifique sans armes nucléaires.

Le Comité a également saisi l'occasion de cette réunion à Sidney pour examiner d'autres problèmes régionaux et réitérer la demande déjà faite par l'Internationale d'interdire la fabrication et la vente de mines terrestres, question qui touche particulièrement certains pays d'Asie.

Le Comité Asie-Pacifique à Tokyo

La réunion la plus récente de ce nouveau Comité régional s'est déroulée à Tokyo, en juin 1996, sur invitation du Parti Social-Démocrate du Japon. Il a examiné la situation dans la région de l'Asie et du Pacifique du point de vue de la sécurité, du développement économique et des droits de l'homme et s'est félicité du renforcement de l'intégration dans la région, tant du point de vue économique que du point de vue de la sécurité, tout en notant avec autant de vigueur les crises dont souffrait la région du point de vue de l'environnement, de l'énergie et de l'alimentation ainsi que le maintien de régimes autoritaires dans certains pays. La poursuite des essais nucléaires par la Chine est une cause de graves préoccupations et un appel vigoureux a été lancé dans ce sens à Beijing.

Le Comité a réitéré ses demandes urgentes de changement en Birmanie et de maintien de la pression internationale sur le régime, en l'absence d'une évolution positive. Nous sommes également préoccupés des accusations portées contre Lim Guan Eng, Secrétaire général adjoint du parti membre de l'IS en Malaisie, le Parti de l'Action Démocratique. Avec d'autres responsables de ce parti, Lim Guan Eng a été mis en détention sans inculpation ni procès, dans le cadre de la loi sur la sécurité interne, de 1987 à 1989. Il fait maintenant face à une accusation de sédition et de diffamation dont son parti déclare qu'elle est uniquement motivée par des raisons politiques. Nous avons demandé le retrait de ces accusations. Notre parti membre a l'appui sans réserve de l'Internationale dans ses efforts pour s'acquitter de ses responsabilités en tant que principal parti d'opposition dans un climat de difficultés et de harcèlement permanents.

Questions urgentes

Notre Conseil et notre Comité régional ont examiné un certain nombre de fois la situation à Fidji. Depuis que notre parti membre, le Parti Travailleuse de Fidji, a été banni du gouvernement par un coup d'État militaire en 1987, nous avons observé avec beaucoup d'attention la situation très préoccupante dans ce pays et condamné à de multiples reprises les violations des droits de l'homme et, en particulier, le racisme symbolisé par la Constitution actuelle. Un processus de révision constitutionnelle est actuellement en cours et l'Internationale Socialiste appuie son parti membre dans ses efforts pour un changement réel.

Le Conseil de l'IS a exprimé son appui pour tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations unies pour régulariser la situation au Timor oriental au moyen de négociations. Les lourdes pertes humaines enregistrées depuis l'annexion de ce territoire par le Gouvernement indonésien et la violation continue des droits de la personne et des droits civils ont été condamnées par l'Internationale à de maintes reprises. Nous avons également exprimé notre préoccupation extrême au cours de ces réunions à l'égard des violations des droits de la personne et des droits politiques au Tibet, au Laos et au Bhoutan.

Comme je l'ai déjà dit, l'une des priorités de cette région est la sécurité, et la situation des deux Corées a été examinée par notre Comité Asie-Pacifique, par le Conseil de l'IS pour la Paix, la Sécurité et le Désarmement (SIPSAD) ainsi que par le Conseil de l'IS. En 1993, le Président du SIPSAD a écrit aux gouvernements de la République de Corée et de la République démocratique populaire de Corée pour leur faire part de la volonté de notre Internationale de contribuer par tous les moyens possibles à assurer le développement et la coopération pacifiques dans cette région.

Evolutions positives

On a assisté pendant cette période à de nombreuses évolutions positives. En 1993, notre parti membre au Pakistan, le Parti du Peuple du Pakistan, a été porté au gouvernement par les élections et la Présidente du parti, Benazir Bhutto, est devenue Premier Ministre. L'élection de ce nouveau gouvernement, dans un pays où la situation des droits de la personne et les graves abus des procédures judiciaires avaient été une préoccupation particulière de l'Internationale au cours de la période précédente, a été accueillie avec grande satisfaction. Nous avons suivi étroitement les problèmes difficiles auxquels le gouvernement du PPP doit faire face. En 1994, j'ai eu la possibilité de me rendre au Pakistan et d'avoir des entretiens avec le Premier Ministre et les responsables du PPP. Ce parti joue un rôle très actif dans notre Comité Asie-Pacifique.

Il y a peu de temps, une coalition à laquelle participait notre parti membre, le Parti Social-Démocrate Mongolien, a gagné les élections et a été chargée de former un gouvernement dans ce pays qui sortait de longues années de régime soviétique et qui doit faire face à tous les défis de la démocratisation et du développement social, politique et économique.

En Inde, où le centre-gauche est revenu au gouvernement après les dernières élections, nous espérons avoir des contacts étroits et productifs, en particulier avec Janata Dal, le parti du Premier Ministre Deve Gowda, dont les représentants ont participé régulièrement aux travaux de notre Comité Asie-Pacifique.

Nous saluons également chaleureusement la victoire récente aux élections au Bangladesh de la Ligue Awami, dont le Président, Sheikh Hasina, est le nouveau Premier Ministre. Les représentants de la Ligue Awami sont régulièrement invités à nos réunions et nous espérons poursuivre ces contacts maintenant que le parti est au gouvernement.

L'Internationale s'est également félicitée des élections qui ont permis au Parti de la Liberté de Sri Lanka de former le gouvernement et des contacts ont été maintenus avec ce parti.

Aujourd'hui, la région de l'Asie et du Pacifique est la région la plus dynamique du monde -ses pays en développement croissent deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Les forces politiques d'inspiration sociale-démocrate souhaitent que cette croissance et ce développement rapides aillent de pair avec le respect des droits de la personne, de la justice sociale et de l'environnement, ainsi qu'avec la coopération régionale pacifique. La priorité de l'Internationale Socialiste aujourd'hui est d'aider ces forces et de leur fournir une tribune.

EUROPE

Le dernier Congrès de notre Internationale avait eu lieu dans la ville de Berlin qui venait d'être réunie, symbole puissant de l'Europe nouvelle, unie à nouveau après la chute du mur de Berlin et la

dissolution de l'Union soviétique. Les profonds changements qui se sont produits dans le continent ont été au coeur de nos débats et ils ont inspiré l'élaboration de notre perspective pour les années à venir. Depuis lors, le scénario européen a continué à se modifier et à se développer rapidement.

L'Union européenne

Après la signature du Traité de Maastricht, la Communauté européenne est devenue l'Union européenne, renforcée par l'adhésion de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche ainsi que par des accords d'association avec d'autres pays européens. L'objectif d'une Europe intégrée, démocratique et prospère a toujours inspiré les travaux de l'Internationale Socialiste. Nous voulons voir une Union européenne forte, qui bénéficie à tous ses membres et renforce l'engagement démocratique et populaire ainsi que l'emploi et la prospérité; une Union dont le développement économique aille de pair avec le respect de l'action sociale et de l'environnement; une Union qui puisse jouer un rôle important pour la paix et le désarmement dans le monde ainsi que pour des relations Nord-Sud équitables. Nous voulons aussi voir une coopération juste et productive entre l'Union européenne et ses voisins au Sud et à l'Est en vue d'un élargissement mûrement préparé de cette Union.

Cette vision, qui est commune à tous les partis social-démocrates de l'Union, a fait de la collaboration de ces partis au sein des structures de l'Union européenne une priorité importante. En 1992, le Président de l'IS et moi-même étions présents au Congrès portant création du Parti des Socialistes Européens - une initiative sans précédent prise par un groupe de partis membres de l'IS de joindre leurs travaux au niveau européen. Le PSE, qui comprend tous les partis de l'IS dans l'Union européenne et dans les autres pays européens avec lesquels l'Union coopère, est une organisation associée de l'Internationale.

Le Parlement européen élu au scrutin direct est vital pour le développement d'une Union plus démocratique et davantage orientée vers les populations. Les dernières élections européennes qui ont eu lieu en 1994 ont confirmé le Groupe du PSE en tant que première force politique du Parlement où il joue un rôle central dans la construction de l'Europe nouvelle. Le Groupe est aussi une organisation associée de notre Internationale. Nous sommes particulièrement heureux que la coopération avec le PSE et le Groupe du PSE soit devenue extrêmement étroite et productive. Le Président de l'IS et le Secrétaire général sont invités aux sommets réguliers des leaders du PSE, qui précèdent généralement les sommets semestriels de l'Union européenne. Les responsables et autres représentants du PSE et du Groupe du PSE assistent à toutes les réunions de notre Conseil de l'IS et participent aux travaux de nombre de nos Comités ainsi qu'aux missions d'information et d'observation des élections que l'IS envoie dans diverses régions du monde. Cette relation étroite s'est encore renforcée lorsque le Groupe du PSE a accueilli une réunion du Conseil de l'IS au Parlement européen, à Bruxelles, en décembre de l'année dernière.

Elections

Comme l'ont montré à l'évidence les deux précédents chapitres du présent rapport, on ne peut plus caractériser le socialisme démocratique comme étant essentiellement un phénomène européen. Il constitue cependant une force politique énorme et influente dans une Europe en pleine évolution. Dans de nombreux pays européens, nos partis membres participent au gouvernement - seuls ou en coalition - et, lorsqu'ils ne le font pas, il y a toute raison d'espérer qu'ils reviendront bientôt au pouvoir.

Après avoir obtenu en 1992 le meilleur résultat de son histoire, le Parti Travailleur Irlandais a participé à deux gouvernements de coalition successifs. À la fin de 1992, le Parti Social-Démocrate du Danemark est revenu au pouvoir à la tête d'une coalition et le Président du parti, Poul Nyrup Rasmussen, a été élu Premier Ministre. En 1993, Andreas Papandréou, qui a disparu depuis, a ramené le Mouvement Socialiste Panhellénique (PASOK) au pouvoir.

Egalement en 1993, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a gagné les élections pour la quatrième fois consécutive. Cette année, ce parti a été battu de justesse et il est déterminé à ce que sa présence dans l'opposition soit de courte durée. Le Parti Travailleur Norvégien a gagné des voix aux élections de 1993 et a pu rester au gouvernement. Le Parti Travailleur Néerlandais a obtenu un très bon résultat aux élections de 1994 et le Leader du parti, Wim Kok, est devenu Premier Ministre à la tête d'un gouvernement de coalition. Le Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois continue à faire partie d'un gouvernement de coalition après les élections de 1994. En Suède, le Parti Social-Démocrate a également gagné les élections de 1994 et est revenu au gouvernement, tout d'abord sous la présidence d'Ingvar Carlsson et, depuis le début de cette année, sous la présidence du nouveau Premier Ministre et leader du Parti Social-Démocrate, Göran Persson.

En 1995, le Parti Social-Démocrate Finlandais est revenu au gouvernement, le Leader du parti, Paavo Lipponen étant à la tête d'une coalition. Les deux Partis socialistes de Belgique ont continué à participer à un gouvernement de coalition regroupant quatre partis après les élections de 1995. Enfin, notre parti membre, le Parti Socialiste, a formé le gouvernement après les élections portugaises, António Guterres, Vice-président de l'IS, étant Premier Ministre. Le Parti Socialiste Suisse a continué à participer à un gouvernement de coalition; il a nettement augmenté le nombre de ses voix lors des élections de l'année dernière et constitue maintenant le parti le plus important au parlement. En Autriche également, notre parti membre, le Parti Social-Démocrate d'Autriche, est resté la formation la plus importante dans un gouvernement de coalition dirigé par notre Vice-président, Franz Vranitzky, après les élections de 1995. En Italie, l'alliance de centre-gauche de l'Olivier, dans laquelle le Parti Démocratique de la Gauche est le partenaire le plus important, a gagné les élections qui se sont déroulées il y a peu de temps, après de grands bouleversements et de grandes réformes dans la vie politique italienne.

Pendant ce temps, le Parti Social-Démocrate d'Allemagne, quoique toujours dans l'opposition, a augmenté sa représentation au niveau national et a renforcé sa position au *Bundesrat*, ou Conseil fédéral, ce qui reflète son contrôle de la majorité des gouvernements des *Länder*, ou États de la République fédérale. En France, le candidat du Parti Socialiste, Lionel Jospin, est arrivé en tête du premier tour des élections présidentielles en 1995 et a perdu de justesse le deuxième tour. Les perspectives que le parti revienne au pouvoir bientôt sont bonnes. Le Parti Travailleur de Grande-Bretagne continue à renforcer ses positions et, après de longues années dans l'opposition, fonde de grands espoirs sur les élections qui doivent se tenir en 1997.

Dans le même temps, les partis d'inspiration sociale-démocrate se sont rapidement renforcés dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. On peut noter à cet égard la victoire, en 1994, du Parti Socialiste Hongrois et l'élection, en 1995, du candidat de la Social-Démocratie de la République de Pologne, Aleksander Kwasniewski, à la présidence de la Pologne, alors que son parti appartenait déjà à un gouvernement de coalition. En République Tchèque, le Parti Social-Démocrate s'est renforcé rapidement et a talonné le Parti Démocratique Civique au pouvoir, aux élections de cette année. En Roumanie, le Parti Social-Démocrate et son partenaire de coalition, le Parti Démocrate, ont obtenu de très bons résultats aux récentes élections locales.

Le Conseil à Athènes

Pour sa première réunion après le dernier Congrès de l'IS, notre Conseil s'est réuni en février 1993 à Athènes, sur invitation du Mouvement Socialiste Panhellénique. Nous avons été accueillis par le fondateur et Leader du PASOK, Andreas Papandhréou, souvenir poignant puisque nous pleurons sa disparition au moment où j'écris ces lignes. Depuis notre réunion à Athènes, il avait ramené son parti au gouvernement, en octobre 1993. La Grèce et l'Internationale Socialiste ont perdu une grande personnalité politique, mais le PASOK reste au gouvernement sous la direction d'un nouveau Premier Ministre et Leader du parti, Costas Simitis.

A Athènes, notre Conseil a pris comme thème : paix, démocratie et développement économique, et a étudié plusieurs situations critiques aux niveaux national et régional, où la démocratie et la paix étaient en danger; il a aussi abordé le sujet de la coopération économique internationale. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux pays qui souffrent de conflits et de répression politique : l'ex-Yougoslavie, l'Angola, le Pakistan, Haïti. Je suis persuadé que beaucoup d'entre nous se rappelaient le temps, il y a à peine une génération, où la Grèce, comme l'Espagne et le Portugal, était sous le joug de dictature et où leurs leaders exilés avaient assisté à notre Conseil pour l'inciter à se solidariser avec leur cause.

En se réunissant en Grèce, le Conseil de l'IS était parfaitement conscient du conflit qui faisait rage dans les républiques voisines de l'ex-Yougoslavie, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, au coeur de l'Europe. Le Conseil a examiné les événements graves qui se produisaient dans ces pays et a adopté une résolution dans laquelle il a souligné la gravité de la situation et demandé des mesures urgentes pour prévenir l'extension du conflit à d'autres régions des Balkans.

Le Conseil à Lisbonne

Le Parti Socialiste portugais a accueilli la réunion suivante du Conseil de l'IS, qui s'est tenue en octobre 1993 à Lisbonne et à laquelle ont participé de nombreux leaders de partis européens. Cette réunion a été marquée par un grand optimisme, car elle a accueilli comme hôte spécial Nelson Mandela, alors engagé dans des négociations qui devaient peu de temps après conduire à la transition démocratique en Afrique du Sud. Nous avons également accueilli Shimon Peres, Ministre israélien des affaires étrangères, qui a parlé de l'accord de paix historique signé le mois précédent à Washington et le Conseil a examiné longuement les progrès du processus de paix au Moyen-Orient.

Le thème central de notre Conseil a été l'économie mondiale. Dans sa résolution, le Conseil a souligné la nécessité pour la Communauté européenne d'adopter une stratégie nouvelle pour la croissance et l'emploi et il a prié instamment la communauté internationale de prévoir plus systématiquement une aide au processus de reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale.

Nous avons également adopté un certain nombre d'autres résolutions sur cette partie de l'Europe. Dans la première, le Conseil s'est félicité du résultat des élections générales en Pologne, comme preuve de l'attrait des politiques sociales-démocrates dans ce pays ainsi que dans le reste de l'Europe centrale et orientale.

Nous avons exprimé notre vive préoccupation au sujet de la situation en Russie, où une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement de Boris Eltsine avait entraîné des chocs dramatiques et avait

fait des victimes à Moscou. Il a exprimé sa satisfaction de la défaite des forces de régression, mais a déploré le recours à la violence. Il a également demandé l'instauration rapide en Russie d'un système totalement démocratique ainsi qu'une assistance internationale pour les réformes politiques, sociales et économiques. Il a décidé de donner son plein appui aux forces de la réforme et a envoyé rapidement en Russie une délégation de l'IS.

Le Conseil de Lisbonne a réitéré son appui sans réserve à l'Organisation des Nations unies, à la Conférence internationale et à tous les efforts de paix déployés dans l'ex-Yougoslavie. Il a affirmé la solidarité sans réserve de l'Internationale avec les partis d'inspiration sociale-démocrate dans toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie et a demandé aux forces démocratiques et aux forces de gauche de coordonner partout leurs efforts en vue d'appliquer une pression politique forte en vue d'une solution politique à cette guerre.

Le Conseil à Budapest

En décembre 1994, le Conseil de l'IS s'est réuni à Budapest. C'était la première réunion de notre Conseil en Europe centrale et orientale et, peut-être, la plus importante de toutes les réunions que nous ayons tenues en Europe ces dernières années. Cette réunion, qui a été ouverte par le Premier Ministre et chef du Parti Socialiste, Gyula Horn, et a rassemblé des représentants de plus de 100 partis et organisations, dont beaucoup de cette région de l'Europe, symbolisait admirablement la transformation politique et économique de la région.

Le Conseil a adopté comme thème : "Démocratie sociale en Europe centrale et orientale : renforcement de la démocratie - développement d'une économie efficace - promotion de la justice sociale", résumant ainsi les priorités de notre Internationale. Ce Conseil s'est déroulé à un moment où ces priorités recevaient un appui croissant dans de nombreux pays de la région. Gyula Horn a dit au Conseil : *"l'échec de la droite conservatrice en Hongrie n'a pas été un accident. Les forces de la droite conservatrice s'effondrent les unes après les autres dans d'autres pays de la région. Seule une nouvelle gauche imprégnée de l'esprit de l'Europe pourra construire effectivement un système nouveau ouvert aux questions sociales"*.

De nombreux leaders de partis de la région ont décrit à Budapest leur trajectoire au cours des années précédentes. Comme Aloyzas Sakalas, leader du Parti Social-Démocrate Lituanien l'a dit, *"pendant près de soixante-dix ans, les idéaux d'égalité, de justice sociale, de travail et de liberté dans la région ont été utilisés pour masquer un système totalitaire brutal"*. Les responsables ont décrit la déception d'une grande partie de la population en ce qui concernait les services sociaux et le fonctionnement de l'Etat, les grandes espérances apportées par un marché tout puissant, encouragé par les politiciens et les idéologues de la droite, et la réalité qui s'est rapidement imposée - en même temps que des gains réels et encourageants - avec une polarisation sociale et économique, une augmentation du chômage, de la pauvreté et de l'insécurité. Pendant ce temps, les partis socialistes démocrates de la région avaient insisté sur l'idée, résumée par Milos Zeman, Leader du Parti Social-Démocrate Tchéque, que *"la croissance économique devrait conduire à une amélioration de la qualité de la vie pour tous"* et que *"la justice sociale ne signifie pas une société égalitaire, mais une société de solidarité"*. La victoire électorale du Parti Socialiste Hongrois n'a pas été un épisode isolé; en Pologne, en Lituanie et dans d'autres pays, la population avait commencé à voter contre les injustices nombreuses causées par les politiques de droite et l'action non contrôlée du marché et en faveur d'un droit fondamental à la justice sociale et à la solidarité. En décembre 1994, des partis sociaux-démocrates gagnaient de l'influence dans pratiquement tous les pays de la région et nous pouvons voir maintenant que cette tendance s'est poursuivie.

L'accent a été également placé, lors de notre réunion de Budapest, sur le rôle de l'Europe centrale et orientale dans l'avenir de l'ensemble du continent et sur l'importance de la coopération économique et de la coopération dans le domaine de la sécurité, l'importance de l'ouverture de l'Union européenne à tous les pays qui souhaitent s'y joindre et la nécessité d'une démarche européenne sur les questions des minorités, de l'immigration et du droit d'asile. L'engagement de l'Internationale Socialiste en Europe centrale et orientale était prouvé par la participation importante au Conseil, l'optimisme croissant et l'unité de vues exprimées lors de notre réunion de Budapest.

Le Conseil à Bruxelles

Le dernier de nos Conseils s'est réuni en décembre 1995 à Bruxelles. Il était accueilli par le Groupe du Parti des Socialistes Européens du Parlement européen et a pris comme thème : "L'Europe nouvelle dans un monde interdépendant - la perspective sociale-démocrate". Ce Conseil a été ouvert par Pauline Green, Présidente du Groupe du PSE et Vice-présidente de l'IS, et de nombreux leaders européens ont également pris la parole. Notre Première Vice-présidente, Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre de Norvège, a notamment parlé de la mission historique consistant à développer l'intégration européenne. Elle a également parlé des millions de chômeurs en Europe et de l'absence d'intérêt manifesté par de nombreux jeunes pour le processus politique et des difficultés qu'il y avait, dans ce contexte, même avec les outils de l'information et la révolution des communications, pour mobiliser un appui pour un projet européen partagé.

Dans notre résolution, nous avons déclaré qu'*"une Union européenne forte ne peut pleinement tenir sa place sur la scène internationale qu'en promouvant la paix et le désarmement en coopération avec les pays tiers... Dans un monde en évolution rapide, l'Union européenne est un instrument unique et novateur de coopération et de solution de conflits, qui a retenu les leçons de l'histoire et est disposé à changer et à modifier ses structures et son administration pour mieux résoudre les problèmes de la cohésion, de l'emploi, de l'union monétaire, de la détresse sociale ou de la dégradation de l'environnement et pour devenir un moteur de la promotion de la justice sociale, du développement économique et du respect des droits de la personne, de la liberté, de la tolérance et de la non-discrimination à l'intérieur de ses frontières et dans le monde entier"*.

Nous avons demandé que l'Europe prenne une initiative vigoureuse pour lancer une politique solide de renouveau économique, ayant l'emploi comme priorité, et également une politique de solidarité à l'égard de l'Europe centrale et orientale, des pays de la Méditerranée, des Amériques et, en particulier, de l'Afrique.

Parmi les responsables de partis présents au Conseil de l'IS à Bruxelles figurait John Hume, Président du Parti Social-Démocrate et Travailleuse d'Irlande du Nord. Pierre Mauroy, Président de l'IS, a souligné l'appui de notre Internationale pour l'oeuvre de John Hume et du SDLP ainsi que pour celle du Parti Travailleuse Irlandais et de son leader, le Ministre irlandais des affaires étrangères, Dick Spring, ainsi que celle du Parti Travailleuse de Grande-Bretagne, pour qu'ils mettent fin au long conflit qui ravage l'Irlande.

La division de Chypre et le conflit qui en a résulté nous préoccupent de longue date et ont été abordés lors de réunions récentes du Conseil. L'Internationale se félicite de l'accord entre l'Union européenne et Chypre, passé en 1995 et qui, notre Conseil l'a souligné, rend encore plus urgente la nécessité d'une solution au conflit. L'IS a exprimé son appui aux efforts déployés par l'Organisation des Nations unies pour parvenir à un accord fondé sur la justice et le respect du droit international à Chypre.

Le Comité de l'IS pour l'Europe Centrale et Orientale (SICEE)

En 1992, l'Internationale Socialiste avait redonné la qualité de membre à ses partis historiques de Bulgarie, de la Tchécoslovaquie d'alors, d'Estonie, de Hongrie, de Lettonie et de Lituanie, et avait également accepté l'adhésion du Parti Socialiste Hongrois et des Partis Social-Démocrates d'Albanie et de Slovénie. D'autres partis historiques de la région reprenaient aussi leurs activités et jouaient un rôle actif dans l'Internationale et des contacts se développaient déjà avec des partis de formation plus récente et d'orientation sociale-démocrate évidente. La transformation économique et politique rapide de la région constituait une préoccupation majeure pour notre organisation. Une conséquence logique a donc été, l'année suivante, la création du Comité de l'IS pour l'Europe Centrale et Orientale (SICEE). Ce Comité s'est réuni pour la première fois au Secrétariat de l'IS à Londres en mai 1993. Il a élu deux Coprésidents : Piero Fassino, du Parti Démocratique de la Gauche Italienne, et Jiri Horák, du Parti Social-Démocrate Tchèque.

La première réunion a rassemblé des délégués des partis membres de l'IS dans la région ainsi que de ceux d'autres partis membres en Europe occidentale, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, qui désiraient s'intéresser à ce domaine important du travail de l'Internationale. Ils ont décidé de centrer les efforts sur le renforcement des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale et d'approfondir la coopération entre ces partis. En plus des réunions ordinaires qu'il tiendrait, le nouveau Comité a prévu des missions pour établir et renforcer des contacts dans plusieurs pays.

A la première réunion du SICEE, ainsi qu'en de nombreuses occasions au sein de ce Comité et à notre Conseil, nous avons examiné la situation critique de l'ex-Yougoslavie.

Dès le début, notre Internationale avait mis en garde contre les problèmes et les risques du nationalisme renaissant en Europe centrale et orientale. Dans la résolution de notre Congrès de 1992, nous avons déclaré : *"L'IS défend avec véhémence le droit des nations à l'autodétermination tel qu'il est énoncé dans la Charte des Nations unies; toutefois, l'IS rejette catégoriquement, comme par le passé, le nationalisme qui conduit à la haine, à la discorde et à la guerre. L'Internationale Socialiste réaffirme la nécessité de concilier le droit à l'autodétermination avec le respect strict des frontières établies et reconnues au niveau international, étant entendu que ces frontières ne peuvent pas être modifiées par la force. Dans ce contexte, nous sommes profondément préoccupés par l'évolution de la situation dans l'ex-Yougoslavie et nous sommes profondément indignés par les crimes de guerre patents qui y sont commis."*

Lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue à Athènes en février 1993, nous avons donné notre appui sans réserve à la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie sous la présidence conjointe de l'Organisation des Nations unies et de la Communauté européenne. Nous avons demandé à l'ensemble de la communauté internationale de conjuguer ses efforts dans cette situation grave pour que toutes les parties au conflit prennent la responsabilité de l'établissement de la paix et pour que priorité soit donnée à l'assistance humanitaire. Le Conseil a exprimé sa profonde indignation devant les violations nombreuses des droits de la personne et du droit international, les viols systématiques, l'assassinat de prisonniers et le bombardement de civils ainsi que tout ce qui relevait de cette pratique hideuse du soi-disant "nettoyage ethnique" et a demandé avec fermeté que tous les responsables soient poursuivis.

A Athènes, Thorvald Stoltenberg, du Parti Travailleuse Norvégien, qui s'était rendu en ex-Yougoslavie en 1992 à la demande de l'Internationale Socialiste, a fait un rapport au Conseil sur la crise et a, peu après, été nommé Coprésident de la Conférence internationale, au nom de l'Organisation des Nations unies. Dans cette tâche extrêmement difficile, nous l'avons assuré de notre solidarité et de notre appui.

Elections en Serbie

Dans une déclaration faite peu avant les élections présidentielles et parlementaires tenues en décembre 1992 en Serbie et au Montenegro, nous avons souligné la nécessité pour les électeurs de voter contre la guerre, mais il fallait pour cela que les élections se déroulent d'une manière régulière. Pour cette raison, nous avons décidé d'envoyer une délégation de l'IS pour observer le scrutin. Les observateurs de l'IS se sont rendus à Belgrade, capitale de la Serbie, et dans plusieurs autres régions. Ils ont appelé l'attention sur la mainmise par le parti au pouvoir sur l'ensemble de l'économie, sur l'entière administration nationale et régionale, le réseau de télévision d'Etat et les forces de sécurité, et ont fait état de nombreuses irrégularités dans l'organisation du scrutin, telles que l'absence d'isoloirs pour les électeurs et le fait que les urnes n'étaient pas scellées. Après la confirmation de la victoire de Slobodan Milosevic et du Parti Socialiste du Peuple de Serbie et du Parti Démocratique Socialiste du Montenegro, ils ont envisagé l'avenir immédiat avec un certain pessimisme.

Elections en Lettonie

Au même moment, l'Internationale a continué à se féliciter d'une situation beaucoup plus positive avec des élections libres et multipartis dans de nombreuses régions de l'Europe centrale et orientale ainsi que de l'ancienne Union soviétique. Dans bien des cas, il s'agissait de premières élections de ce genre ou, tout au moins, des premières depuis de nombreuses années.

Une délégation de l'IS s'est, par exemple, rendue en Lettonie en juin 1993, sur invitation du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Lettonie, afin d'observer les premières élections totalement libres et équitables organisées dans ce pays depuis 1931. Nos observateurs se sont rendus dans des bureaux de vote à Riga, la capitale, et dans d'autres villes et ont noté que le scrutin s'était déroulé correctement, même si certaines questions concernant le processus électoral et, ce qui était plus important, la citoyenneté, restaient à résoudre.

Mission en Pologne

Sur recommandation du Comité de l'IS pour l'Europe Centrale et Orientale, une mission de l'Internationale Socialiste s'est rendue en Pologne en juillet 1993, pour obtenir des informations sur la situation politique et économique dans ce pays ainsi que l'opinion de divers groupes politiques et de renforcer les contacts existants et d'en établir de nouveaux, enfin de réaffirmer l'appui de l'Internationale pour le processus de transition démocratique. Cette mission a rencontré les responsables de plusieurs partis politiques et syndicats. Cette visite avait eu lieu peu de temps avant les élections générales qui ont été gagnées par l'Alliance de la gauche démocratique, menée par la Sociale-Démocratie de la République de Pologne (SdRP). Ce gouvernement est encore au pouvoir et, en 1995, Aleksander Kwasniewski, ancien Président de la SdRP, a été élu Président de la République polonaise. L'Internationale a établi des contacts étroits avec la SdRP ainsi qu'avec l'Union du Travail (UP), parti d'opposition, tout en gardant nos liens historiques avec le Parti Socialiste Polonais (PPS).

Le SICEE à Lisbonne

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Europe Centrale et Orientale s'est réuni à nouveau à Lisbonne en octobre 1993, peu avant la réunion de notre Conseil. Le Comité a examiné un certain nombre d'élections dans la région ainsi que le maintien d'une situation très préoccupante dans l'ex-Yougoslavie. Il a élaboré un programme prévoyant la poursuite de contacts avec les partis membres de l'IS dans la région et entre ces partis et pour le renforcement de contacts nouveaux avec d'autres forces politiques d'obédience sociale-démocrate. Les Coprésidents et les autres membres du Comité ont fait des rapports sur de nombreux congrès de partis, des conférences régionales et des séminaires auxquels ils avaient participé. Le Comité a élaboré des projets de résolution sur les élections en Pologne, sur la situation en Russie et sur l'appui à apporter aux efforts déployés dans l'ex-Yougoslavie pour l'établissement de la paix. Ces résolutions ont été adoptées par le Conseil de l'IS.

Elections en Russie

En décembre 1993, des élections parlementaires se sont tenues en Russie, en même temps qu'un référendum sur la Constitution, et une mission de l'IS s'est rendue dans ce pays à cette occasion. Notre délégation était conduite par Herta Däubler-Gmelin, Vice-présidente du Parti Social-Démocrate d'Allemagne. Elle a rencontré des représentants des partis et des blocs politiques ainsi que des candidats et des membres de commissions électorales locales à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Ils ont observé le scrutin dans un certain nombre de bureaux de vote à Moscou et dans la cité voisine de Podolsk. Ils ont noté qu'en dépit de lacunes techniques, dues certainement à la courte période de préparation, le processus électoral est apparu libre et équitable et ils ont déclaré qu'ils avaient rencontré de la sympathie pour les idées sociales-démocrates dans plusieurs blocs politiques.

Réunion du SICEE à Budapest

Notre Comité régional s'est ensuite réuni à Budapest en mai 1994, au cours des derniers jours de la campagne pour le deuxième tour des élections générales hongroises. Cette réunion a été accueillie par le Parti Socialiste Hongrois (MSzP), et le Parti Social-Démocrate Hongrois (MSzDP). Quelques jours plus tard, le MSzP était devenu le parti le plus important et a formé un nouveau gouvernement, son chef, Gyula Horn, devenant Premier Ministre. Les discussions ont porté sur l'ex-Yougoslavie ainsi que sur les nombreuses élections qui avaient lieu en Europe centrale et orientale ainsi que sur le renforcement du programme de contacts du Comité. Le Coprésident Piero Fassino, dans un rapport sur l'évolution récente dans cette région, a décrit les processus électoraux actuels comme une deuxième phase de transition, caractérisée de plus en plus par une déception causée par les solutions de facilité de la droite et un appui croissant aux idées social-démocrates.

Le Comité a confirmé l'importance des contacts avec toutes les forces social-démocrates dans l'ex-Yougoslavie et a donné son appui permanent à tous les efforts déployés pour la paix en dépit des grandes difficultés rencontrées par de telles initiatives. Les membres du SICEE se sont réunis à nouveau à Budapest quelques mois plus tard, peu de temps avant la réunion du Conseil de l'IS qui s'est tenue dans le même lieu en décembre 1994.

Mission en Roumanie

En octobre 1994, une délégation de l'Internationale socialiste, menée par le Vice-président de l'IS, Philippe Busquin, Leader du Parti Socialiste (PS) de Belgique, s'est rendue en Roumanie. Cette délégation a rencontré à Bucarest les responsables du Parti Social-Démocrate Roumain (successeur de l'ancien parti membre de l'IS), du Parti Démocrate, du Parti de la Social-Démocratie de Roumanie, au pouvoir, et de plusieurs autres partis. Ces nombreuses réunions ont donné aux membres de la délégation une impression très documentée de la scène politique dans un pays qui est encore dans les affres de la transition politique et économique. Informée par ces discussions et par nos contacts avec les représentants du Parti Social-Démocrate et du Parti Démocrate qui ont assisté régulièrement aux réunions du Conseil de l'IS et du Comité, l'Internationale a continué à suivre l'évolution de la situation en Roumanie. Elle s'est en particulier félicitée des résultats des élections locales qui se sont déroulées en juin 1996, pour lesquelles le Parti Démocrate et le Parti Social-Démocrate ont formé une nouvelle coalition électorale, l'Union Social-Démocrate, et ont obtenu un succès considérable - une autre manifestation de l'appui croissant pour les partis social-démocrates en Europe centrale et orientale.

Le SICEE à Prague...

L'an dernier, notre Comité régional s'est réuni deux fois, la première fois en juin 1995 à Prague, sur invitation de notre parti, le Parti Social-Démocrate Tchèque. Dirigés par Milos Zeman, les social-démocrates tchèques ont apporté une opposition vigoureuse au gouvernement du Premier Ministre Vaclav Klaus. Lorsque nous les avons rencontrés à Prague, nos hôtes ont fait état d'un accroissement encourageant de l'appui populaire pour le parti, ce qu'ont confirmé les élections générales de mai 1996 où ils ont considérablement augmenté leur représentation parlementaire, talonnant le Parti Démocratique Civique au pouvoir.

A Prague, plus de 50 partis étaient représentés, y compris nos membres de la région et d'autres régions, et de nombreux autres partis d'Europe centrale et orientale étaient également invités. Cette participation importante est une preuve évidente de la présence et de l'influence croissantes de notre Internationale dans cette région de l'Europe, et le Comité a noté l'influence croissante des partis d'obédience sociale-démocrate sur le rythme et la nature de la transformation dans des pays qui avaient été autrefois sous un régime communiste. Le Comité a également abordé la question importante des liens entre l'Europe centrale et orientale et l'Union européenne.

Il y a eu des débats animés sur les événements récents graves qui se sont produits dans l'ex-Yougoslavie. Il y avait, parmi les invités, des représentants de plusieurs partis sociaux-démocrates de Bosnie, de Croatie et du Monténégro, qui ont souligné les bons contacts qu'ils avaient entre eux et l'appui sans réserve qu'ils apportaient à une solution négociée. Le Comité a adopté une résolution pour la paix en Bosnie, condamnant les incursions dans les zones de sécurité et l'enlèvement de soldats de l'ONU et il a demandé que la communauté internationale adopte une stratégie commune pour la recherche d'un cessez-le-feu réel et d'une paix négociée et pour le renforcement des forces de maintien de la paix de l'ONU. Ces appels ont été repris par le Conseil de l'IS qui s'est réuni quelques semaines plus tard au Cap.

Une autre question qui a fait l'objet d'une préoccupation particulière à Prague était la situation en Russie et, en particulier, le conflit en Tchétchénie. Le Comité a adopté une résolution qui déplorait le recours à des moyens militaires en Tchétchénie et a souligné la nécessité d'une solution politique. Des représentants de cinq partis et organisations russes d'obédience sociale-démocrate ont assisté à

la réunion de Prague et ont invité le Comité à tenir sa réunion suivante à Moscou, offre qui a été acceptée avec beaucoup de satisfaction.

...et à Moscou

Le Comité s'est donc réuni à nouveau en novembre 1995 à Moscou - la première réunion d'un organe de l'IS en Russie. Il a centré ses débats sur la situation en Russie et sur les prochaines élections ainsi que sur la situation dans l'ex-Yougoslavie qui continuait à être très préoccupante. Cette réunion a également attiré une participation considérable. Il y avait des représentants de toutes les principales forces social-démocrates en Russie, y compris les leaders de l'Union Social-Démocrate Russe et d'autres membres du Bloc Social-Démocrate, du Parti Social-Démocrate de Russie et du Parti de la Démocratie orientée vers le socialisme. Le Comité s'est également félicité d'une communication de Mikhaïl Gorbatchev et de représentants du gouvernement de la ville de Moscou. Presque tous les partis membres d'Europe centrale et orientale et un certain nombre d'Europe occidentale étaient représentés, en même temps que les partis d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Montenegro, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de Géorgie, de Moldova, de Pologne, de Roumanie, de la République slovaque, de Slovénie et d'Ukraine. Cette réunion a permis de constater le développement constant de nos activités et de nos contacts ainsi que l'intérêt porté à l'Internationale Socialiste en Russie et dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Alors que j'étais à Moscou pour cette réunion, j'ai rencontré le Premier Ministre de Russie, Viktor Tchernomyrdin.

Le Comité a adopté une résolution soulignant l'importance des élections parlementaires russes et demandant que celles-ci se déroulent dans des conditions équitables, avec notamment un accès des médias à toutes les listes électorales. Il a demandé à tous les citoyens russes d'exercer leur droit de vote et a exprimé son appui pour toutes les forces démocratiques fondées sur les valeurs du socialisme démocratique.

Dans une résolution sur l'ex-Yougoslavie, le Comité s'est félicité de l'accord de principe signé à Genève en septembre 1995 et a demandé instamment à toutes les parties de prendre des mesures concrètes pour consolider le cessez-le-feu.

Les événements en Azerbaïdjan ont également été un sujet de préoccupation et le Comité a condamné les violations des droits de la personne et les détentions politiques et, en particulier, l'emprisonnement sans procès d'Aipara Aliyev, Vice-président du Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan, qui était très malade et qui était privé de soins médicaux. En dépit de l'intervention de l'Internationale socialiste et d'autres organisations, M. Aliyev a succombé en prison.

Visite à Zagreb, à Sarajevo et à Tuzla

Peu de temps après notre réunion de Moscou et pour manifester notre appui au processus de paix dans l'ex-Yougoslavie, le Président de l'IS, Pierre Mauroy, et moi-même, Jean-François Vallin, Secrétaire général du Parti des Socialistes Européens, et Michel Thauvin, chef de cabinet du Président de l'IS, et Maurice Lazar, conseiller du Président, nous sommes rendus en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. A Zagreb, nous avons rencontré les responsables de toutes les formations sociales-démocrates de Croatie : le Parti Social-Démocrate, l'Union Social-Démocrate et l'Action Social-Démocrate (ASH). Nous étant rendus à Sarajevo à partir de Zagreb, nous y avons rencontré les responsables du Parti Social-Démocrate de Bosnie-Herzégovine (SDP), de l'Union des Social-

Démocrates Bosniaques (UBSD) et du Parti Démocrate de Citoyens de Bosnie-Herzégovine, ainsi que des ministres du Gouvernement bosniaque et des membres de la présidence collective, des fonctionnaires du Conseil national croate et du Conseil national serbe et des officiers de la force de protection de l'ONU (FORPRONU). Je me suis ensuite rendu à Tuzla, où j'ai rencontré Selim Bezaglic, le maire de cette ville et responsable de l'Union des sociaux-démocrates de Bosnie, et d'autres membres de l'administration social-démocrate de Tuzla, représentant aussi bien l'UBSD que le SDP.

Ce voyage nous a donné la possibilité d'apprécier la situation par nous-mêmes et de juger de l'état de processus d'instauration de la paix et de reconstruction auxquelles le peuple bosniaque doit maintenant s'adonner et pour lesquelles il a besoin de beaucoup d'aide et de coopération internationales.

Se réunissant à Bruxelles quelques semaines plus tard, en décembre 1995, notre Conseil s'est félicité des accords de paix de Dayton-Paris et de la fin du siège de Sarajevo, et a instamment prié toutes les parties de consolider le cessez-le-feu, notamment, par la fin définitive de toute expulsion forcée d'habitants de leur propre territoire, la libération des prisonniers de guerre et la possibilité de libre accès et de communications pour les civils vers chaque territoire et à partir de chaque territoire. Nous avons fait un certain nombre de propositions pour le renforcement de la paix et nous avons réaffirmé l'engagement sans réserve de l'Internationale et de tous ses partis membres à appuyer les forces démocratiques non nationalistes dans toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie, *"et, en particulier, les partis sociaux-démocrates et progressistes dont la présence est indispensable pour l'établissement de la paix, la vie en commun et la multiethnicité"*.

Le SICEE à Bratislava

En juillet 1996, le Comité de l'IS pour l'Europe centrale et orientale s'est réuni à Bratislava sur invitation de notre parti membre en République slovaque, le Parti Social-Démocrate de Slovaquie, et le Parti de la Gauche Démocratique avec lequel l'Internationale a également une relation solide. La réunion a exprimé son soutien sans réserve à ces deux partis et le renforcement de leur collaboration. L'ordre du jour du Comité portait également sur une évaluation des élections récentes en Albanie, en République tchèque, en Roumanie et en Russie, ainsi que de la situation dans l'ex-Yougoslavie.

Le Comité a réaffirmé l'intérêt des accords de paix de Dayton-Paris pour l'ex-Yougoslavie et a rappelé que l'Internationale estimait depuis longtemps que le seul moyen de régler les problèmes dans cette région était la conciliation et la coopération entre les diverses communautés et les divers Etats. Il a noté avec une certaine satisfaction que l'application des accords avait empêché la guerre de reprendre. Il a continué à souligner l'importance des élections qui se sont tenues à Mostar. Celles-ci pouvaient créer un précédent pour les élections qui devaient avoir lieu en Bosnie en septembre 1996, ce qui serait un pas vital vers la consolidation de la paix. Il a déclaré que les missions internationales pour la paix de l'IFOR devraient être confirmées et a souligné l'importance du financement international pour le programme de reconstruction. Pour terminer, il a demandé à tous les partis membres de l'Internationale Socialiste d'appuyer activement les partis et les listes de candidats dans toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie qui professaient des principes non nationalistes et social-démocrates.

Après avoir examiné les dernières élections récentes dans plusieurs pays, le Comité a adopté un certain nombre de résolutions. Il s'est félicité du déroulement normal des élections présidentielles russes et de la reconnaissance du résultat des élections par toutes les forces politiques du pays, ce qui représentait une étape supplémentaire vers la transition démocratique, et il a instamment prié

le Président Eltsine et le Parlement russe - renforcés par un nouveau mandat électoral - de mettre fin à toute action militaire en Tchétchénie et d'assurer une solution politique et négociée au conflit.

Les progrès électoraux remarquables du Parti Social-Démocrate Tchèque ont été accueillis avec satisfaction ainsi que les bons résultats obtenus par le Parti Social-Démocrate et le Parti Démocrate lors des élections locales récentes en Roumanie.

Par contre, le déroulement et le résultat des récentes élections parlementaires en Albanie provoquent de vives préoccupations. Celles-ci se sont déroulées dans un climat de tension et ont été caractérisées par des irrégularités graves que l'Internationale a condamnées à maintes reprises. Le Comité a déploré l'appui de nombreux partis conservateurs européens au Parti Démocrate au pouvoir du Président Berisha, qui n'avait pas hésité à violer les règles et les principes démocratiques. Il a demandé que de nouvelles élections soient organisées, dans le respect de toutes les normes démocratiques internationales, comme l'indiquait le rapport des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Notre parti membre, le Parti Social-Démocrate d'Albanie, avait été victime de répressions graves et ses chefs, dont certains ont été empêchés de se présenter aux élections, ont été victimes de violences et mis en détention. L'Internationale a protesté auprès du Président Berisha au sujet de ces abus et continuera à observer la situation de très près.

Finalement, à Bratislava, le Comité de l'IS s'est félicité de la création en Bulgarie, par le BSDP et le SDP, de l'Alliance Social-Démocrate et a exprimé le souhait de poursuivre le dialogue avec tous les partis et mouvements de Bulgarie qui s'inspiraient des valeurs du socialisme démocratique.

Examinant l'évolution au cours des quatre dernières années, notre Comité pour l'Europe Centrale et Orientale s'est félicité de l'influence croissante des idées démocrates socialistes comme le prouvaient les résultats - dont j'ai parlé - de nombreuses élections parlementaires et présidentielles récentes ainsi que le nombre de partis qui recherchaient des contacts étroits avec l'Internationale socialiste, voire qui souhaitaient y adhérer.

Des partis de chaque pays d'Europe centrale et orientale et de nombreuses républiques de l'ex-Union soviétique ont participé aux réunions récentes du SICEE et du Conseil de l'IS. Notre Comité régional a joué un rôle important dans le dialogue politique et l'échange d'informations entre les partis, tout comme le Forum Européen pour la Démocratie et la Solidarité fondé par un certain nombre de partis social-démocrates d'Europe occidentale, avec lesquels le SICEE coopère étroitement.

L'idée de l'Internationale pour l'Europe centrale et orientale est celle de pays à économie de marché soucieux de la situation sociale et de l'environnement et dotés d'un système politique et culturel démocratique, respectant les normes arrêtées par l'Union européenne et d'autres institutions multilatérales, en vue d'élargir l'Union européenne. Il va de soi que notre coopération avec tous ceux qui, dans la région, partagent cet objectif constituera une partie importante de nos activités au cours des années à venir.

LA MEDITERRANEE

La Méditerranée figure depuis longtemps à l'ordre du jour des travaux de notre Internationale et le Conseil de l'IS qui s'est tenu à Athènes en 1993, à la suite du dernier congrès, a décidé de créer un nouveau Comité Méditerranée de l'IS chargé de coordonner et de développer nos activités dans

cette région. Ce Comité est présidé par Raimon Obiols, du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, et il rassemble les partis membres de l'IS des pays européens, africains et moyen-orientaux bordant la Méditerranée. Son objectif est de mettre au point une plate-forme commune sur les grandes questions sociales, économiques et politiques que connaît la région, de promouvoir la coopération et les échanges entre les pays méditerranéens et avec les régions voisines et de porter l'ensemble des préoccupations de la région à l'attention de l'Internationale.

Au cours de ces années, le Comité Méditerranée et le Conseil de l'IS ont, au cours d'un certain nombre de réunions, porté une attention particulière aux nouvelles possibilités de développement et de coopération régionaux, rendus notamment possibles par les progrès de la paix au Moyen-Orient, le développement de la coopération entre la région de la Méditerranée et l'Union européenne, ainsi qu'un certain nombre de situations au niveau des Etats, notamment en Algérie depuis l'annulation des élections de 1991.

Situations préoccupantes

"Le cycle de la violence, l'interruption du processus démocratique et le refus de tout dialogue réel accroissent les risques de guerre civile en Algérie... L'étouffement de la vie politique a encouragé le développement redoutable des fondamentalismes et extrémismes de tout genre", a déclaré le Conseil de l'IS lors de sa réunion à Lisbonne, en octobre 1993. Le Conseil a préconisé *"que le gouvernement entame des négociations avec les forces démocratiques en vue de tenir une conférence nationale dotée de pouvoirs souverains et de restaurer l'exercice des libertés démocratiques et le respect des droits de l'homme"*.

Lors de la première réunion du Comité Méditerranée de l'IS, qui s'est tenue en décembre 1993 à Madrid, Hocine Aït-Ahmed, responsable de notre parti membre en Algérie, le Front des forces socialistes, a présenté une analyse détaillée de la situation dans son pays et le Comité a fait une déclaration condamnant les attaques violentes par des groupes fondamentalistes armés, demandant au gouvernement algérien et à toutes les forces politiques et sociales de montrer, par le dialogue, leur volonté de restaurer la paix civile et le processus démocratique au moyen de négociations et d'assurer la solidarité à l'égard du FFS et de toutes les forces démocratiques en Algérie.

L'Internationale a continué à suivre la situation de très près et, en l'absence de toute amélioration, cette question est restée prioritaire dans l'ordre du jour du Comité Méditerranée qui s'est réuni à Naples en juin 1995. Le Président du Comité, Raimon Obiols, avait conduit une délégation en Algérie juste avant la réunion. Hans-Jürgen Wischnewski, Président du Comité Moyen-Orient de l'IS, s'était aussi rendu dans ce pays auparavant et était aussi présent à Naples. Tous ont fait rapport au Comité sur leurs réunions avec les membres du gouvernement et les responsables des partis d'opposition. Un événement important qui s'est produit en 1995 a été la réunion, à Rome, d'un certain nombre de partis d'opposition, y compris le FFS, avec le Front Islamique de Salut - hors la loi depuis les élections avortées de 1991 - et la signature d'un accord proposant un processus de dialogue et de transition en Algérie, auquel tous les partis participeraient. Le gouvernement a rejeté ces propositions et a annoncé qu'il maintiendrait les élections présidentielles en 1995 avec ou sans l'accord de toutes les forces politiques. Les responsables du FFS ont annoncé au Comité que la violence avait fait plus de 40 000 victimes et que la crise économique et la pauvreté s'aggravaient. Notre Comité a demandé à tous les partis algériens de renoncer à la violence et a souligné à nouveau que la seule solution était de nature politique. Ces sentiments ont été également exprimés par le Conseil de l'IS, lors de sa réunion au Cap en juillet 1995.

Le Président Liamine Zeroual a gagné les élections présidentielles tenues à la fin de 1995, mais celles-ci avaient été boycottées par un certain nombre de forces d'opposition, y compris le FFS. Le Comité Méditerranée de l'IS a, à sa réunion de Barcelone qui s'est tenue en janvier 1996, souligné que la participation populaire à ces élections démontrait le désir irrésistible du peuple algérien de mettre fin à la violence. Le Comité a réaffirmé que ce résultat ne pouvait être obtenu que par un engagement à respecter le pluralisme politique et l'alternance du pouvoir, à engager un dialogue avec toutes les forces politiques qui rejettent la violence et le terrorisme. Le Comité a réaffirmé que le FFS et les autres forces de l'opposition démocratique avaient l'appui sans réserve de notre Internationale, qui continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir la démocratisation et la paix en Algérie.

Une autre cause de préoccupation a été l'incapacité permanente d'appliquer le plan de paix de l'ONU pour le Sahara occidental. Abordant cette question à ses réunions de Barcelone et de Malte, en 1995, le Comité Méditerranée a noté avec préoccupation la réduction du mandat de la mission de l'ONU au Sahara occidental du fait de l'absence d'accord sur les listes électorales en vue d'un référendum sur l'avenir du territoire. Le Comité a demandé une volonté de reprendre les négociations pour mettre fin au conflit, seule manière d'empêcher la reprise des hostilités. Une conséquence grave de cette impasse dans la région est l'impossibilité pour l'Union du Maghreb arabe d'agir. Notre Comité estime que cette Union joue un rôle important dans le développement économique et les relations pacifiques dans la région et a demandé que des efforts urgents soient déployés pour débloquer la situation qui le paralyse.

La Méditerranée "a une croisée des chemins"

Les participants à la première réunion du Comité Méditerranée de l'IS, qui s'est tenue à Madrid à la fin de 1993, sur invitation du PSOE, ont constaté l'histoire commune de la région, mais aussi la différence des traditions culturelles et religieuses; les degrés variés de développement démocratique et social et les avantages que représenterait pour tous le renforcement de la coopération en matière d'économie et de sécurité.

Lorsqu'il a assumé la présidence du Comité à sa réunion de Naples en juin 1995, Raimon Obiols a dit que la région de la Méditerranée était à une croisée des chemins; elle ne doit pas être considérée comme étant à la périphérie d'une Europe du Nord plus riche, mais comme constituant une zone stratégique vitale pour la coopération régionale et interrégionale.

Rérelations Europe-Méditerranée

Réuni à Naples en juin 1995, sur invitation du Parti Démocratique de la Gauche (PDS), notre Comité Méditerranée a longtemps examiné la question des relations entre l'Union européenne et la région Méditerranée, en particulier dans l'optique de la Conférence Euro-Méditerranéenne qui devait se tenir à la fin de novembre 1995 à Barcelone. La discussion a été résumée dans une résolution dans laquelle les participants ont souligné la nécessité de créer un cadre à ces relations Euro-Méditerranéennes, dans le genre de celui qui avait déjà été adopté par l'Union européenne pour les pays de l'Europe centrale et orientale, et il a demandé que l'Union européenne dégage les moyens financiers nécessaires pour appliquer une telle politique. Il a en particulier demandé instamment la mise en place d'accords de partenariat permettant de créer des échanges économiques,

commerciaux, financiers et culturels capables d'agir sur les facteurs responsables de l'accroissement de la pauvreté et du sous-développement dans les pays de la Méditerranée.

Suite donnée à la Conférence de l'UE

Lorsque le Comité de l'IS s'est réuni à nouveau à Barcelone en janvier 1996, il est revenu sur le thème des relations entre l'Europe et la Méditerranée. Il s'est chaudement félicité de la Conférence Euro-Méditerranéenne qui avait eu lieu au mois de novembre et qui avait institutionnalisé les liens entre les pays de la rive nord et ceux de la rive sud de la Méditerranée et le renforcement de la priorité donnée par l'Union européenne à ces liens.

Le Comité avait comme invité Manuel Marin, Vice-président de la Commission de l'UE. Celui-ci a déclaré que la Conférence Euro-Méditerranéenne et son engagement à renforcer les contacts portaient déjà des fruits, citant notamment le rôle de l'UE dans l'organisation et l'observation des élections palestiniennes qui s'étaient tenues quelques semaines auparavant. Le Comité de l'IS a été heureux d'entendre que les discussions avaient commencé sur un projet de pacte de stabilité Euro-Méditerranéenne analogue à celui déjà signé par l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale, et que des troupes de pays arabes étaient, pour la première fois, stationnées en Bosnie, à côté des troupes de l'OTAN. Il a déclaré que la possibilité d'une Conférence sur la coopération et la sécurité en Méditerranée était examinée. Le dialogue économique faisait également des progrès satisfaisants, comme le prouvaient les négociations concernant les accords économiques de l'Union européenne avec le Liban, la Jordanie, l'Égypte et l'Autorité palestinienne, puis par la suite l'Algérie et la Syrie, alors que des liens avec Israël étaient déjà en place. Le Commissaire a également parlé du troisième domaine extrêmement complexe défini par la Conférence Euro-Méditerranéenne : celui de la société et des ressources humaines, notamment la coopération pour des questions délicates comme les droits de la personne, l'émigration et la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues.

Dans sa résolution, le Comité de l'IS a reconnu l'importance des relations Euro-Méditerranéenne dans tous ces domaines. Il a souligné le lien organique entre la promotion du développement économique dans les pays de la Méditerranée du Sud et de l'Est et le maintien des conditions de paix, de sécurité, de progrès et de démocratie dans l'ensemble de la région, et il a demandé la création, dans l'ensemble de la région de la Méditerranée, d'une société fondée sur le respect des droits fondamentaux : droits de la personne et droits civils, culturels, économiques et politiques.

Le Comité s'est félicité de l'évolution favorable du processus de paix au Moyen-Orient, symbolisé par la tenue des élections palestiniennes. Il a également examiné la situation du peuple iraquien, qui souffrait du fait des sanctions internationales, et a instamment prié la communauté internationale de répondre de manière positive à tout signe montrant que le régime iraquien pourrait accepter des négociations susceptibles de mener à la suppression de l'embargo. Il a exprimé son appui à l'Union du Maghreb arabe en tant que facteur indispensable à la coopération régionale. Il a demandé un renforcement des relations économiques entre l'Union européenne et la Méditerranée méridionale et orientale, ce qui impliquait une augmentation des exportations de ces régions vers l'Union européenne. Il a également demandé des initiatives concrètes en matière de coopération économique et un réexamen par l'Union européenne de la question de la dette étrangère. Finalement, notre Comité a souligné l'importance d'un cadre institutionnalisé pour la coopération et également de contacts multiples entre les pays et tous les secteurs de la société.

La Méditerranée: cultures, développement et démocratie

Réuni en juillet 1996 sur l'île méditerranéenne de Malte, à l'invitation du Parti Travailleiste de Malte membre de l'IS, notre Comité Méditerranée a examiné ses travaux et les perspectives offertes ainsi que les priorités établies. Dans notre déclaration de Malte, la Méditerranée était décrite comme *"Une région possédant un grand potentiel, mais handicapée par de graves conflits, pour lesquels notre analyse doit tenir compte du poids de l'histoire et des traditions sans préjuger toutefois de notre engagement à établir une région de paix, de coopération et de compréhension mutuelle"*.

L'importance de la région est maintenant reconnue par l'Union européenne, et le Comité a fait remarquer que les résolutions de la Conférence Euro-Méditerranéenne de l'année dernière reprenaient, sur de nombreux points, les priorités de l'Internationale Socialiste, notamment en ce qui concernait la promotion du désarmement et de la limitation des armes, les droits de la personne, la démocratisation, l'action sociale et l'éducation ainsi que la coopération économique. Le plan de l'Union européenne peut compter sur l'appui vigoureux de nos partis. Nous avons demandé une application accélérée des programmes d'aide économique et de coopération décidés lors de la Conférence Euro-Méditerranéenne. L'Internationale a toujours présents à l'esprit les besoins énormes des pays pauvres de la Méditerranée, en vue du progrès économique et social, de l'amélioration des systèmes d'éducation et du renforcement des liens internationaux. En l'absence de ces facteurs, le fondamentalisme et l'extrémisme se nourrissent de la pauvreté et de la frustration.

Notre Comité a déclaré que nous devons appliquer des politiques en vue de *"corriger les inégalités historiques qui nous ont séparés de façon à offrir aux générations présentes et à venir une région mieux équilibrée"*. Le Comité s'est engagé à *"mettre la Méditerranée sur la carte de l'Internationale Socialiste"* et à poursuivre l'élaboration de nouvelles propositions politiques.

L'Internationale Socialiste a des partis membres vigoureux dans de nombreux pays méditerranéens, y compris ceux qui sont au gouvernement en Grèce, en Italie, en Tunisie et en Egypte, ainsi que dans de nombreuses nations de l'Europe du Nord impliquées dans l'initiative Union européenne-Méditerranée. L'IS et son Comité Méditerranée constituent donc déjà des tribunes de discussion importantes pour la région. Un événement important sera la tenue, l'année prochaine, d'une Conférence de l'IS sur la Méditerranée. Notre activité dans cette région du monde est en train de s'intensifier.

LE MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient vient de traverser une époque importante, avec l'accord de paix historique signé en 1993, mais aussi des morts violentes et tragiques comme celle de notre Vice-président, Itzhak Rabin. L'Internationale Socialiste n'a épargné aucun effort pour faciliter le processus de paix au Moyen-Orient et, au cours de ces dernières années, nous avons poursuivi cette oeuvre avec acharnement, par le biais de notre Comité Moyen-Orient (SIMEC) qui constitue depuis longtemps une tribune précieuse pour le dialogue entre nos partis membres et les autres partis de la région, ainsi que par un grand nombre de visites et de discussions.

En 1992, les Israéliens ont élu un nouveau gouvernement conduit par le Parti Travailleiste Israélien - avec son Leader, Itzhak Rabin, comme Premier Ministre - et comprenant aussi notre autre parti membre en Israël, le Mapam. Au cours des mois qui ont suivi, et en dépit de nombreux revers, il y a

eu des progrès notables dans les négociations entre Israël et ses voisins arabes, qui avaient débuté en novembre 1991 à Madrid.

Notre Comité Moyen-Orient a continué à favoriser les contacts et les dialogues à tous les niveaux. Sur invitation du Parti Social-Démocrate d'Allemagne et du Président de longue date du Comité, Hans-Jürgen Wischniewski, il s'est réuni en mai 1993 à Bad Honnef, près de Bonn. Au cours de cette réunion, le Comité a élu pour la première fois deux Vice-présidents, Mohamed Abdellah du Parti Démocratique National d'Egypte, et Israel Gat, du Parti Travailleiste Israélien. Dans le but de faciliter les négociations de paix qui se déroulaient à ce moment-là à Washington, des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine et du prince héritier de Jordanie, ainsi que des représentants des États-Unis, de la Russie et de la Chine ont été invités à se joindre à nos travaux. Cette réunion paraissait être une bonne occasion de faire progresser les négociations et notre Comité s'est efforcé, comme toujours, par des discussions franches et concrètes, de dynamiser le processus.

L'Accord de paix

Lorsque le Comité Moyen-Orient et le Conseil de l'IS se sont réunis à Lisbonne, en octobre 1993, il y avait des progrès à célébrer. En septembre, le gouvernement israélien et l'OLP avaient signé un accord à Washington portant reconnaissance mutuelle et une déclaration de principe sur un gouvernement intérimaire des Palestiniens. Le Conseil de l'IS s'est réjoui de cet accord qui constituait un premier pas important vers une paix permanente et complète. Notre réunion à Lisbonne a été un moment de fierté et d'espoir pour tous ceux qui avaient milité dans ce sens. Nous avons eu une pensée pour les efforts déployés par les responsables de l'IS qui avaient fait acte de pionnier, Willy Brandt, Olof Palme et Bruno Kreisky, dans les années 70. Nous avons également félicité Itzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat, le Parti Travailleiste Israélien et le Mapam, l'OLP et le Gouvernement norvégien et tous ceux qui avaient joué un rôle important dans la conclusion de cet accord, consolidant les contacts faits au début par l'intermédiaire de l'Internationale Socialiste.

Le Conseil a fait remarquer que *"notre joie des progrès accomplis ne doit pas nous faire oublier que de nombreux obstacles restent à surmonter pour que la paix devienne réalité. Tous ceux qui rejettent encore le processus de paix actuel doivent être convaincus que les choses évoluent dans la bonne direction; les négociations entre Israël et la Syrie, le Liban et la Jordanie doivent donner des résultats concrets; les premiers résultats des négociations entre Israël et l'OLP doivent être mis en oeuvre et les négociations doivent continuer"*. Nous avons en outre souligné que *"la paix ne peut être consolidée que si elle va de pair avec des progrès économiques rapides"*. L'Internationale a demandé une aide financière urgente pour les territoires palestiniens ainsi qu'un engagement international sérieux pour assurer ressources et appuis politiques indispensables à un avenir démocratique et pacifique au Moyen-Orient.

Le SIMEC à Bruxelles

Dans un climat d'espoir nouveau et de détermination renouvelée, le Comité Moyen-Orient s'est réuni à Bruxelles, en février 1994. Ont participé à cette réunion des représentants de nos partis au Moyen-Orient et en Europe ainsi que des représentants de l'OLP et du prince héritier de Jordanie. Des participants du Parti Travailleiste Israélien et du Mapam, de l'OLP, de la Jordanie et du Parti Socialiste Progressiste, notre parti membre au Liban, ont présenté des rapports sur les négociations

de paix et le délégué du Parti Démocratique National d'Egypte a également informé la réunion des vues de son parti. Nous avons à nouveau souligné l'importance d'accords impliquant le Liban, la Syrie et la Jordanie pour l'établissement d'une paix complète et il a été convenu que des conversations et des échanges se poursuivraient avec les représentants de la Jordanie ainsi qu'avec des représentants du gouvernement syrien.

Le deuxième jour de la réunion a été essentiellement consacré à l'aide économique au processus de paix, avec une déclaration de Juan Prat, le Directeur général de la Commission européenne pour les relations Nord-Sud. Le Comité s'est félicité de son rapport sur la participation active de l'Union européenne aux conversations bilatérales et multilatérales sur la paix au Moyen-Orient ainsi que des groupes de travail sur le développement économique régional, l'eau, l'environnement, les réfugiés et la sécurité. L'importance vitale de l'aide économique tant de la part d'institutions internationales que de gouvernements a été soulignée. Les membres de notre Comité se sont également engagés à faciliter les contacts au niveau des communautés locales et les projets de coopération qui faciliteraient l'établissement de la confiance dans la région.

Un hommage a été rendu au Ministre norvégien des affaires étrangères, Johan Jørgen Holst, qui avait oeuvré sans relâche pour le processus de paix et qui était malheureusement décédé quelques semaines auparavant.

Groupe de travail du SIMEC sur la Question kurde

A sa réunion à Bruxelles, le SIMEC a également examiné la question qui continuait à rester très préoccupante de la situation du peuple kurde et a décidé de créer un groupe de travail pour examiner cette question. Le groupe a désigné Conny Fredriksson, du Parti Social-Démocrate Suédois, pour le présider et a entrepris, dans les mois qui ont suivi, un programme de réunions et de visites. Dans toutes ses discussions, le groupe de travail a souligné que toute solution au problème kurde devait être politique et maintenue à l'intérieur des frontières existantes des Etats et il a condamné toute forme de terrorisme. La détérioration des relations entre l'Union Patriotique du Kurdistan et le Parti Démocratique du Kurdistan était une cause de graves préoccupations pour l'Internationale qui avait depuis longtemps des contacts fraternels avec les deux partis. Au nom de l'IS, Conny Fredriksson et Karim Pakzad, du Parti Socialiste français, se sont rendus dans le nord de l'Iraq en juin 1994 en vue d'avoir des entretiens avec les responsables des deux partis, qui par la suite ont remercié l'IS de cette initiative et de cette démonstration de l'intérêt de l'Internationale. Malheureusement, la situation entre les deux partis a continué à se détériorer.

Le groupe de travail s'est réuni à Stockholm en mai 1994, à Paris en juillet 1994, à Ankara en décembre 1994, à Vienne en mars 1995 et à Copenhague en juin 1995. La situation du peuple kurde, en particulier en Iraq, en Iran et en Turquie, a été examinée lors d'entretiens avec des personnalités kurdes et des représentants des partis kurdes de tous ces pays qui avaient été invités. Le groupe de travail a présenté son rapport au Conseil de l'IS à sa réunion du Cap en juillet 1995. Dans ce rapport, il soulignait la nature internationale de la question kurde et la nécessité de trouver une solution satisfaisante aux problèmes de plus de 20 millions de Kurdes pour assurer le développement stable des pays de la région. Les progrès étaient indissociables de progrès de la démocratie et d'une reconnaissance de l'identité kurde. Une résolution a été adoptée au Cap sur le processus de démocratisation et la question kurde en Turquie. Auparavant, le Conseil de l'IS avait souligné la solidarité de l'Internationale avec le Parti Démocratique du Kurdistan iranien.

A sa réunion qui s'est tenue à Tunis en mai 1996, le SIMEC a recommandé que le mandat du groupe de travail soit reconduit. Comme il l'avait à maintes reprises affirmé, l'IS était engagée à appuyer les droits du peuple kurde à un traitement équitable, à la paix et à la démocratie.

Le SIMEC au Caire

Notre Comité Moyen-Orient s'est réuni au Caire en novembre 1994, sur invitation du Parti Démocratique National au pouvoir, qui avait longtemps joué un rôle important dans la recherche de la paix dans la région. Dans les jours qui ont précédé la réunion, l'Internationale avait salué avec satisfaction la signature d'un traité entre Israël et la Jordanie. Le Comité a axé ses travaux sur la situation dans les zones autonomes palestiniennes après le retour du Président de l'OLP, Yasser Arafat, à la tête de la nouvelle Autorité palestinienne, soulignant l'importance d'élections rapides et d'une assistance concrète au processus électoral.

Une des théories de base de notre Internationale est que la paix et la sécurité, au Moyen-Orient comme partout, dépendent du développement politique et économique. Le Comité a fait siens les sentiments exprimés par notre Président, Pierre Mauroy : *"Il n'est pas acceptable que des difficultés d'ordre économique compromettent les progrès énormes réalisés grâce à la détermination des responsables de l'OLP et du Gouvernement travailliste israélien"*.

Prix Nobel de la Paix pour Rabin, Peres et Arafat

Lors de sa réunion tenue à Budapest en décembre 1994, le Conseil de l'IS a salué le prix Nobel de la paix décerné pour 1994 au Premier Ministre israélien, Itzhak Rabin, et au Ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, ainsi qu'au Président de l'OLP, Yasser Arafat, et a assuré ces trois personnalités de son appui sans réserve. Par la même occasion, il a condamné avec colère et horreur les massacres de Palestiniens à Hébron et d'Israéliens à Tel Aviv, qui avaient jeté une ombre sur les négociations de paix. *"Le processus de paix doit devenir irréversible"*, a déclaré notre Conseil, *"C'est une grande espérance pour toutes les personnes concernées, pour la région entière et, en fait, pour le monde entier qui voit éclater tant de conflits nouveaux"*. Le Conseil a déploré qu'en dépit de l'évolution favorable du processus de paix, il n'y ait pas de progrès économique dans les territoires autonomes palestiniens : *"On ne pourra faire taire les ennemis du processus de paix que si la population peut voir les effets positifs que ce processus a sur leur vie de tous les jours"*. Nous avons également souligné que si le terrorisme devait être combattu par des forces de sécurité, c'était le développement économique et le progrès social qui permettraient d'anéantir l'extrémisme. Nous avons lancé un appel pour que les entreprises privées fassent des investissements dans les territoires et que les gouvernements et les ONG participent à cette assistance. Il était également très important de tenir des élections rapides dans les territoires palestiniens, a déclaré le Conseil, et celles-ci seraient contrôlées par des observateurs internationaux.

Réunions du SIMEC à Tel Aviv, à Gaza et à Amman

En mars 1995, l'Internationale Socialiste a réalisé un vieux rêve lorsque notre Comité Moyen-Orient a tenu une série de réunions successivement à Tel Aviv, Gaza et Amman. La signification de ces réunions était démontrée par la participation des responsables politiques de la région, notamment

Itzhak Rabin, Shimon Peres, Yasser Arafat et le prince héritier El-Hassan de Jordanie. Les représentants des partis membres de l'IS ont eu la possibilité de voir et d'entendre directement des rapports de première main sur l'évolution du processus de paix que nous suivions tous avec une très grande attention. Les délégués de 25 partis membres en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ont participé à ces entretiens, ainsi que des invités de l'OLP et de la Jordanie.

A Tel Aviv, le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères ont pris la parole, ainsi que Yair Tzaban du Mapam, le Ministre de l'absorption, le Leader du Mapam, Chanan Eres, et le Secrétaire général du Parti Travailleiste Israélien, Nissim Zvili. A Gaza, le Président Yasser Arafat et les Ministres Nabil Shaath et Saeb Erekat, de l'Autorité palestinienne, figuraient parmi les personnes qui ont pris la parole et, à Amman, c'est S. A. R. le prince héritier qui a fait une déclaration. Tous nos hôtes se sont déclarés très satisfaits de ces réunions, reconnaissant et réaffirmant le rôle et l'engagement de longue date de l'Internationale Socialiste dans la recherche de la paix. Le besoin continu d'une tribune comme notre Comité Moyen-Orient a été confirmé et nos trois jours de discussions ont souligné plus fortement que jamais l'importance de l'appui politique et pratique de l'ensemble de la communauté internationale. C'est avec cette nécessité à l'esprit que notre Comité s'est réuni quelques mois plus tard à Bruxelles.

Le rôle des institutions internationales

Lors de la réunion suivante du SIMEC à Bruxelles, en juillet 1995, nous avons invité des représentants de la Banque mondiale et de la Commission européenne et leur avons demandé de nous parler de leur travail dans la région, en particulier en ce qui concernait l'Autorité palestinienne. Les délégués de nos partis membres dans plusieurs pays ont également fait des rapports sur les programmes d'assistance économique bilatéraux de leurs gouvernements. Les représentants de l'OLP, qui sont des invités réguliers de notre Comité, ont répondu à ces rapports, exprimant leur gratitude pour l'assistance apportée, mais demandant de la compréhension pour l'inexpérience et la liberté d'action limitée de l'Autorité palestinienne. Nous avons eu le plaisir d'entendre que, après les nombreux problèmes pratiques rencontrés pour l'apport de l'aide et la coopération au cours de la première année de l'Autorité, la situation s'était améliorée. Le Comité a également noté les avantages économiques déjà évidents du récent traité entre Israël et la Jordanie, tels qu'ils nous ont été décrits par nos invités jordaniens.

Comme l'a souligné notre Président, Hans-Jürgen Wischnewski, le Comité de l'IS pourrait jouer un rôle utile en tant que groupe de pression, en vue de surveiller la situation, de faciliter la solution des problèmes - tant pratiques que politiques - et d'accélérer l'apport de l'aide et des investissements.

"Des progrès nombreux, mais il reste un long chemin à parcourir"

Quelques jours après la réunion du SIMEC à Bruxelles, notre Conseil s'est réuni au Cap et, bien que les discussions aient porté essentiellement sur l'Afrique, il a également adopté une résolution complète sur le Moyen-Orient. Nous avons demandé le maximum d'assistance économique et politique internationale pour l'Autorité palestinienne. Nous avons exprimé notre satisfaction de la réunion qui avait eu lieu entre les chefs d'état major israélien et syrien et avons exprimé l'espoir que les pourparlers se poursuivraient. Nous avons demandé que des négociations entre Israël et le Liban aient lieu très rapidement pour mettre fin aux actes de violence sur leur frontière, qui menaçaient le processus de paix. Nous avons également salué avec satisfaction le commencement d'une coopération économique au Moyen-Orient avec la Conférence de Casablanca et l'apparition d'un

embryon de politique méditerranéenne à l'Union européenne. *"Malgré tous ces résultats, nous ne sommes pas encore parvenus à une paix intégrale, ni dans la question Israël-Palestiniens où des négociations sur un statut permanent n'ont pas encore commencé, ou dans le Moyen-Orient dans son ensemble, et il y a encore un long chemin à parcourir. L'Internationale Socialiste continuera, comme elle l'a fait dans le passé, à oeuvrer pour le processus de paix dans la région, en vue de parvenir à une paix totale et globale"*, a conclu le Conseil.

La mort d'Itzhak Rabin

Le 4 novembre 1995, l'Internationale et ses membres dans le monde entier ont été frappés de stupeur à l'annonce de l'assassinat d'Itzhak Rabin, Premier Ministre travailliste d'Israël, notre Vice-président, à la fin d'un rassemblement pour la paix qui avait attiré une foule immense. Pour toutes les personnes qui l'ont connu et qui ont milité pour la paix au Moyen-Orient, ce fut un choc effroyable. Le Président de l'IS, Pierre Mauroy, a assisté aux funérailles, en même temps que de nombreux hommes d'Etat, et il a déclaré : *"J'ai ressenti l'émotion de tous ceux qui étaient là. J'ai entendu les discours en hébreu, en arabe et en anglais. J'ai compris que ces langues différentes transmettaient le même message qui saisissait la foule rassemblée là et le monde en deuil, le même espoir, au-delà de notre colère et de notre détresse, que cette mort servirait encore une fois et contribuerait même à accélérer le processus de paix"*. Notre oeuvre dans ce domaine s'est donc poursuivie sans relâche, en pleine solidarité avec le nouveau Premier Ministre d'Israël, Shimon Peres.

Le SIMEC et le Conseil de l'IS à Bruxelles

Le Conseil de l'IS a rappelé son appui et sa solidarité tant à l'égard du gouvernement israélien que de l'Autorité palestinienne lors de sa réunion qui s'est tenue à Bruxelles, en décembre 1995, avec celle de notre Comité Moyen-Orient. Le Conseil a demandé aux gouvernements, aux parlements et à l'Organisation des Nations unies, à la suite de l'assassinat d'Itzhak Rabin, d'adopter les mesures les plus efficaces possibles pour combattre le terrorisme d'où qu'il vienne et il a demandé un redoublement d'efforts pour la recherche de la paix au Moyen-Orient. Nous avons instamment demandé l'application rapide et correcte de tous les accords déjà adoptés et nous avons insisté sur la nécessité d'entamer rapidement des négociations entre Israël et la Syrie et entre Israël et le Liban ainsi que les négociations envisagées en vue d'un traité de paix définitif entre Israël et les Palestiniens. Nous nous sommes également félicités de la réunion de la deuxième Conférence économique du Moyen-Orient à Amman. Nous avons exprimé notre espoir que les élections palestiniennes qui allaient se dérouler prochainement soient un facteur important de stabilisation du processus de paix.

Elections Palestiniennes

Les élections au Conseil législatif de l'Autorité palestinienne se sont déroulées le 20 janvier 1996 et, conformément à un engagement de longue date, l'Internationale socialiste a envoyé un groupe d'observateurs mené par l'ancien Ministre des affaires étrangères suédois, Sten Andersson. Cette visite a été organisée en coopération avec l'Autorité palestinienne. Ils ont visité de nombreux bureaux de vote en Cisjordanie et à Gaza ainsi qu'à Jérusalem et ont eu des entretiens avec de nombreux représentants palestiniens et d'autres observateurs internationaux. Ils ont déclaré que, en dépit de quelques problèmes pratiques isolés, le scrutin s'était déroulé dans un climat d'efficacité et

d'enthousiasme qui démontrait un engagement démocratique d'excellent augure pour l'avenir de l'Autorité palestinienne.

Mission en Syrie, au Liban et en Israël

A la suite de discussions lors de la réunion du SIMEC qui s'est tenue à Bruxelles en décembre 1995, Hans-Jürgen Wischnewski, Président du Comité, et moi-même nous sommes rendus en Syrie, au Liban et en Israël, en mars 1996, pour une série d'entretiens de haut niveau visant à démontrer l'appui de l'Internationale au processus de paix. A Damas, nous avons été reçus par le Ministre des affaires étrangères, Farouk Al-Shara, et le Secrétaire adjoint du Parti Socialiste Arabe Baath de Syrie, Abdullah Al-Ahmar. A Beyrouth, nous avons rencontré Elias Hraoui, Président libanais, et Rafic Hariri, Premier Ministre, ainsi que Farès Boueiz, Ministre des affaires étrangères, ainsi que Walid Jumblatt, Leader de notre parti membre le PSP, et d'autres représentants du parti. Notre visite s'est terminée par des entretiens à Tel Aviv avec Shimon Peres, Premier Ministre et Leader du Parti Travailleuse, d'autres membres du gouvernement et responsables du Parti Travailleuse et du Mapam. Partout où nous sommes allés, l'engagement de longue date de l'Internationale pour la paix dans la région été salué et apprécié. Nous avons été en mesure d'assurer à toutes les personnes que nous avons rencontrées que cet engagement continuerait.

Sommet pour la paix

Nous sommes arrivés en Israël en mars, après les attentats à la bombe du Hamas, ce qui donnait un caractère d'urgence supplémentaire à notre mission et à nos entretiens. L'Internationale a condamné en termes vigoureux ces attentats qui ont causé des morts et des blessés nombreux et s'est félicitée de l'organisation du sommet pour la paix contre le terrorisme, qui s'est tenu à Charm-El-Cheikh, sur invitation du Gouvernement égyptien. Les hommes politiques qui se sont rassemblés à Charm-El-Cheikh ont démontré leur engagement pour un processus de paix qui ne peut pas être arrêté par les attentats horribles des extrémistes.

Le SIMEC à Tunis

Le Comité Moyen-Orient de l'IS s'est réuni au début de mai 1996 à Tunis, sur invitation du Rassemblement Constitutionnel Démocratique, notre parti membre qui est au pouvoir. Nous avons entendu des rapports sur la situation actuelle par Yossi Beilin, membre du cabinet ministériel israélien, ainsi que par des délégations libanaise et palestinienne. L'ouverture de négociations finales entre les Israéliens et les Palestiniens était un facteur positif, mais l'escalade récente de la violence entre les guerrillas du Hezbollah et les forces israéliennes au sud du Liban et les problèmes de sécurité permanents qui, dans une certaine mesure, sapient les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne étaient une cause de profondes préoccupations. Une grande attention a été accordée aux élections générales qui devaient avoir lieu à la fin du mois de mai en Israël. Comme notre Président l'a souligné dans son résumé, le Comité condamnait avec une extrême fermeté toutes les formes de terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, tout en soulignant que la lutte contre le terrorisme devrait toujours s'efforcer d'épargner la vie des civils innocents. Il a encouragé les partis membres de l'IS à intensifier leurs contacts avec la Syrie et le Liban et à prier instamment leurs gouvernements de respecter leurs engagements d'aide économique et de les renforcer, en particulier pour le Liban.

Depuis la dernière réunion de notre Comité Moyen-Orient, nos partis membres en Israël ont subi une courte défaite aux élections générales et sont maintenant dans l'opposition, face à un gouvernement qui doit encore faire preuve de son engagement à poursuivre le processus de paix. Lorsque notre Comité Méditerranée s'est réuni à Malte en juillet, il a demandé au nouveau gouvernement israélien de respecter et d'honorer les accords signés par ses prédécesseurs et aux pays arabes de maintenir le dialogue avec le gouvernement de Nétanyahou, afin de permettre au processus de se poursuivre. Il a aussi insisté sur l'influence positive que les partenaires économiques d'Israël, en particulier l'Union européenne, pourraient avoir sur le nouveau gouvernement.

Pour ce qui est du proche avenir, l'Internationale Socialiste fera tout ce qui est en son pouvoir, par l'intermédiaire de ses contacts nombreux dans la région, pour que le Moyen-Orient poursuive sa marche vers la paix si courageusement ouverte par nos membres et amis, en particulier le Parti Travailleuse Israélien, le Mapam et l'OLP.

L'AMERIQUE DU NORD, L'AMERIQUE LATINE ET LA CARAÏBE

En 1992, l'Internationale a, avec nos deux partis membres aux États-Unis, salué l'élection du candidat démocrate, Bill Clinton, à la présidence des États-Unis, avec des sentiments d'espoir et d'encouragement. Depuis cette date, l'Internationale a pu, par l'intermédiaire de ses groupes de travail et d'autres entités, avoir des entretiens très positifs sur des questions d'intérêt mutuel avec des fonctionnaires du Département d'État et d'autres fonctionnaires américains. La poursuite de nos relations productives avec l'Institut National Démocrate (NDI) et nos autres amis du Parti Démocrate américain, dont les représentants ont assisté à certaines de nos réunions, présente également de l'importance. Avec plusieurs autres invités de partis membres de l'IS, je me suis rendu à Chicago pour la très récente Convention du Parti Démocrate. L'Internationale suivra la campagne électorale présidentielle avec beaucoup d'intérêt et d'espoir. Dans tous nos contacts aux États-Unis, nous continuerons à coopérer étroitement avec les membres de l'IS dans ce pays, les Social-Démocrates USA et les Socialistes Démocratiques d'Amérique (DSA). Nos contacts de longue date avec l'AFL-CIO, actuellement dirigée par John Sweeney, ont également continué.

L'Internationale s'est félicitée d'un certain nombre d'initiatives politiques importantes prises par l'Administration Clinton au cours de cette période. L'action des États-Unis à Haïti, en coopération avec l'Organisation des Nations unies, a permis la restauration du Président Jean-Bertrand Aristide et la remise du pays sur la route de la démocratie. De même, le rôle clef joué par Washington dans les Accords de Dayton auquel s'ajoutent les efforts déployés par les États-Unis en Bosnie, à nouveau en coopération avec l'Organisation des Nations unies et les pays européens, ont renforcé les chances de parvenir à la paix et à la démocratie aux Balkans. L'Administration des États-Unis a joué un rôle clef, également, dans les négociations très difficiles qui se sont tenues à Genève pour interdire définitivement les essais d'armes nucléaires. Elle a également milité avec détermination pour parvenir à un accord international interdisant l'utilisation, le stockage et la production de mines terrestres tout en consacrant des ressources importantes en vue de déminer la Bosnie et d'autres anciennes zones de guerre.

Le Nouveau Parti Démocratique continue à être une force politique importante au Canada et il participe activement aux travaux de l'Internationale. Le parti est au gouvernement dans les États de British Columbia et de Saskatchewan et il aborde avec optimisme les élections nationales prévues pour l'année prochaine.

On a souvent tendance à sous-estimer la présence des valeurs social-démocrates dans la vie politique et publique de l'Amérique du Nord. La possibilité offerte par le congrès de l'IS de souligner et de renforcer les liens avec tous ceux qui, sur le continent de l'Amérique du Nord, partagent nos priorités, est un facteur très positif.

* * *

Les activités de l'Internationale en Amérique latine et à la Caraïbe portent essentiellement sur le renforcement du message social-démocrate dans ces régions et sur la défense du développement de la démocratie. Dans les années 80, nos partis étaient au coeur de la lutte pour la démocratisation dans cette région du monde. Presque tous les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe ont maintenant un gouvernement issu d'élections pluralistes libres.

Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, nos partis militent fermement en faveur du gouvernement responsable et de droits sociaux ainsi qu'en faveur de politiques en mesure de réduire l'écart entre les riches et les pauvres et d'étendre le développement politique et économique aux millions de personnes qui restent marginalisées. A cette fin, le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe (SICLAC), présidé par notre Vice-président, José Francisco Peña Gómez, est devenu un organisme reconnu et influent dont les réunions rassemblent de nombreux représentants des partis membres de l'IS et de nombreux autres partis dans la région.

Elections à la Guyane

L'une des premières missions officielles de l'Internationale après notre dernier congrès à Berlin a consisté à observer les élections présidentielles et parlementaires qui se sont déroulées en octobre 1992 à la Guyane. Nos observateurs ont été invités par l'Alliance du Peuple Ouvrier, l'un de nos partis membres. Ils se sont réunis avec des observateurs d'un groupe mis sur pied conjointement par le Commonwealth et par le Centre Carter des Etats-Unis, parmi lesquels figuraient d'autres représentants de partis membres de l'IS. Les observateurs ont noté une forte participation électorale, mais ont déploré de nombreux problèmes d'organisation et des actes de violence de la part des partisans du Président sortant, Desmond Hoyte. Ils ont cependant estimé que les élections, qui ont été gagnées par le Parti Progressiste du Peuple, ayant à sa tête Cheddi Jagan, qui a été élu Président, constituaient un pas important vers une démocratie réelle à la Guyane.

Le Président Aristide au Conseil de l'IS à Athènes

Lors de la réunion du Conseil de l'IS qui s'est tenue à Athènes en février 1993, nous avons accueilli en qualité d'hôte spécial Jean-Bertrand Aristide, Président en exil d'Haïti. Lorsque Aristide a été élu Président lors des premières élections libres et équitables qui avaient eu lieu dans son pays en 1990, des observateurs de l'IS étaient présents et ont constaté avec grande satisfaction que Haïti se joignait à la communauté mondiale des nations démocratiques. Lorsque, neuf mois plus tard, cette expérience démocratique a pris fin du fait d'un coup d'Etat militaire, nous nous sommes élevés avec véhémence contre cet état de chose et avons exprimé notre solidarité avec nos partis membres, le PANPRA et le KONAKOM, et toutes les autres forces démocratiques du pays. Le Conseil a entendu

une déclaration du Président Aristide sur la situation grave de ses compatriotes depuis le coup d'Etat et l'a assuré de son soutien sans réserve pour tous les efforts déployés à Haïti et dans d'autres pays pour la restauration de la démocratie et le retour du Président élu.

A Athènes, également, notre Conseil, qui a centré ses travaux sur le thème "Démocratie, paix et coopération économique", a examiné la situation en Amérique centrale et a adopté une résolution demandant en particulier la consolidation de la paix au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

Une autre résolution du Conseil exprimait sa préoccupation au sujet de l'évolution de la situation à Cuba, où la situation économique déplorable et le blocus des Etats-Unis causaient des souffrances de plus en plus insupportables. Notre Conseil a souligné que l'IS espère voir naître à Cuba un mouvement de transition pacifique vers un système démocratique pluraliste. Il a instamment prié le Gouvernement cubain de libérer les prisonniers politiques et d'entamer un dialogue avec les forces d'opposition démocratiques.

Elections au Paraguay

Dans le cadre de notre engagement à garantir la consolidation de la démocratie en envoyant des observateurs surveiller les élections, l'Internationale a envoyé une délégation, dirigée par moi-même, pour observer les élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu au Paraguay en mai 1993. Nous étions invités par notre parti membre, le Parti Révolutionnaire Febrerista. Les observateurs de l'IS ont observé le déroulement du scrutin dans plusieurs régions et ont eu des contacts avec les autorités électorales, les candidats, les électeurs et d'autres observateurs internationaux. Quelques incidents au cours du scrutin ont été déplorés, mais notre délégation s'est déclarée satisfaite de la maturité démocratique manifestée par le peuple paraguayen lors de ces élections. Cette impression a été confirmée récemment, lorsque l'appareil politique démocratique du Paraguay s'est révélé suffisamment fort pour repousser une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement du Président Wasmosy.

Guatemala : revers pour la démocratie

Egalement en mai 1993, l'Internationale a dû condamner vigoureusement le coup perpétré par le Président Jorge Serrano du Guatemala. Nous avons demandé un rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et assuré les forces démocratiques du Guatemala, y compris notre parti membre, le PSD, de notre solidarité fraternelle indéfectible. Nous avons suivi la situation de très près et avons participé à la satisfaction de tous les démocrates guatémaltèques de voir l'échec du coup d'Etat et la restauration de l'ordre constitutionnel avec un nouveau président. Le processus démocratique au Guatemala a été en outre consolidé par les élections présidentielles et parlementaires qui ont eu lieu à la fin de 1995, mais les actes de violence et les violations des droits de l'homme ont continué.

Le SICLAC à Saint-Domingue

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe (SICLAC) s'est réuni à Saint-Domingue, capitale de la République dominicaine, en août 1993. Cette réunion a pris la forme d'une conférence régionale, avec la participation de 35 partis membres et invités. Notre hôte était le Parti

Révolutionnaire Dominicain. Nous avons examiné la question des moyens à employer pour assurer et renforcer le processus démocratique dans la région ainsi que les nombreuses élections prévues en Amérique latine au cours des mois suivants et l'établissement d'une plate-forme politique des partis socialistes démocratiques, et nous avons adopté une résolution détaillée sur ces diverses questions.

Dans une résolution sur la situation au Venezuela, après la suspension du mandat du Président Carlos Andrés Pérez, la conférence a souligné la solide tradition démocratique du pays et a demandé que les accusations contre le Président soient examinées dans un procès en bonne et due forme. Elle a exprimé son espoir pour la formation d'un nouveau gouvernement à Haïti et a condamné la suspension de la démocratie par le Président Alberto Fujimori du Pérou et la détention d'Agustín Mantilla, un cadre du parti membre de l'IS, l'APRA. D'autres résolutions traitaient de la situation au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, ainsi que de la politique commerciale de la Communauté européenne à l'égard des pays producteurs de bananes de la Caraïbe.

Des invités social-démocrates de Cuba ont assisté à notre réunion pour la première fois et le Comité de l'IS s'est félicité de leur présence. La réunion du Conseil qui s'est tenue à Lisbonne par la suite a fait siennes les résolutions adoptées par le SICLAC

Elections au Honduras...

Des représentants du mouvement M-Lider du Honduras, avec lequel l'Internationale a depuis longtemps des contacts, ont assisté à notre conférence régionale de Saint-Domingue et ont demandé l'envoi d'observateurs pour les élections prévues dans leur pays en novembre 1993. Une délégation de l'IS s'est donc rendue au Honduras pour observer le scrutin. Elle a été en mesure d'affirmer que les élections se sont déroulées d'une manière satisfaisante qui, à leur avis, a contribué à consolider la démocratie et les institutions politiques au Honduras. Carlos Roberto Reina, candidat de M-Lider et du Parti Libéral, a été élu Président et les Libéraux ont également gagné les élections parlementaires et municipales.

...en République dominicaine

Les élections de mai 1994 en République dominicaine se sont présentées d'une manière très différente. J'ai conduit une importante délégation de l'Internationale Socialiste qui a visité le pays pendant la période électorale, à la demande du Parti Révolutionnaire Dominicain, dont le Leader, José Francisco Peña Gómez, était candidat à la présidence. Nous nous sommes rendus dans des bureaux de vote de la capitale, Saint-Domingue, dans d'autres villes et dans de nombreuses régions du pays. Nous avons été obligés de rapporter qu'*"il y avait eu des irrégularités sérieuses et graves qui ont affecté le déroulement d'une élection véritablement libre, dotée de tous les moyens d'information voulus"*. Nous avons noté que des milliers de personnes n'ont pu prendre part au vote parce que leur nom ne figurait pas sur les listes électorales. D'autres observateurs internationaux ont fait des rapports analogues par la suite. Les autorités dominicaines, tout en rejetant les observations faites, ont procédé à un recompte de quelques votes, après quoi le Président en place, Joaquín Balaguer, qui avait déjà proclamé sa victoire, a été déclaré réélu. L'Internationale Socialiste a dénoncé le déroulement défectueux de ces élections et, en juin 1994, avant l'inauguration du Président Balaguer en août, a fait une nouvelle déclaration soulignant que des élections nouvelles devaient avoir lieu le plus rapidement possible. Les partis politiques de la République dominicaine ont

finalement décidé que le mandat du Président serait raccourci de deux ans et que de nouvelles élections auraient lieu en 1996, après une modification de la loi électorale.

...et au Mexique

Une délégation de l'IS s'est aussi rendue au Mexique pour les élections présidentielles et parlementaires qui y ont eu lieu en août 1994. Nous nous sommes rendus dans des bureaux de vote très divers et avons observé un déroulement du scrutin calme et ordonné, avec seulement quelques incidents liés aux dispositions concernant le vote d'électeurs qui étaient loin de leur circonscription. A la fin du scrutin, notre délégation a noté le nombre élevé de participants et a souligné que l'IS continuerait à renforcer ses relations avec les forces politiques mexicaines soucieuses du bien-être social, du progrès et du développement démocratique du peuple mexicain, objectifs qui sont également ceux de notre Internationale.

Démocratie restaurée à Haïti

Lorsque le Conseil de l'IS s'est réuni à Budapest en décembre 1994, nous nous sommes réjouis de la restauration du Président Aristide à son poste, soulignant que Haïti aurait besoin d'une aide permanente de la communauté internationale pour lui permettre de se relever de la situation désastreuse des trois années précédentes. Le Président Aristide a invité le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe à se réunir à Haïti - invitation que nous avons acceptée avec grand plaisir - et cette réunion a eu lieu à Port-au-Prince au mois de janvier suivant, constituant une démonstration de solidarité avec le Président et le gouvernement qu'il venait de constituer et qui comportait des ministres du PANPRA et du KONAKOM.

Le SICLAC à Port-au-Prince

Invitée par nos deux partis membres à Haïti, notre réunion de Port-au-Prince a été une occasion mémorable. La session inaugurale du Comité de l'IS s'est déroulée devant un très important public local, dans la capitale, et Smarck Michel, Premier Ministre, ainsi que d'autres membres du gouvernement ont pris la parole. Plus tard, nous nous sommes réunis à nouveau au palais présidentiel, où le Président Aristide a fait un discours. Pierre Mauroy, Président de l'IS, et José Francisco Peña Gómez, Président du Comité, ont rendu hommage au Président et ont souligné que la communauté internationale "*avait une obligation morale d'apporter à ce pays la coopération économique nécessaire pour aider sa population, remettre en état son économie et restaurer ses institutions*". Au cours des discussions et dans la déclaration finale, le Comité a demandé à l'Internationale et à tous les partis membres de mener une campagne internationale pour que Haïti bénéficie d'une aide économique et d'une coopération.

Pendant la période difficile de reconstruction politique, institutionnelle et économique qui a suivi, l'Internationale est restée étroitement en contact avec ses amis haïtiens, en particulier avec PANPRA et KONAKOM, ainsi qu'avec le mouvement Lavalas fondé par le Président Aristide. Si les élections présidentielles et parlementaires qui se sont tenues l'an dernier n'ont pas été exemptes de problèmes, nous avons accueilli avec satisfaction le premier transfert pacifique de gouvernement et

nous maintenons notre engagement à appuyer le Président Préval et les autorités haïtiennes à mettre fin à la violence et à renforcer la stabilité politique et le système démocratique.

A sa réunion de Port-au-Prince, le SICLAC s'est également occupé des élections récentes dans la région et de la situation en Amérique centrale, notant le rôle important joué par les partis sociaux-démocrates dans la consolidation de la paix et de la démocratie.

La situation dans les Pays

Comme je l'ai noté au début de ce chapitre, l'alternance démocratique des gouvernements a, à notre grande satisfaction, tendu à devenir la norme dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, au cours de ces dernières années. Il y a eu des élections dans de nombreux pays. A la Jamaïque, notre parti membre, le Parti National du Peuple, est revenu au pouvoir. La coalition qui comprend des partis membres de l'IS a été réélue au Chili. José María Figueres et le Parti de Libération Nationale, notre parti membre, ont gagné les élections au Costa Rica. En Colombie, le Parti Libéral est resté au pouvoir. Des élections ont eu lieu au Salvador après la conclusion d'un accord de paix grâce à la médiation de l'ONU et, si le parti de droite au pouvoir est resté en place, la gauche a gagné de nombreux sièges au parlement national. En Argentine, la coalition Frepaso, dont fait partie notre parti membre, le Parti Socialiste Populaire, a obtenu un succès électoral considérable et l'Union Civique Radicale a récemment obtenu une victoire électorale à Buenos Aires. En Uruguay, notre parti membre, le Parti pour le Gouvernement du Peuple, détient la vice-présidence de la République. Au Panama, le Parti Révolutionnaire Démocratique est au gouvernement après la restauration intégrale de la démocratie dans ce pays. Enfin, nos partis membres ont gagné les élections à la Barbade et à Saint-Kitts-et-Nevis et ont formé des gouvernements.

Dans la majeure partie de la région, les partis qui sont maintenant dans l'opposition sont en mesure de jouer ce rôle conformément aux normes démocratiques acceptées au niveau international. Il y a cependant des sujets de préoccupation en ce qui concerne la conduite du gouvernement et la vie politique au Pérou, comme il y en a eu de temps à autre au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, et nous suivons la situation dans ces pays de très près.

Des élections ont eu lieu en mai et en juin de cette année en République dominicaine et, avec le souvenir des graves irrégularités du dernier scrutin, l'Internationale Socialiste et ses partis membres ont porté une attention particulière à celles-ci.

La République dominicaine: réunion de l'IS, élections

Lorsque le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe s'est réuni à Saint-Domingue en mars 1996, près de 50 membres de l'IS et autres partis de la région étaient représentés. Un certain nombre de partis européens de l'Internationale avaient également envoyé des représentants et nous avons aussi de nombreux invités de la République dominicaine. Le Parti Révolutionnaire Dominicain qui nous accueillait était au milieu de sa campagne électorale pour les élections prochaines. Le Leader du parti, José Francisco Peña Gómez, était le candidat à la présidence de l'Accord de Saint-Domingue qui unissait le PRD et un certain nombre d'autres partis d'opposition. Le Comité de l'IS a permis de réaffirmer l'appui au PRD et à des élections libres et équitables. Nous nous sommes également préoccupés de la situation actuelle dans de nombreux autres pays d'Amérique

latine et nous avons pris comme thème principal de nos discussions le thème suivant : "Une démocratie pour tous - la proposition démocratique socialiste : participation et égalité de chances".

Moins de deux mois plus tard, j'ai eu le privilège de conduire une délégation de quelque 60 représentants des partis membres de l'IS qui s'est rendue en République dominicaine en mai pour observer le premier tour des élections présidentielles, lequel se déroulait en vertu de la loi électorale nouvelle adoptée après les irrégularités constatées en 1994. Les observateurs de l'IS se sont rendus dans de nombreux bureaux de vote du pays et ils ont été très positivement impressionnés par la large participation électorale et les procédures régulières. Pour ce premier tour, Peña Gómez et le PRD étaient en tête.

En juin, un groupe aussi important de l'IS est retourné en République dominicaine pour observer le deuxième tour des élections. L'Accord de Saint-Domingue et son candidat ont subi une courte défaite, obtenant plus de 48 % des votes. Les observateurs de l'IS ont noté et déploré l'utilisation par le parti au pouvoir et ses alliés de l'appareil d'Etat pour leur donner un avantage électoral, ainsi que la campagne d'injures, notamment racistes, contre Peña Gómez. Ils ont félicité le PRD pour sa contribution, au cours de la campagne électorale, à l'instauration de la démocratie en République dominicaine.

Lors de sa dernière réunion à Saint-Domingue, notre Comité a fait une déclaration qui résumait la position régionale de l'Internationale. Il a réaffirmé notre engagement à travailler en Amérique latine et à la Caraïbe pour améliorer les méthodes et les structures démocratiques; pour des programmes politiques visant à lutter contre la pauvreté et à réduire les inégalités; pour des solutions économiques autres que le néolibéralisme; pour des principes éthiques élevés dans la vie publique; pour le rôle de l'Etat dans l'administration de la justice et la réglementation de l'activité économique; pour l'unité et la coopération des nations de la région, enfin, pour des stratégies visant à promouvoir un rôle actif et influent pour l'Amérique latine et la Caraïbe dans le monde d'aujourd'hui.

L'Internationale Socialiste constitue aujourd'hui une force très active et influente, favorisant la solidarité et les échanges entre les partis socialistes démocratiques de la région partageant ces priorités.

ECONOMIE, DEVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT

Un développement économique plus équitable et une coopération économique internationale pour le bien de tous ont longtemps été des objectifs majeurs de l'Internationale Socialiste. Dans les chapitres précédents, j'ai décrit en détail des activités concernant le monde entier et pour lesquelles ces questions constituaient un axe majeur.

Les problèmes posés par une grande pauvreté cotoyant une grande richesse n'ont jamais semblé poser de problème aux idéologues de la droite des années 80 et du débat des années 90, lorsqu'ils ont élaboré leurs stratégies d'économie de marché pour les pays en développement et, plus tard, pour les pays d'Europe centrale et orientale autrefois sous régime communiste. La richesse devait ruisseler d'une manière parfaitement naturelle des nantis vers les pauvres, les dépenses sociales ont été diminuées considérablement et les mesures d'austérité appliquées sans tenir compte des conséquences sociales et politiques.

Cette théorie s'est avérée fautive dans tous les pays, les uns après les autres, comme nous autres, les socialistes démocratiques, l'avions toujours prévu. Les positions économiques extrêmes de la droite néolibérale sont maintenant totalement discréditées et il a été amplement démontré que les gouvernements, agissant au nom de la société dans son ensemble, ont un rôle à jouer dans la protection des plus vulnérables. Les institutions financières internationales semblent avoir accepté finalement cette nécessité et ont commencé à modifier leurs politiques et les corps électoraux de nombreux pays ont rejeté les effets d'une économie de marché sans frein telle qu'elle était préconisée par la droite.

L'idéologie néolibérale possède encore cependant une influence qu'elle ne mérite pas dans nombre de processus de prise de décisions qui concernent l'économie mondiale. Notre Internationale, qui a déjà adopté et préconisé des politiques économiques de responsabilité collective tant au niveau national qu'au niveau international et qui n'a jamais considéré qu'une telle théorie serait incompatible avec la vitalité d'un marché, a un rôle vital à jouer pour modifier cet état de chose.

Pendant des années, l'Internationale Socialiste a disposé d'un Comité chargé de la politique économique. Il était présidé par Michael Manley, sous l'égide de qui le Comité a publié en 1980 le rapport intitulé "Défi mondial" sur les relations économiques Nord-Sud. Lorsque le Conseil de l'IS s'est réuni à Athènes peu après notre dernier congrès, nous avons mis en place un nouveau Comité de l'IS sur la Politique économique, le Développement et l'Environnement (SICEDE). Le Conseil a adopté à cette réunion une résolution complète sur le renforcement de la coopération économique régionale et mondiale, qui était axée sur une stratégie de croissance et d'emploi, préconisait des réformes en Europe centrale et orientale ainsi qu'une reprise du dialogue Nord-Sud, encourageait les politiques visant à protéger l'environnement et à promouvoir le développement durable et, enfin, appuyait une réforme et un renforcement des institutions internationales. Ces thèmes constituaient une partie du mandat du nouveau Comité de l'IS. Après le décès de John Smith, qui avait été élu Président du SICEDE en 1993, le Comité est maintenant présidé par le Vice-président de l'IS, António Guterres, Premier Ministre du Portugal.

Première réunion du SICEDE

En juillet 1993, le SICEDE s'est réuni pour la première fois à Londres. Des partis membres du monde entier étaient représentés à cette session inaugurale du nouveau Comité de l'IS. Nos discussions ont souligné l'échec des dogmes économiques de la droite ultralibérale et de la gauche autoritaire, l'augmentation du chômage dans les pays riches autant que dans les pays pauvres et l'absence de mesures décisives de la part des instances et institutions internationales. Des représentants d'Europe centrale et orientale ont évoqué les souffrances provoquées par l'application trop enthousiaste et doctrinaire des politiques de privatisation. Le problème lancinant de la dette, la nécessité d'avoir mieux accès au financement international pour parvenir à un développement durable et les effets sociaux terribles des politiques d'ajustement imposées par le FMI ont été soulignés par de nombreux participants latino-américains et africains. La nécessité de doter toute politique économique d'une dimension écologique a été le sujet d'une intervention remarquée de la Vice-Présidente du Comité, Birgitta Dahl, du Parti Social-Démocrate Suédois. John Smith a résumé le sentiment général en disant : *"en notre qualité de socialistes démocratiques, quelle que soit la dimension de la politique économique que nous sommes en train d'examiner et dans quelque région du monde que ce soit ... nous devons nous efforcer de maintenir les populations au coeur de notre propos"*.

Réunion du Conseil consacrée à l'Economie mondiale

Peu après la réunion de Londres, le Président du SICEDE a présenté un rapport sur des discussions que le Conseil de l'IS avait tenues sur ces questions lorsqu'il s'était réuni à Lisbonne en octobre 1993 et avait pris l'économie mondiale comme thème principal de ses travaux.

"L'Internationale Socialiste estime que la croissance, le plein emploi et le développement durable sont les principales priorités économiques des années 90", a déclaré le Conseil, notant avec une profonde préoccupation la faiblesse générale de l'économie mondiale et de la croissance et les progrès rapides du chômage dans les pays de l'OCDE ainsi que les effets négatifs de la déréglementation financière. Alors que des négociations étaient en cours dans le cadre des Négociations d'Uruguay du GATT, le Conseil de l'IS, soulignant que "l'appui pour un système commercial ouvert dépend d'un engagement égal pour un système commercial équitable", demandait déjà une clause sociale. Nous avons déploré la situation dans les pays les plus pauvres, due aux faibles prix des produits de base, à l'insuffisance des apports d'aide et aux problèmes permanents de la dette : "En plus de l'allègement de la dette bilatérale, les grands pays donateurs devraient accepter que la dette multilatérale des pays les plus pauvres d'Afrique à l'égard de la Banque mondiale et d'autres institutions du système des Nations unies soit également réduite et annulée" et a demandé également un appui international plus généreux pour la réforme économique en Europe centrale et orientale. Nous avons affirmé la conviction de l'IS que "la communauté internationale doit intégrer les problèmes d'environnement dans tous les aspects de la politique économique. Les engagements déjà pris par tous les gouvernements représentés au Sommet de la Terre à Rio doivent être respectés", et "les systèmes fiscaux doivent être utilisés pour encourager les investissements dans des technologies écophiles et utilisés pour pénaliser les pollueurs".

Réforme des institutions de Bretton Woods

Lorsque le SICEDE s'est réuni à nouveau, au Palais des nations à Genève, en février 1994, le thème essentiel de son ordre du jour était la réforme du système financier international. Notre réunion s'est transformée en un séminaire avec des groupes de discussion sur trois sujets : le système de Bretton Woods - possibilités de réforme; le FMI et la Banque mondiale - ordre du jour pour le changement; enfin, la globalisation des marchés financiers - un défi nouveau de réglementation et de réforme. Ont participé à ces réunions des représentants de la Banque mondiale et du FMI, d'un certain nombre de commissions économiques régionales de l'ONU, de la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de la Commission sur la conduite des affaires mondiales. Ont également participé à nos travaux des représentants de la Confédération internationale des syndicats libres et de l'Organisation internationale du Travail. Le Comité a estimé que, pour mieux servir les priorités économiques définies par notre Internationale, les institutions financières devaient être plus efficaces, plus transparentes et plus démocratiques. Ce résultat pourrait être obtenu en les rapprochant du système des Nations unies où les décisions sont prises sur la base de l'égalité des voix pour toutes les nations.

Priorités régionales

Se réunissant pour la première fois en Asie, le Conseil de l'IS a, à sa réunion de Tokyo en mai 1994, rappelé que l'on avait trop souvent tendance à attribuer le dynamisme économique de l'Asie à un moindre respect des droits démocratiques et sociaux. Cette explication a toujours été un peu

simpliste, a noté notre Conseil, et un nombre croissant de gouvernements asiatiques (à quelques exceptions notables près) tendaient aujourd'hui à partager la conviction de l'IS que la démocratie est une dimension essentielle du développement économique. Emmené par ses membres asiatiques, le Conseil a demandé une coopération pour résoudre le problème des inégalités sociales et économiques extrêmes dans de nombreux pays asiatiques et pour protéger l'environnement. Il a également demandé que les pays les plus avancés aident les nations pauvres à parvenir à un développement durable. Le Conseil s'est félicité du renforcement de la coopération régionale par le biais de la Conférence de coopération économique de l'Asie et du Pacifique (APEC) et de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANASE).

Lorsque notre Conseil s'est réuni à Budapest en décembre 1994, le thème du développement d'une économie efficace en Europe centrale et orientale était étroitement lié dans nos débats avec celui du renforcement de la démocratie et celui de la promotion de la justice sociale. *"Il n'est pas possible de parvenir à un développement équilibré si l'on considère que l'efficacité et la compétitivité sont opposées à la solidarité et aux droits sociaux fondamentaux"*, a affirmé le Conseil. Nous avons souligné, comme toujours, que le marché à lui seul ne peut résoudre les problèmes et les conflits. Au contraire, une économie de marché sociale oblige l'Etat à jouer un rôle en équilibrant modernité et solidarité, efficacité et équité. Nous avons également souligné le rôle de l'aide internationale en tant qu'amorce pour les ressources de l'Etat et l'investissement privé.

Lorsqu'il s'est réuni au Cap en 1995, le Conseil de l'IS a énuméré les conditions nécessaires pour le développement économique et social de l'Afrique : croissance économique, échanges commerciaux dans une économie mondiale ouverte, réduction de la dette, mesures efficaces pour lutter contre la pauvreté, renforcement du secteur agricole et respect de l'environnement, compatibilité des programmes de développement structurel avec les politiques de développement, les investissements en matière de ressources humaines et - essentiellement - la coopération internationale.

En Amérique latine également, comme je l'ai signalé dans un chapitre précédent, l'Internationale Socialiste plaide ardemment pour, d'une part, que des mesures internationales soient prises pour réduire le fardeau de la dette et, d'autre part, pour que soit donnée priorité, au niveau national, aux politiques visant à lutter contre la pauvreté et la marginalisation. Dans le contexte de l'Amérique latine, comme en fait dans toutes nos délibérations ces dernières années, nous avons souligné les avantages potentiels de l'intégration économique, aux niveaux régional et mondial, dans la mesure où ce processus est soumis à une certaine réglementation politique l'obligeant à tenir compte de diverses réalités nationales et régionales et de la nécessité d'améliorer la situation sociale et la situation concernant l'environnement.

Considérant l'Union européenne comme l'expérience actuellement la plus avancée d'intégration régionale, le Conseil de l'IS a pris comme thème de ses discussions, lorsqu'il s'est réuni à Bruxelles à la fin de l'année dernière, le renforcement de l'interdépendance mondiale et a demandé à l'Union européenne, où les partis membres de l'IS constituent une force politique majeure, qu'ils utilisent leurs forces et leur cohésion pour promouvoir la construction d'un ordre économique mondial plus juste.

L'Opinion de l'IS

En avril 1996, le Comité de l'IS pour la politique économique, le développement et l'environnement s'est réuni à Sintra, près de Lisbonne, sur invitation de son nouveau Président, le Premier Ministre

portugais, António Guterres. Celui-ci a présenté au Comité un document soulignant les priorités politiques et économiques partagées par les socialistes démocratiques dans le monde entier : développement, élévation des niveaux de vie et lutte contre le chômage. Les débats ont porté surtout sur les stratégies socialistes pour l'emploi, la coopération régionale dans les économies mondiales, la dimension sociale du GATT, l'assistance au développement, les politiques en matière d'environnement et la réforme des institutions financières internationales. Des personnalités marquantes de nombreux partis membres de l'IS ont pris part à cette réunion. Outre le Premier Ministre, les Ministres portugais de l'emploi, de l'économie et de l'environnement et le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération ont également pris la parole.

Le Comité s'est réuni deux nouvelles fois au cours des mois suivants pour reprendre ses discussions. Les thèmes principaux qui sont ressortis de ces échanges sont : le partage des priorités et les directives en matière de politique et, surtout, la responsabilité collective. Ces questions forment la base d'un document sur la politique économique que le Comité est en train d'élaborer pour le prochain Congrès de l'IS dont le thème principal est "L'économie mondiale : une responsabilité de tous". Aucune question n'est plus importante que celle de la globalisation économique qui change toutes nos vies. L'Internationale rassemble la compétence et l'expérience de responsables politiques et d'experts économiques de toutes les régions. Il ne fait pas de doute que ce thème continuera à être prioritaire après notre Congrès.

LES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE

A l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 1992, l'Internationale Socialiste a fait une déclaration : *"Dans le monde entier, des gens de plus en plus nombreux exigent le respect des droits fondamentaux de la personne et des libertés fondamentales, qui ne peuvent rester le privilège d'un petit groupe de sociétés fortement développées. Il y a encore des violations des droits de la personne et des libertés fondamentales dans de nombreuses régions du monde. L'écroulement du communisme et la chute des dictatures et des tyrannies ont cependant considérablement augmenté les chances de mettre en place un système mondial pour la promotion et la protection des droits de la personne"*.

Depuis sa fondation il y a dix ans, le Comité de l'IS sur les Droits de la personne humaine (SICOHR), présidé par Peter Jankowitsch du Parti Social-Démocrate d'Autriche, a rassemblé des experts de nos partis membres pour qu'ils élaborent des plates-formes politiques dans ce domaine, tout en s'occupant aussi de temps à autre d'autres questions urgentes.

Il y a malheureusement de nombreux pays où la situation des droits de la personne a été une cause de préoccupation profonde au cours des quatre dernières années, et l'Internationale, son Conseil et les comités régionaux se sont activement employés à les souligner et à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour qu'un changement intervienne. J'ai abordé cette question de nombreuses fois dans les chapitres précédents. Nous avons été préoccupés par les événements qui se sont produits à Haïti, en Birmanie, au Rwanda et au Burundi, au Nigéria ainsi que dans plusieurs autres pays africains, dans les régions kurdes, en Azerbaïdjan et dans d'autres républiques de l'ex-Union soviétique, de temps à autre au Salvador, bien que la situation s'y soit beaucoup améliorée, et au Guatemala, ainsi que, ces derniers temps, en Albanie. Cette triste situation existe dans tous les continents.

L'Internationale est prête à agir pour défendre les droits de la personne chaque fois que cela est nécessaire et à quelque endroit que ce soit et elle s'engage totalement dans cette action. Une organisation comme la nôtre a cependant une tâche plus large, qui consiste à promouvoir des

systèmes nationaux et internationaux effectifs pour assurer et protéger les droits de la personne humaine et les libertés fondamentales dans le monde entier.

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme

Pendant une grande partie de 1993, notre attention a porté sur la Conférence mondiale des Nations unies sur les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne en juin de cette année. Le Président de notre Comité sur les Droits de la personne humaine et moi-même avons assisté aux réunions préparatoires de la Conférence et avons fait rapport au Comité de l'IS lorsqu'il s'est réuni à Vienne en mai 1993. Les membres se sont mis d'accord sur l'importance de la participation de l'IS à cette manifestation et sur la nécessité d'informer le public le plus large possible de la conception très élaborée de l'IS concernant les questions des droits de la personne. Nous avons envoyé une délégation à la Conférence mondiale. Un mémorandum fondé sur les plates-formes concernant les droits de la personne adoptées par des Congrès récents de l'IS a été élaboré par notre Comité et distribué à la Conférence. Ce document soulignait l'importance de la question de la condition et du droit des femmes, du droit des enfants et du droit des minorités, ainsi que des questions économiques et sociales (le droit au développement) et la démocratie (le droit à participer) ainsi que la nécessité de renforcer le mécanisme des Nations unies afin qu'il soit possible non seulement d'établir des normes, mais de veiller à ce que celles-ci soient appliquées.

Pendant la Conférence de l'ONU, nous avons aussi organisé à Vienne une table ronde en association avec l'Internationale Libérale et l'Internationale Chrétienne-Démocrate. C'est Heinz Fischer, Président du Parlement autrichien, qui a été l'hôte de cette table ronde à laquelle a également assisté le Secrétaire général de la Conférence mondiale, Ibrahima Fall. Les trois Internationales politiques ont ensuite fait une déclaration commune à la Conférence. En tant qu'organisations internationales de partis politiques démocratiques et malgré des différences d'orientation idéologique, nous avons souligné notre engagement commun aux droits de la personne et aux libertés fondamentales ainsi qu'au processus démocratique en tant que garant de ces droits et de ces libertés.

Les droits de la femme sont ceux de la personne humaine

L'acceptation des droits de la femme en tant que droits de la personne humaine était en tête de l'ordre du jour du Comité sur les Droits de la personne humaine lorsqu'il a tenu sa réunion suivante, à Paris, en février 1994. Le Comité a appelé l'attention sur de nombreuses violations précises des droits de la femme et sur la nécessité d'assurer le droit des femmes à recevoir une éducation, à décider de leur propre fertilité, à être protégées des mutilations sexuelles, du viol et d'autres violences ainsi que de l'exploitation par la prostitution et la pornographie, à posséder des biens et à occuper des emplois sur un pied d'égalité avec les hommes, ainsi que la nécessité d'assurer la pleine participation des femmes à la vie politique et au gouvernement en tant que meilleur moyen de les protéger contre ces violations. Une résolution sur cette question a été adoptée par le Comité et faite sienne par le Conseil de l'IS à sa réunion suivante à Tokyo. Dans notre résolution, nous demandions également à la Commission des droits de l'homme de l'ONU de désigner un rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, conformément à la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. La désignation de ce rapporteur a été faite par la suite.

Suite donnée à la Conférence mondiale

Lors de sa réunion de Paris, le Comité sur les droits de la personne humaine a également observé les mesures prises pour donner suite à la Conférence mondiale et s'est particulièrement félicité de la désignation du nouveau Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, en tant que conséquence directe de la Conférence, et des vœux exprimés entre autres par l'Internationale Socialiste.

Lorsque le Comité a tenu sa réunion suivante, à Genève, en novembre 1994, nous avons accueilli le Haut Commissaire, José Ayala Lasso, en qualité d'invité spécial. Il a décrit son travail et insisté particulièrement sur la situation au Rwanda et au Burundi et s'est félicité de la priorité donnée par notre Internationale aux questions des droits de la personne et il a exprimé son espoir en un dialogue et une coopération sans réserve - sentiment partagé par le Comité de l'IS.

Racisme, intolérance et xénophobie

Lors de la réunion du Comité à Genève, nous avons examiné également le thème suivant : "Une stratégie socialiste contre le racisme, l'intolérance et la xénophobie". Nous avons axé nos travaux sur quelques causes bien connues de ces tendances dans les sociétés modernes : chômage, pauvreté, affaiblissement des institutions démocratiques et disparition de l'ennemi traditionnel (guerre froide), ce qui amène à désigner comme boucs émissaires les étrangers et d'autres groupes distincts. A l'instigation du Comité, le Conseil de l'IS a, à sa réunion suivante à Budapest en décembre 1994, adopté une résolution dans laquelle il soulignait la poursuite des violations graves des droits de la personne et des libertés fondamentales dans de nombreuses régions du monde et la nécessité que la protection et la promotion de ces droits deviennent partie intégrante des stratégies visant à prévenir et à résoudre les conflits. Il a également souligné la nécessité de renforcer les instruments juridiques internationaux pour la défense des droits de la personne et pour une stratégie vigoureuse en vue de combattre le racisme, la xénophobie et l'intolérance dans le monde entier.

Conférence sur les droits de la personne et la démocratie

Poursuivant notre coopération avec d'autres Internationales politiques dans le domaine des droits de la personne, l'Internationale Socialiste, en collaboration avec l'Internationale Libérale et l'Union Internationale Démocrate, a pris part, en avril 1995, à une conférence qui s'est tenue à Ottawa sur le thème "Droits de la personne et démocratie : un ordre du jour international". Nous étions invités par le Centre international pour les droits de la personne et de la démocratie du Canada, dont le Président est un ancien Vice-président de l'IS, Ed Broadbent. Des partis politiques canadiens et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales ont aussi participé à cette conférence. La délégation de l'IS était forte de 12 membres, dont Peter Jankowitsch et moi-même, ainsi que d'hommes et de femmes de partis membres de l'IS dans le monde entier et spécialistes des questions des droits de l'homme. Les principaux thèmes de la Conférence étaient la promotion des droits de la personne dans les pays démocratiques et non démocratiques, les élections libres et équitables, le rôle de l'Organisation des Nations unies et le lien entre la démocratie, les droits de la personne et le développement. Les trois Internationales politiques ont adopté une déclaration commune affirmant notre engagement commun à la démocratie, à la nature universelle et indivisible des droits de la personne et au lien vital entre la démocratie, le développement et les droits.

Abolition de la peine de mort

Le Comité de l'IS sur les droits de la personne humaine avait comme thème lors de sa réunion de décembre 1995 à Bruxelles, juste avant la réunion du Conseil de l'IS : "Abolition de la peine de mort - une tâche non terminée". Le Conseil a adopté une résolution présentée par notre Comité, qui confirmait "*le droit à la vie en tant que droit élémentaire de la personne humaine dont aucun être ne peut être privé*". Nous avons demandé à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de prendre des mesures pour abolir la peine de mort et ratifier les accords régionaux et internationaux prévoyant cette abolition et avons demandé instamment à l'Organisation des Nations unies et aux organismes s'occupant des droits de l'homme de terminer leurs travaux concernant les instruments internationaux visant à une abolition universelle de la peine de mort. L'urgence de ces mesures a été soulignée par l'exécution au Nigéria, peu avant notre réunion, de Ken Saro-Wiwa et d'autres activistes des droits des minorités.

Un programme des droits de la personne humaine pour le xxie siècle

Tenant compte des débats sur cette question au cours des dernières années, le Comité de l'IS a commencé à sa réunion de Bruxelles l'examen d'un "Programme des droits de la personne humaine pour le XXIe siècle", qui doit être présenté au congrès de l'IS pour adoption.

Cet ordre du jour mettra l'accent sur la promotion des instruments juridiques essentiels au niveau national et international pour protéger et défendre les droits de la personne. Il abordera nécessairement tous les domaines de la prise de décisions politiques. Notre croyance en des droits de la personne universels constitue la pierre angulaire de l'engagement de l'Internationale Socialiste dans le domaine de la paix, de l'égalité, de la démocratie et du développement. Elle est au centre de toutes nos activités et elle y restera.

PAIX, SECURITE ET DESARMEMENT

Dans les années qui ont suivi la fin de la guerre froide, nos efforts en faveur de la paix ont changé de nature, mais pas d'intensité. "*La fin de la guerre froide permettait de croire en la mise en place d'un ordre mondial stable, juste et sûr, conforme aux principes de la Charte des Nations unies et du droit international*", déclarions-nous dans la résolution du dernier Congrès de l'IS en 1992, "*Mais - ajoutons-nous - si l'époque dans laquelle nous sommes est riche de promesse et d'ouvertures, elle est aussi lourde d'instabilité et d'insécurité. Le déclin économique, la tension sociale, le nationalisme agressif, l'intolérance, la xénophobie et les conflits ethniques menacent la stabilité et la paix*". Cette analyse s'est révélée juste.

Le Conseil et les conflits régionaux

Lorsque notre Conseil a tenu sa réunion à Athènes en février 1993 autour du thème "Paix, démocratie et coopération économique", notre attention a porté en priorité sur un certain nombre de conflits régionaux. Thorvald Stoltenberg a fait un rapport au Conseil sur l'ex-Yougoslavie, Hans-Jürgen Wischnewski, Président de notre Comité Moyen-Orient, a parlé du processus de paix

dans cette région et le Vice-président de l'IS, António Guterres, a fait un rapport sur une mission de l'IS en Somalie, juste après la guerre civile et l'intervention internationale. Nous avons également examiné la consolidation de la paix et de la démocratie en Amérique centrale et nous sommes préoccupés de la situation en Algérie, en Angola et au Mozambique. Les possibilités de conciliation et de dialogue et le rôle de la communauté internationale dans la solution des conflits ont été soulignés.

Compte tenu de ces priorités et de l'évolution de la situation internationale, notre Conseil a décidé à Athènes de changer le nom et le mandat de ce qui était jusqu'ici le Conseil Consultatif de l'IS sur le Désarmement (SIDAC). Cet organe ancien et important de l'Internationale s'occuperait désormais de la solution des conflits et de la sécurité régionale ainsi que du désarmement mondial et prendrait donc le nom de Conseil de l'IS pour la Paix, la Sécurité et le Désarmement (SIPSAD).

Première réunion du SIPSAD

Toujours sous la présidence de Kalevi Sorsa du Parti Social-Démocrate Finlandais, le SIPSAD s'est réuni pour la première fois à Londres en avril 1993 et 14 partis membres et organisations de l'IS y étaient représentés. Nous avons examiné les questions des transferts d'armes, des armes chimiques, des interventions humanitaires et de la non-prolifération nucléaire. Nous étions saisis de plusieurs documents d'information sur ces questions qui seraient au centre de nos préoccupations par la suite.

Nous avons également examiné un certain nombre de questions urgentes précises. Nous nous réunissions peu de temps avant les élections au Cambodge contrôlées par l'ONU et nous avons fait une déclaration dans laquelle nous demandions à tous les partis de respecter et d'appliquer l'accord de paix. Nous avons envoyé un message au Président Clinton, le félicitant pour son appui au désarmement nucléaire et le priant de prolonger le moratoire des Etats-Unis sur les essais nucléaires. Nous avons également envoyé des messages aux gouvernements de la République de Corée et de la République démocratique populaire de Corée, pour exprimer notre profonde préoccupation devant la décision de ce dernier pays de se retirer du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'au Gouvernement ukrainien, notant avec inquiétude les stocks d'armes nucléaires existant dans ce pays et soulignant la volonté de l'Internationale de procéder à des échanges utiles avec le gouvernement et le parlement de ce pays sur la dénucléarisation et les autres questions intéressant la paix et la sécurité internationales.

Il a été décidé de créer un groupe de travail des membres du SIPSAD sur la réforme de l'Organisation des Nations unies pour les questions relatives à la paix et à la sécurité; ce groupe de travail devait être présidé par Lasse Budtz, du Parti Social-Démocrate de Danemark.

Groupe de travail sur la réforme de l'ONU

L'Internationale Socialiste et ses partis membres attachent une très grande importance au rôle de l'Organisation des Nations unies dans l'établissement de la paix, au moyen d'une action et d'une médiation internationales ainsi que par le développement démocratique, économique et social, lequel est une condition essentielle à une paix durable. Le groupe de travail créé par le SIPSAD pour examiner la réforme de l'ONU dans ces domaines vitaux s'est réuni à Genève en septembre 1993 et à Londres un mois plus tard et, en janvier 1994, je l'ai accompagné à New York et à Washington, où nous avons rencontré des fonctionnaires de l'ONU et des ambassadeurs représentant les divers

groupes régionaux auprès de l'ONU. Nous avons également rencontré des représentants de partis politiques et d'organisations non gouvernementales s'occupant de la paix, de la sécurité et des relations internationales. Après ces nombreux contacts avec des personnes participant aux activités de l'ONU dans le domaine de la paix et de la sécurité et après avoir eu des discussions détaillées et examiné nombre de documents, le groupe a fait rapport au SIPSAD et au Conseil de l'IS, à sa réunion suivante à Tokyo.

Le SIPSAD à Helsinki

Sur invitation de notre Président et du Parti Social-Démocrate Finlandais, le SIPSAD s'est réuni à Helsinki en mars 1994. Le Leader de notre parti membre finlandais, Paavo Lipponen, qui est depuis devenu Premier Ministre, a participé à cette réunion avec plusieurs membres éminents du Ministère finlandais des affaires étrangères. En plus du rapport de notre groupe de travail sur la réforme de l'ONU, les principaux points de l'ordre du jour étaient les perspectives d'un régime de non-prolifération nucléaire et de sécurité en Europe du Nord et en Europe de l'Est. La prolongation indéfinie du Traité de non-prolifération nucléaire après 1995 était une priorité. Il fut convenu que le maintien de la sécurité en Europe du Nord et en Europe de l'Est dépendait aussi bien de l'établissement de structures nouvelles que de définitions nouvelles de la sécurité. Le retrait complet des troupes russes et du matériel militaire des républiques Baltes serait un facteur important et l'entrée de pays nordiques dans l'Union européenne a été saluée comme un facteur de stabilité.

Le SIPSAD et le Conseil de l'IS à Tokyo

Le Conseil de l'IS a choisi la paix et la sécurité comme l'un de ses thèmes principaux de sa réunion à Tokyo en mai 1994. Le SIPSAD s'est réuni la veille de la session du Conseil pour préparer cette discussion qui a été ouverte par Kalevi Sorsa. Nous avons axé nos débats sur les questions de sécurité intéressant l'Asie et le Pacifique ainsi que sur des questions d'ordre mondial. Le Conseil s'est félicité de l'environnement nouveau concernant la sécurité régionale en Asie, avec la fin de la polarisation entre la Russie et la Chine et la solution de conflits dans le Sud-Est asiatique, mais a exprimé sa profonde préoccupation devant l'augmentation des dépenses militaires de certains pays et l'intensification de la tension dans la péninsule Coréenne. L'importance du renforcement de la coopération régionale et l'interdépendance de la sécurité et des facteurs économiques ont été soulignées.

La réforme de l'ONU pour les questions concernant la paix et la sécurité a fait l'objet d'une autre résolution, après un rapport du groupe de travail sur cette réforme présenté au Conseil par Lasse Budtz, Président du groupe. (Je reviendrai plus en détail sur cette question dans le chapitre sur l'IS et l'Organisation des Nations unies.)

Passant à la question des armes nucléaires, le Conseil de l'IS, tout en soulignant les évolutions positives - les accords Start I et II, le démantèlement de nombreuses armes nucléaires et les négociations sur le Traité d'interdiction complète des armes nucléaires - ont souligné les risques constants de prolifération nucléaire. Nous avons demandé un arrêt permanent des essais nucléaires, la prolongation du Traité de non-prolifération nucléaire jusqu'à la conclusion d'un accord plus complet, une législation efficace pour contrôler les exportations des Etats nucléaires de l'ex-Union soviétique et la tenue par l'ONU d'un registre de tous les stocks de matériel nucléaire.

Essais nucléaires

Lors du Conseil de l'IS qui s'est tenu au Cap en juillet 1995, nous avons déploré la décision du nouveau Gouvernement conservateur français de reprendre les essais nucléaires à l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique Sud. A mesure que la date prévue pour les essais approchait, la communauté internationale et, notamment, l'Internationale Socialiste se montraient de plus en plus préoccupées. Dans le monde entier et dans nombre d'instances internationales, les social-démocrates, en particulier ceux de la région Asie-Pacifique, ont lancé des protestations. Le Président de l'IS, Pierre Mauroy, ancien Premier Ministre de la France, a condamné la décision du Président Chirac comme étant "*contre l'esprit du temps et, en aucune manière, justifiée par des impératifs de sécurité*". La même opinion a été exprimée par les responsables des partis de l'IS dans l'Asie et le Pacifique, lors d'une réunion extraordinaire du Comité de l'IS Asie-Pacifique réuni à Sidney en septembre, juste avant le début prévu des essais. Comme je l'ai montré dans la section du présent rapport consacrée à l'Asie et au Pacifique, bien que les tests aient eu lieu, la vague de protestation dans le monde entier - la plus forte de ce genre dans les années 90, dans laquelle l'IS et les partis membres ont joué un rôle majeur - a sans aucun doute contribué à leur arrêt prématuré.

Se réunissant à Bruxelles en décembre 1995, le Conseil de l'IS est revenu sur la question des essais nucléaires, demandant en termes vigoureux une fin de tous les essais et la conclusion rapide de négociations en vue d'un traité d'arrêt complet des essais nucléaires.

Désarmement nucléaire, mines terrestres

Egalement à sa réunion de Bruxelles, notre Conseil a examiné les événements récents concernant le désarmement nucléaire et a réaffirmé l'engagement de l'Internationale à "*renforcer la paix et la sécurité internationales par un désarmement général et complet, sous un contrôle international strict et efficace*". Nous attendions avec impatience la ratification par la Russie et les Etats-Unis du Traité de 1993 sur la réduction et la limitation des armes offensives stratégiques. Nous nous sommes félicités de l'extension indéfinie du Traité TNP tout en espérant que les Etats dotés d'armes nucléaires s'emploieraient à une réduction systématique et progressive de ces armes en vue d'une élimination totale. La mise en place de la Commission de Canberra pour étudier les mesures pratiques en vue d'un désarmement nucléaire complet a également été accueillie avec satisfaction.

Le SIPSAD a tenu sa dernière réunion en date à Helsinki en juin 1996, pendant les négociations à Genève sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous avons adressé une lettre à toutes les délégations de la Conférence de Genève sur le désarmement en demandant une rapide conclusion de ce traité.

Nous nous sommes également intéressés aux formes nouvelles de coopération pour la sécurité, à la non-prolifération des armes nucléaires et au contrôle du commerce des armes. Une question qui nous préoccupe depuis longtemps et au sujet de laquelle nous avons été très actifs est celle de la recherche d'une interdiction internationale des mines terrestres. Le Conseil de l'IS a déclaré à sa réunion de 1995 au Cap : "*Les mines terrestres sont une arme horrible et indiscriminée; elles ne visent personne en particulier; elles peuvent être déclenchées par des adultes, des enfants ou des animaux; elles ne reconnaissent pas de cessez-le-feu et peuvent continuer à mutiler et à tuer des dizaines d'années après la fin des hostilités; les personnes les plus menacées par ces mines terrestres sont les populations rurales pauvres*", et a demandé une interdiction internationale de l'utilisation, de la production, du stockage, de la vente, du transfert ou de l'exportation des mines antipersonnel.

Action en vue de résoudre des conflits nationaux et régionaux

Lors de la dernière réunion du Conseil, à Bruxelles, en décembre 1995, notre ordre du jour contenait aussi bien des questions comme le désarmement nucléaire et l'appui vigoureux au processus de paix dans l'ex-Yougoslavie, et cette démarche double est caractéristique de l'action pour la paix, la sécurité et le désarmement, menée actuellement par l'Internationale.

Alors qu'elle intervient en permanence dans les débats internationaux sur le désarmement mondial, l'Internationale Socialiste s'efforce également de favoriser le dialogue et la réconciliation dans de nombreux conflits nationaux et régionaux. Dans les premiers chapitres du présent rapport, j'ai parlé en détail de notre oeuvre pour la paix au Moyen-Orient et dans l'ex-Yougoslavie et de notre engagement en vue d'une solution négociée des conflits en Amérique centrale, en Angola et au Mozambique, en Somalie, au Rwanda et au Burundi ainsi qu'en Irlande du Nord.

Nous avons toutes ces situations urgentes à l'esprit lorsque le SIPSAD s'est réuni en juin à Helsinki pour préparer sa contribution au Congrès de l'IS. Le Congrès adoptera une déclaration sur la paix, qui sera axée sur la solution des conflits et la sécurité dans chaque région ainsi que sur l'action des Nations unies et la coopération mondiale pour la paix, le désarmement nucléaire et conventionnel et le contrôle du commerce des armes. Le XXe Congrès de l'IS et sa Déclaration sur la paix guideront nos activités dans ce domaine pendant les années à venir.

ELUS LOCAUX ET REGIONAUX

L'importance des élus locaux, en particulier dans les zones urbaines, pour le développement du socialisme démocratique donne à ce thème une importance particulière pour l'Internationale Socialiste. Sur l'initiative de notre Président Pierre Mauroy, qui est aussi maire de la ville française de Lille, cette préoccupation a amené l'Internationale Socialiste à tenir une grande conférence sur ce sujet et à créer un nouveau Comité des Elus locaux et régionaux. *"Ce n'est pas seulement dans les villes que les grandes questions de notre temps font l'objet de débat, c'est aussi là que les solutions sont trouvées. C'est la raison pour laquelle les socialistes doivent relever les défis de la vie urbaine et c'est ce qu'ils s'appliquent à faire"*, a dit notre Président. Une série de réunions a eu lieu en 1994 avec un certain nombre de maires élus et de leurs conseillers spécialisés. C'est dans ce contexte que l'Internationale Socialiste a organisé une conférence de maires.

Conférence de l'IS: Le Socialisme à visage urbain

En janvier 1995, environ 250 maires et autres membres élus des conseils municipaux se sont réunis à Bologne pour une conférence de l'IS sur "Le socialisme à visage urbain". Cette réunion était accueillie par le Parti Démocratique de la Gauche d'Italie. Les participants venaient de tous les continents : la plupart étaient représentants de partis membres de l'IS, mais d'autres avaient été invités. Il y avait les maires de grandes villes, comme Rome, Oslo, Lisbonne, Katmandou, Dakar et Maputo, et de villes plus petites, dans les pays riches ou les pays pauvres, avec des types de mandat très divers, mais unis dans leur désir de donner à la vie municipale et au conseil municipal les valeurs de la communauté et de la justice sociale.

Nous avons accueilli avec une chaleur particulière les élus municipaux venant de villes connaissant des situations difficiles. Sead Avdic, du Parti Social-Démocrate de Bosnie, maire adjoint de Tuzla, et

Hans Koschnik, du Parti Social-Démocrate d'Allemagne, qui était alors l'Administrateur de l'Union européenne à Mostar. Il y avait également parmi nous le maire de la nouvelle ville autonome de Gaza, Aown Shawa.

La conférence s'est divisée en trois groupes de travail. Le premier, chargé du thème "Une citoyenneté active : la démocratie locale respectée", a examiné la réalité de la démocratie au niveau de la ville, la décentralisation des prises de décision, la participation des communautés locales et l'utilisation effective des médias. Un deuxième groupe de travail avait comme thème "Une meilleure qualité de la vie : assurer le développement social" et a examiné les moyens de rendre nos villes plus sûres, de créer des emplois et d'améliorer l'éducation; il a également étudié les questions des communautés d'immigrants et de l'intégration. Le dernier groupe avait comme thème "Une fenêtre sur le monde : promouvoir la coopération internationale". Ce groupe a axé ses travaux sur le rôle de la ville dans les relations internationales et les nombreuses initiatives pratiques pour la coopération et la solidarité entre les villes et les cités.

Les participants à ces deux jours de débat ont parlé du processus très rapide d'urbanisation qui se produit dans presque tous les pays. Ils ont parlé des défis communs que doivent relever les élus locaux et régionaux de tous les pays, de l'absence éternelle de ressources pour l'administration locale, de la nécessité de construire davantage de logements et d'améliorer la formation professionnelle, de gérer efficacement les institutions et les services pour faire face à la pauvreté, à la marginalisation et à la dégradation de l'environnement. La cité a été décrite comme un lieu où des formes plus directes et plus adéquates de participation démocratique pouvaient prendre forme et où des gens de cultures et de convictions différentes pouvaient apprendre à vivre ensemble - une recette précieuse qui doit être partagée entre les cités et entre les pays.

La dimension et le succès de cette manifestation ont montré qu'il y avait, au sein de notre Internationale, un grand désir de mettre en commun les stratégies sociales-démocrates au niveau de la démocratie locale. La conférence a adopté une déclaration énonçant la position démocrate socialiste sur de nombreuses questions importantes examinées et a proposé que l'Internationale Socialiste tienne des conférences semblables à quelques années d'intervalle et crée un nouveau Comité des Elus locaux et régionaux de l'IS.

Comité des élus locaux et régionaux de l'IS

Un rapport sur la conférence de Bologne a été présenté au Conseil de l'IS lors de sa réunion du Cap en juillet 1995. Le Conseil a fait sienne la proposition visant à créer un Comité des Elus locaux et régionaux de l'IS et a désigné le Vice-président de l'IS, Philippe Busquin, Leader du Parti Socialiste (PS) de Belgique, comme Président de ce Comité.

Celui-ci a tenu sa première réunion, à laquelle ont participé de nombreuses personnes, en juin 1996, à Istanbul où se tenait le Sommet de la ville, la conférence Habitat II de l'Organisation des Nations unies. Habitat II a rassemblé des responsables politiques nationaux et locaux de tous les continents pour réfléchir sur les établissements humains dans le monde d'aujourd'hui et sur le fait que, en l'an 2000, la majorité de la population mondiale vivra dans des villes et des cités. Cette conférence était une manifestation internationale très importante, motivée par les mêmes préoccupations qui ont amené l'Internationale Socialiste à tenir sa propre conférence l'année dernière et à structurer ses activités dans ce domaine important.

Le Comité de l'IS était accueilli par le Parti Républicain du Peuple (CHP) de Turquie. La plupart des participants étaient des maires ou d'autres représentants des partis de l'IS qui prenaient part, dans leurs diverses capacités, aux délibérations de l'ONU. Ils ont eu la possibilité d'échanger des vues sur les progrès accomplis par la conférence et sur le meilleur moyen de faire passer le message de l'Internationale Socialiste. Pendant sa réunion à Istanbul, le Comité de l'IS a également examiné la question de l'Assemblée mondiale des villes et des élus locaux et régionaux, qui s'est tenue immédiatement avant la conférence de l'ONU et a établi des priorités pour ses travaux futurs et pour la dimension nouvelle qu'elle s'efforcera de présenter au Congrès de l'IS.

La contribution du Comité sera la bienvenue. Ce domaine d'activité de l'Internationale Socialiste prend de l'importance et il témoigne du dynamisme et du caractère d'urgence de la démocratie locale et des étroits rapports qu'il a avec les problèmes urgents de notre société. Il est en train de devenir un aspect important de notre activité.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

En octobre 1995, New York a vu le plus grand rassemblement jamais organisé de personnalités mondiales venues pour célébrer le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations unies. Ces personnalités ont réaffirmé les principes et les buts de la Charte des Nations unies et se sont engagées à léguer au XXI^e siècle une Organisation équipée, financée et structurée de façon à servir efficacement les peuples au nom desquels elle a été créée. L'Internationale Socialiste a toujours été un ardent défenseur de l'ONU et elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour que l'engagement pris à New York soit honoré.

Promotion pour l'IS

A l'approche du cinquantième anniversaire et conformément à l'engagement de l'Internationale Socialiste d'oeuvrer pour un renforcement de l'Organisation des Nations unies, notamment dans ses activités pour la paix, le développement et la coopération internationale, j'ai présenté en 1994 une demande de promotion du statut consultatif de l'IS, appuyée sur un dossier complet de nos activités intéressant les buts de l'Organisation. Notre demande a été examinée par le Comité pertinent de l'ONU en juin 1995, à New York, où j'ai pris la parole pour défendre notre demande. Celle-ci a été approuvée à l'unanimité. Depuis 1973, l'Internationale Socialiste bénéficiait du statut de la catégorie II et elle est maintenant passée à la catégorie I.

Conférences de l'ONU

L'Internationale a été représentée à diverses réunions et activités de l'ONU, y compris les grandes conférences internationales qui ont rassemblé les responsables du monde entier pour réfléchir sur les grandes questions de notre temps.

En 1992, nous avons apporté une participation très importante au Sommet de la Terre à Rio par moyen des discussions préparatoires extensives, et de la tenue d'une réunion du Comité de l'IS sur l'Environnement dans cette ville pendant le Sommet pour rassembler les nombreux participants des

partis membres de l'IS et les amener à présenter au Sommet la position de l'Internationale sur les questions d'environnement. Cette action s'est révélée très positive.

Conférence mondiale sur les droits de l'homme

L'année suivante, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a également mobilisé l'attention, en particulier en ce qui concerne le Comité de l'IS sur les Droits de la personne humaine qui, comme je l'ai déjà mentionné, s'est réuni à Vienne en juin 1993 pendant la Conférence et a présenté un mémorandum fondé sur la position de l'Internationale dans le domaine des droits de la personne. La table ronde que nous avons organisée à Vienne avec les autres Internationales politiques a été également un grand succès et le Secrétaire général de la Conférence y a participé. Elle a donné lieu à une déclaration conjointe qui a été présentée à la Conférence. Cette activité a renforcé la présence de notre délégation et les apports d'organisations comme la nôtre ont eu une grande influence sur l'engagement final adopté et la désignation ultérieure d'un Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

La Conférence internationale sur la population et l'environnement

La même année, nous avons tenu une autre table ronde avec les Internationales Libérale et Chrétienne-Démocrate ainsi qu'avec l'Union Internationale Démocrate, en vue de la Conférence internationale de l'ONU sur la population et l'environnement qui devait se tenir en 1994. Celle-ci a été organisée en coopération avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Le Directeur exécutif du Fonds, Nafis Sadik - qui était aussi Secrétaire général de la Conférence internationale - a assisté à notre table ronde avec son adjoint, Hirofumi Ando. Nous nous sommes réunis dans les locaux du Parlement autrichien, dont le Président Heinz Fischer, du Parti Social-Démocrate d'Autriche, a ouvert les débats. Parmi la délégation de l'IS, il y avait des représentants d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Nous avons affirmé la nécessité d'une action internationale en ce qui concernait les dangers d'une explosion de la démographie, du chômage et des migrations, ainsi que les risques de destruction de l'environnement. Nous avons réaffirmé notre soutien pour l'ONU en tant qu'instrument le plus important de la coopération internationale. Les quatre Internationales ont adopté un manifeste commun qui a ensuite été présenté à la Conférence de l'ONU. L'IS, qui reconnaît pleinement le rôle important du FNUAP, poursuit sa coopération avec celui-ci.

Le Sommet social

Le Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague en mars 1995, a présenté un intérêt particulier pour l'Internationale Socialiste. Nous avons invité le Président du Comité préparatoire du Sommet, Juan Somavía, à prendre la parole lors du Conseil de l'IS qui s'était tenu l'année précédente à Tokyo. Les thèmes du Sommet : réduction de la pauvreté, création d'emplois productifs et promotion de l'intégration sociale, étaient, comme il l'a très justement souligné, des questions centrales des politiques, sur lesquelles les gouvernements gagnaient et perdaient des élections. Egalement en 1994, nous avons organisé à Londres une réunion avec le Président du Comité préparatoire et les Secrétaires généraux des Internationales Libérale et Chrétienne-Démocrate. Cette année-là, je me suis également rendu au siège de l'Organisation des

Nations unies à New York, accompagné de mes homologues des Internationales Libérale et Chrétienne-Démocrate, pour avoir des entretiens avec le Secrétaire général de l'ONU et d'autres fonctionnaires, ainsi qu'avec des membres du Comité préparatoire du Sommet social, dans le cadre des préparatifs du Sommet.

Notre Internationale se félicite particulièrement de l'engagement qui a amené l'Organisation des Nations unies à convoquer le Sommet social. Comme l'a dit Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, *"le rôle de l'Organisation des Nations unies est d'être en première ligne du progrès social... Le Sommet social est un test et une indication de l'engagement de la société internationale à aider les plus pauvres"*. Les objectifs de la coopération internationale énoncés par le Sommet social de l'ONU sont importants et ils continuent à animer nos débats.

La quatrième conférence mondiale sur les femmes

Comme les précédentes Conférences de l'ONU sur les femmes, la quatrième, qui a été organisée à Beijing en septembre 1995, a été un centre d'intérêt majeur pour l'Internationale Socialiste et ses membres. De nombreux responsables et militants de nos partis membres, au gouvernement, dans l'opposition ou au sein de nombreuses ONG, étaient présents à Beijing, avec une délégation de notre organisation fraternelle, l'Internationale Socialiste des Femmes. La Conférence a renforcé l'engagement international à lutter contre la discrimination, la violence, l'inéquité, les privations et la pauvreté dont souffrent les femmes dans le monde entier. Elle a pu consolider les résultats obtenus lors de la Conférence sur les droits de l'homme, de la Conférence sur la population et le développement et le Sommet social. Il reste encore beaucoup à faire pour respecter et renforcer cet engagement.

Habitat II

J'ai déjà mentionné Habitat II, la récente Conférence des Nations unies sur les établissements humains qui s'est tenue à Istanbul en juin 1996, et l'importance que notre Internationale attribuait à ce sujet qui nous avait déjà amené à faire une plus large place aux politiques locales et urbaines dans nos travaux. Une délégation de l'IS comprenant le Président de notre nouveau Comité des Elus locaux et régionaux, Philippe Busquin, et moi-même a assisté à la Conférence. Une fois de plus, nous avons constaté que l'organisation d'une réunion du Comité pertinent de l'IS parallèlement à une conférence de l'ONU présentait le plus grand intérêt. Une telle réunion fournit une tribune pour des échanges entre des représentants de l'IS participant à la conférence dans des capacités diverses et permet à notre Internationale d'apporter une contribution positive.

Collaboration avec l'ONU pour la paix et la démocratie

L'Internationale Socialiste reconnaît le rôle international irremplaçable de l'ONU et ses activités dans le domaine du maintien de la paix, de l'instauration de la paix et de l'appui à la démocratisation ont notre soutien sans réserve.

Lorsqu'une délégation de l'IS s'est rendue en Somalie au début de 1993, elle a pu, en coopération avec l'ONU et son représentant spécial, se rendre compte de l'engagement considérable et des compétences apportés par l'ONU dans une situation difficile et pleine de violence. En 1993 également, une délégation de l'IS a observé les élections au Cambodge, coopérant avec l'Autorité

provisoire de l'ONU dans ce pays. Nos observateurs ont constaté un scrutin pacifique et ordonné, conclusion d'un processus de paix et de démocratisation sous l'égide de l'ONU.

Nous avons également eu la possibilité d'appuyer la mission de l'ONU chargée de contrôler les droits de l'homme à Haïti. Nos observateurs, lors du premier scrutin démocratique et multiracial en Afrique du Sud, en 1994, ont pu constater le travail énorme fait par l'ONU en ce qui concerne le contrôle de l'organisation du scrutin.

En ex-Yougoslavie, comme dans d'autres régions, des espoirs ont été mis plus que jamais dans l'Organisation des Nations unies. Nous avons appuyé et suivi les activités de l'ONU de manière très étroite. Au cours de la visite de notre Président, Pierre Mauroy, et de moi-même en ex-Yougoslavie, l'année dernière, nous avons pu constater une partie des difficultés incroyables que l'ONU rencontrait dans sa tâche.

Consciente que l'enjeu de la fin ou de la prévention des conflits et des crises dans un monde d'après la guerre froide est extrêmement complexe, l'Internationale Socialiste a apporté une contribution au débat sur l'avenir de l'ONU. L'opinion de l'Internationale est que l'Organisation des Nations Unies a besoin d'un appui plus importante et d'une augmentation de ses ressources si l'on veut qu'elle joue efficacement son rôle.

Réuni à Tokyo en 1994, le Conseil de l'IS a adopté une résolution fondée sur le rapport du groupe de travail établi par notre Conseil pour la Paix, la Sécurité et le Désarmement, pour étudier une réforme de l'ONU. *"Aujourd'hui, la notion de sécurité a un sens entièrement nouveau et ce fait doit inévitablement influencer sur le travail de l'ONU au cours des décennies à venir"*, a déclaré notre Conseil. La notion de sécurité doit être élargie afin d'inclure les aspects sociaux, le développement et l'environnement. Nous avons demandé qu'une priorité accrue soit donnée à la diplomatie préventive et à la prévention des crises afin d'éviter au maximum le recours à la force. Un appui renforcé aux Etats Membres pour l'application des sanctions économiques imposées par l'ONU a été considéré comme important. Nous avons appuyé le principe du renforcement du Conseil de sécurité, au moyen d'un accroissement du nombre de membres permanents, tout en assurant la représentation équitable des pays en développement. Nous avons plaidé pour un engagement plus intense des organisations régionales dans les prises de décision et le transfert de la responsabilité d'intervention au niveau régional chaque fois que cela était possible. Nous avons demandé un meilleur contrôle des situations à risque, un moyen de mieux prévoir la nécessité de mesures préventives et une intervention éventuelle. Les Etats Membres doivent se tenir prêts à fournir à l'ONU le personnel et les moyens matériels dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat. L'ONU doit travailler en vue d'une interdiction internationale de la production d'armes nucléaires, chimiques, biologiques et bactériologiques. Nous avons enfin signalé la nécessité pour les Etats Membres de s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'ONU - leur droit de vote dans l'Organisation devrait dépendre de ce facteur.

L'IS est restée en contact avec les travaux de la Commission sur la conduite des affaires mondiales, présidée par Ingvar Carlsson et Sir Shridath Ramphal, qui a fait rapport à l'Organisation des Nations unies l'année de son cinquantième anniversaire. Nous avons accueilli avec grande satisfaction la considération détaillée qu'elle a prêtée aux systèmes de conduite internationaux.

La paix, le désarmement et le développement économique

Nous avons suivi avec beaucoup d'attention et de préoccupations toutes les négociations internationales sur le désarmement menées sous les auspices de l'ONU. Nous avons exprimé nos vues et nos priorités sur les questions du désarmement dans un chapitre précédent. L'ONU est la seule instance universellement acceptée où de tels accords peuvent être réalisés. Leur importance ne peut être surestimée.

Mais pour l'Internationale Socialiste et ses partis membres, l'instauration de la paix dépend également du développement démocratique, économique et social - en fin de compte, les seuls garants de la paix. Les activités de l'ONU et de ses institutions dans ce domaine sont vitales. C'est pourquoi notre Comité sur la Politique économique, le Développement et l'Environnement (SICEDE) a prêté une grande attention à la nécessité d'une réforme des institutions financières internationales créées il y a près de cinquante ans à Bretton Woods, afin d'en faire des instruments plus efficaces au service du développement. Notre proposition sur ce sujet sera incluse dans la Déclaration sur l'économie mondiale qui sera adoptée par le Congrès de l'IS.

Cette année, nous tenons le XXe Congrès de l'Internationale socialiste au siège de l'Organisation des Nations unies à New York. Le choix de ce lieu prouve l'appui total de notre Internationale pour l'ONU et notre désir d'être totalement impliqués dans l'action visant à assurer que les institutions internationales de paix et de coopération bénéficient d'un appui et d'un équipement adéquats pour remplir leur rôle dans les années à venir.

COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

L'Internationale Socialiste a trois organisations fraternelles - L'Internationale Socialiste des Femmes (ISF), l'Union Internationale de la Jeunesse Socialiste (IUSY) et le Mouvement International des Faucons/Internationale Socialiste d'Education (IFM/SEI) - avec lesquelles nous collaborons très étroitement.

Comme elle le fait depuis plusieurs années, l'ISF continue à tenir ses réunions statutaires en même temps que celles de l'Internationale Socialiste. Ce système a permis d'encourager davantage de femmes déléguées de partis membres de l'IS à participer aux réunions de notre Conseil et d'introduire dans nos propres débats les priorités et conclusions de l'ISF. Conformément à l'engagement de l'Internationale Socialiste, nous avons, lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue à Budapest en décembre 1994, adopté une résolution réaffirmant notre appui aux objectifs de la Décennie socialiste pour la femme annoncée par l'ISF en 1986, à savoir l'accroissement du nombre de femmes dans tous les organes de prise de décision des partis membres de l'IS et en tant que candidates lors des élections. Nous nous sommes félicités de l'adoption par nombre de nos partis d'un système de quota pour la représentation des femmes et, en même temps, nous avons demandé une mise en oeuvre plus énergique de ces mesures et d'autres mesures visant à accroître la participation des femmes. Lors de la réunion du Conseil de l'IS à Bruxelles en décembre dernier, celui-ci a fait sienne une recommandation de l'ISF et du Comité d'Administration et des Finances de l'IS tendant à ce que les délégations aux réunions de l'Internationale Socialiste incluent au moins un membre de chaque sexe et à ce que les partis soient priés de veiller à ce que leurs délégations soient équilibrées dans ce domaine. Nous avons également entrepris de parvenir à un tel équilibre pour les présidences et les vice-présidences des comités de l'IS.

Les représentants de l'IUSY et de l'IFM/SEI, comme ceux de l'ISF, participent aux réunions de notre Conseil et font partie de nos comités et de nos délégations. Moi-même et d'autres responsables avons régulièrement représenté l'Internationale à des réunions, conférences, camps d'été et festivals de l'IUSY et de l'IFM, où nous trouvons souvent un sujet d'inspiration et d'encouragement dans l'engagement manifesté par cette nouvelle génération de socialistes démocrates. Nous avons aussi à apprendre de leur expérience et de leurs projets. En 1993, dans le cadre du festival d'été de l'IUSY au Portugal, nous avons organisé la première Université d'été de l'Internationale Socialiste. Une cinquantaine de jeunes de toutes les régions du monde, dont beaucoup avaient déjà participé au festival de l'IUSY, ont assisté à un programme de discussions en groupe d'une semaine avec des experts des partis de l'IS sur des questions comme la démocratisation, les élections et le rôle des observateurs internationaux dans les élections. Notre Président Pierre Mauroy s'est adressé aux participants lors de la séance d'ouverture ainsi que notre Vice-président et hôte au Portugal, António Guterres. Cette initiative a été couronnée de succès et très appréciée.

J'ai décrit les bonnes relations de travail que l'Internationale a pu établir avec le Parti des Socialistes Européens et le Groupe du PSE au Parlement européen.

Une autre organisation associée de l'IS est la Confédération Sportive Internationale du Travail (CSIT), avec laquelle nous avons organisé une réunion commune à Londres en 1994 pour définir les domaines d'intérêt mutuel et de coopération future.

Un autre partenaire de nos travaux, depuis le dernier congrès, est le Forum Européen pour la Démocratie et la Solidarité, qui a été fondé en 1993 par un certain nombre de partis membres de l'IS en Europe occidentale en vue de fournir une plate-forme informelle pour des réunions et la coopération entre les partis social-démocrates d'Europe occidentale, centrale et orientale. Ce Forum a fait un travail très utile en établissant des contacts avec et entre les social-démocrates de l'ancien bloc soviétique. Les fondations nationales qui sont étroitement associées à nos partis membres dans plusieurs pays d'Europe occidentale ont également patronné nombre de ces activités. L'Internationale Socialiste se félicite du rôle que le Forum, en tant qu'organe informel et indépendant, a pu jouer dans le renforcement de ces contacts.

Des échanges réguliers se poursuivent avec les syndicats du monde entier et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Nous avons souvent des préoccupations identiques en ce qui concerne la démocratie, l'égalité sexuelle et raciale, le respect de l'environnement et la lutte pour les emplois. A l'heure actuelle, nos deux mouvements ont une priorité commune qui concerne la mondialisation de l'économie et la campagne en faveur d'une dimension sociale des accords mondiaux sur le commerce.

J'ai mentionné certaines des activités communes que nous avons avec l'Internationale Libérale, l'Internationale Chrétienne-Démocrate et l'Union Internationale Démocrate. L'Internationale Socialiste juge très utiles ces occasions de procéder à des échanges de vues. En tant qu'organisations qui rassemblons des partis politiques au niveau international, nous avons en commun notre identification avec les processus démocratiques, à un moment où la démocratie gagne du terrain dans toutes les parties du monde.

LE MOT DE LA FIN

Notre Internationale est une organisation très vigoureuse. Lors de notre dernier congrès à Berlin, nous avons accueilli 24 partis nouveaux dans nos rangs, ce qui portait à 109 le nombre total de partis

membres et organisations. Notre message va également bien au-delà de ce système. Le nombre de partis, y compris les membres et les invités, qui ont assisté à nos réunions est passé de 118 au cours de la dernière période entre deux congrès à 154 au cours des quatre dernières années; les participants d'Amérique latine et de la Caraïbe sont passés de 32 à 38, ceux de la région Asie-Pacifique de 14 à 17, ceux d'Afrique de 33 à 41, et ceux d'Europe centrale et orientale de 12 à 30.

A l'approche du XXe congrès, nous pouvons être fiers de la création à la réunion du Conseil à Athènes, en 1993, de nos nouveaux Comités pour l'Europe Centrale et Orientale, l'Afrique, l'Asie et le Pacifique et la Méditerranée. L'IS a maintenant des comités dans toutes les régions du monde. Nous avons en outre ajouté deux thèmes universels à notre ordre du jour en créant un Comité des Elus locaux et régionaux et en donnant une nouvelle vigueur à nos activités économiques grâce au nouveau Comité sur la Politique économique, le Développement et l'Environnement. Toutes ces activités nouvelles ont été menées pendant que nous renforçons notre présence déjà notable en Europe ainsi qu'en Amérique latine et à la Caraïbe. Nous avons des réunions en cours dans chaque partie du monde. Au cours des dernières années, nous avons tenu des réunions du Conseil en Hongrie, au Japon et en Afrique du Sud, entre autres pays. Nos comités ont tenu des sessions de Ouagadougou à Moscou et Port-au-Prince et de Gaza City à Katmandou et Bratislava. En outre, au cours de la période considérée, 24 voyages d'information et missions pour contrôler des élections ont été organisés, ce qui prouve que l'avis de l'Internationale était de plus en plus recherché en ce qui concernait la santé de la démocratie dans de nombreux pays.

Ces activités sont menées avec le respect le plus strict de la discipline budgétaire. Notre budget était de £ 895 000 en 1993 et il est de £ 990 000 pour l'année en cours, soit une augmentation en termes monétaires de moins de 11 %. Etant donné l'évolution de la valeur de la livre sterling, nous pouvons dire qu'en termes réels, notre budget est resté constant.

Il convient d'ajouter que, pendant aucune de ces années, notre revenu réel n'a atteint les niveaux prévus au budget. Il est à regretter que certains partis membres n'aient pas respecté leurs obligations à l'égard de l'Internationale et que d'autres ont versé leur cotisation en retard. Nous avons néanmoins pu réaliser toutes nos activités, non sans difficultés, dans les limites de nos ressources réelles. Les partis membres doivent faire davantage d'efforts pour assurer un versement rapide des redevances conformément à nos Statuts.

Nous nous sommes efforcés de porter à la connaissance du public le plus large le message politique de l'Internationale et la liste de ses nombreuses activités. Outre notre revue *Socialist Affairs*, qui est une source de réflexions et de discussions politiques et qui donne un compte rendu complet des activités de notre Internationale, nous avons édité les *Nouvelles de l'Internationale Socialiste* qui, dans ses éditions anglaise, française et espagnole, informent les partis membres de l'évolution de la situation. Au début de cette année, nous avons aussi affirmé notre présence sur le World Wide Web, avec des pages élaborées également dans les trois langues, et nous envisageons de développer régulièrement l'information disponible sur ce média. Les abonnés à l'Internet partout dans le monde obtiennent en nombre croissant l'information sur l'Internationale.

Tout aussi important est le flux croissant de documentation provenant du secrétariat, dans nos trois langues officielles, concernant les réunions et activités de l'Internationale.

La croissance de l'Internationale est également démontrée dans les nombreux contacts face à face avec les partis membres, lorsque leurs représentants se rendent au secrétariat de l'IS, ainsi qu'à des réunions, congrès et autres manifestations auxquels j'ai eu le privilège d'assister. Nos missions et les préparatifs des réunions de notre Conseil et de nos Comités qui sont accueillis par des partis membres sont d'autres occasions précieuses de renforcer nos relations avec ces partis. Celles-ci sont

également cimentées au cours des nombreux contacts journaliers avec des représentants de nos partis dans le monde entier.

Un résultat satisfaisant de l'augmentation de notre activité a été le nombre sans cesse croissant de demandes d'adhésion à notre Internationale provenant de partis de toutes les régions du monde. Le rythme de ces demandes a été régulier au secrétariat depuis notre XIXe Congrès. Le Comité de l'Administration et des Finances de l'IS (SIFAC), qui est chargé d'examiner ces demandes, en a reçu plus d'une centaine au cours de cette période. Cet organe important de notre Internationale, qui est présidé par Gunnar Stenarv, du Parti Social-Démocrate Suédois, s'est réuni à Lisbonne en octobre 1993, à Tokyo en mai 1994, à Budapest en décembre 1994, à Londres en avril et novembre 1995, et à nouveau à Londres en juin 1996. En tenant compte de ces partis nouveaux dont l'affiliation a déjà été recommandée et de ceux qui seront ajoutés à la liste qui sera présentée à notre XXe Congrès, il semble certain que le nombre de nouveaux membres qui adhéreront à l'Internationale lors de la réunion de New York dépassera celui de Berlin il y a quatre ans. Nous pouvons être justement fiers de cette preuve de la vitalité de notre organisation.

L'accélération des activités de l'Internationale auxquelles s'ajoutent les difficultés financières que le secrétariat a connues a entraîné une augmentation considérable du volume de travail pour le petit nombre de personnes qui travaillent à notre bureau de Londres. Celles-ci ont su faire face à l'augmentation de la demande avec dévouement et souplesse et je voudrais leur adresser ici, en votre nom, l'expression de nos remerciements chaleureux.

Pendant les quatre années où j'ai eu le privilège de continuer à servir en qualité de Secrétaire général, l'Internationale Socialiste a continué à croître et à se développer. Elle a montré qu'elle était en mesure de s'adapter à l'évolution de la situation dans le monde et a maintenu ses aspirations politiques inébranlables pour l'amélioration de cette société mondiale de plus en plus interdépendante. Je suis persuadé qu'elle restera fidèle à cet idéal.

*Luis Ayala
Londres
Août 1996*

-